

MINISTÈRE DE LA COOPERATION

MISSION FRANCAISE DE COOPERATION
ET D'ACTION CULTURELLE
- NIAMEY -

Convention de financement FAC 182/CD/90
"Appui au secteur céréalier en Afrique de l'ouest"

LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ DES CHANGES
PARALLELES ET SES INCIDENCES SUR LES ECHANGES
CEREALIERES ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Emmanuel GREGOIRE, Chargé de Recherche ORSTOM
Pascal LABAZEE, Chargé de Recherche ORSTOM

Mars 1994

GRID-ORSTOM

SOMMAIRE

	Pages
<u>Résumé</u>	: 3
<u>Introduction</u>	: 8
<u>I. Approche du marché du change CFA – Naira entre le Niger et le Nigéria</u>	: 10
I. 1 La demande de CFA chez les opérateurs économiques du Nigéria	: 13
I. 2 Villes frontalières et marchés des changes parallèles	: 18
I. 3 Le financement des marchés de change au Niger	: 33
I. 4 Le marché parallèle des changes et la dévaluation du franc CFA	: 36
Conclusion	: 42
<u>II Les échanges céréaliers transfrontaliers entre le Niger et le Nigéria</u>	: 44
II. 1 Les grandes places du commerce céréalier	: 44
II. 2 Organisation sociale des réseaux marchands transfrontaliers	: 46
II. 3 Les transactions monétaires	: 48
II. 4 Le financement des achats de céréales au Nigéria	: 49
II. 5 Les quantités importées	: 50
II. 6 Ventilation des céréales importées au Niger	: 52
II. 7 Analyse de l'évolution des prix : impacts de la dévaluation du franc CFA et des mesures prises au Nigéria	: 53
Conclusion	: 58
<u>Conclusion générale</u>	: 60

RÉSUMÉ

Cette étude du fonctionnement du marché des changes parallèles et de ses incidences sur les échanges céréaliers entre le Niger et le Nigéria a été financée par la Mission française de coopération et d'action culturelle de Niamey (convention FAC 182/CD/90) et réalisée par le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement (GRID) et l'ORSTOM.

Commencée dès octobre 1993, cette étude avait permis d'acquérir une connaissance déjà fine du marché des changes parallèles entre le franc CFA et la naira et d'appréhender les grands flux céréaliers entre les deux pays lorsqu'intervinrent la dévaluation du franc CFA et les importantes mesures prises, simultanément mais indépendamment, au Nigéria (réévaluation de la naira par rapport au dollar, volonté de démanteler le marché des changes parallèles). De ce fait et grâce à la mise en place d'un dispositif de relevé quotidien du taux de change CFA - naira et des prix à l'intérieur du pays, leurs incidences sur le marché des changes parallèles et les échanges entre les deux pays ont été suivies très précisément.

Du point de vue méthodologique, l'approche s'est efforcée de combiner analyses macro-économique et micro-économique et d'opérer un va et vient continu entre ces deux échelles d'analyse : outre le recueil de données statistiques à la Direction des Douanes, au Guichet unique et à la Direction du Commerce extérieur, de nombreux entretiens ont été menés tant à Niamey que dans les régions auprès de responsables administratifs, de banquiers, de chefs d'entreprise etc. Ils ont été complétés par des enquêtes de terrain tout au long de la frontière et par des discussions répétées avec des acteurs du marché des changes et des commerçants. Cette combinaison d'échelles d'analyse et d'approches, économique et anthropologique, s'est avérée particulièrement adaptée pour appréhender un univers aussi complexe et secret que celui des monnayeurs et des opérateurs du commerce transfrontalier dont l'activité repose souvent sur la fraude. Enfin, l'analyse géographique a permis d'identifier les principaux marchés d'approvisionnement en céréales des commerçants nigériens au Nigéria et de saisir la ventilation de ces importations au Niger.

Comme pour les autres pays africains de la zone franc situés à la périphérie du Nigéria, le marché parallèle du change entre le franc CFA et la naira joue en effet un rôle capital sur l'économie du Niger. La parité entre ces monnaies détermine en effet les termes de l'échange entre les deux pays et la compétitivité de leurs produits respectifs tant sur leurs marchés nationaux qu'à l'exportation.

Ce marché monétaire conditionne donc leurs échanges notamment en matière de commercialisation des céréales : il définit le volume et l'orientation des flux transfrontaliers dont dépend la sécurité alimentaire du Niger qui pallie ainsi les fréquentes insuffisances de sa récolte. L'enjeu est de taille et mérite que l'on s'attarde sur les mécanismes mis en oeuvre et le jeu des acteurs qu'ils soient cambistes ou marchands de céréales.

I APPROCHE DU MARCHÉ PARALLÈLE DU CHANGE CFA-NAIRA ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Les mécanismes de fixation du taux de change parallèle échappent, pour l'essentiel, à l'Etat nigérien ainsi qu'aux acteurs des marchés frontaliers, que ces derniers soient *monnayeurs* (cambistes), importateurs ou exportateurs. En effet, ces déterminants se situent d'une part dans le déficit de la balance des paiements nigérienne, qui génère chez les opérateurs économiques de ce pays un besoin permanent de devises fortes, en particulier depuis 1983, et d'autre part dans les modalités sélectives d'attribution des devises fortes par la Central Bank of Nigéria (CBN) qui tendent à accroître la demande de francs CFA, sur les marchés frontaliers, émanant des opérateurs privés nigériens. Ainsi, le taux de change observable sur le marché parallèle est une donnée exogène du point de vue de l'économie nigérienne.

Ce marché parallèle CFA-naira dans les villes nigériennes s'appuie d'abord sur des flux marchands générés par les différentes productions nationales mais il tient aussi à la fonction de monnaie de passage que les hommes d'affaires nigériens confèrent au franc CFA (au moins jusqu'à sa dévaluation). L'analyse de ce marché des change fait ressortir un certain nombre de points importants :

- 1. Les places de change nigériennes s'inscrivent dans des réseaux financiers qui les relient à des places nigérianes (Kano, Sokoto, Maiduguri) et béninoises (Malanville). Les opérations qu'elles traitent consistent principalement à financer les importations et les exportations entre Niger et Nigéria par le jeu du change monétaire parallèle; secondairement, elles participent à l'exportation de francs CFA vers les circuits financiers nigériens, par le jeu des transferts de nairas régulièrement effectués depuis le nord Nigéria.

- 2. Sur chaque grande place domine un nombre restreint de patrons de change professionnels - une quinzaine pour l'ensemble du Niger - qui disposent de denses réseaux d'information sur les taux pratiqués dans les villes voisines, organisent la vente de nairas au détail par le biais de dépendants, de rabatteurs et d'opérateurs indépendants qu'ils fournissent à crédit. Ils décident aussi des transferts de fonds d'une place vers l'autre. Ces patrons sont dans de rares cas commerçants - à l'exception de Malanville où tous vendent des textiles -, plus souvent transporteurs.

- 3. Le taux de change pratiqué sur chaque place résulte de deux facteurs distincts. Le premier, qui détermine la *valeur* du franc par rapport à la naira, est lié au déficit des paiements nigériens, aux modalités d'attribution des devises par la Central Bank of Nigéria, enfin à l'attrait du franc comme monnaie de passage pour les opérateurs privés nigériens. Cette *valeur* est une donnée exogène du point de vue de l'économie du Niger. Le second, qui détermine le taux de change constaté sur une place, tient à des situations locales d'offre et de demande, à des comportements d'anticipation des agents, et surtout à des tendances cycliques de hausse ou de baisse de la naira liées au solde commercial local. Ainsi, le prix de la naira tend à se déprécier à Malanville, et à s'apprécier à Konni, Maradi et Zinder - ces dernières villes important nettement plus du Nigéria qu'elles n'exportent ou réexportent.

- 4. Les transferts des places excédentaires en naira vers les places déficitaires naissent des différentiels de taux liés à des soldes commerciaux divergents entre les places, et tendent à les annuler. Mais ces transferts réalisent, via les circuits financiers de Kano et Sokoto principalement, la vocation de *monnaie de passage* du franc CFA vers les devises fortes. Les circuits marchands et financiers sont donc intimement liés : les premiers, qui travaillent dans le seul but d'une marge commerciale et non d'une *chasse au CFA*, fournissant aux seconds l'accès à une devise convertible.

- 5. Les principales entrées de nairas sur les marchés nigériens viennent des réexportations - cigarettes et textiles notamment - ainsi que des exportations de bétail. L'entrée des devises nigérianes dépend donc du volume de leurs affaires, mais aussi de la fréquence des opérations de troc, de l'arbitrage fait par les opérateurs entre les diverses places financières locales, nigérianes et béninoises.

- 6. Les principales sorties de nairas viennent de l'importation de matériaux de construction, de sucre, de céréales et de pétrole. Là encore, la demande de nairas sur les places nigériennes s'explique autant par les volumes annuellement importés, que par les pratiques de contrepartie et les arbitrages de change d'une place à l'autre. Un principe apparaît : plus l'activité commerciale est concentrée, plus les opérateurs arbitrent en faveur des places qui offrent un taux favorable. Les *petites entreprises contrebandières*, pour leur part, s'adressent le plus souvent aux monnayeurs de leur ville d'activité. Il en va de même de certains grands commerçants qui, disposant d'un monopole sur un produit, facturent systématiquement la différence de change à leur clientèle.

- 7. Le fonctionnement en phase des places de change nigériennes est lié aux transferts réguliers de nairas depuis Kano, Sokoto et Malanville, que réalisent les patrons de change professionnels. En effet, les grandes villes marchandes nigériennes importent nettement plus qu'elles n'exportent. En conséquence, un manque de nairas, de plus de 10 milliards au total en 1993, se forme sur ces places. Malanville les aurait fournis pour 3.5 milliards, Kano et Sokoto aurait assuré le solde, soit environ 7.5 milliards.

- 8. La dévaluation du franc, l'inconvertibilité partielle des billets de l'UMOA, les mesures répressives prises au Nigéria ont profondément bousculé le fonctionnement des marchés des changes

parallèles, sans qu'un nouvel équilibre se soit encore nettement dégagé. La période présente est transitionnelle : les négociations en cours entre les autorités nigériennes d'une part et les opérateurs économiques de l'autre, les incertitudes quant à la pérennité des décisions commerciales et financières prises par le régime de Sani Abacha, peuvent transformer à court terme les conditions de l'activité de change au Niger.

- 9. Cependant, deux données nouvelles devraient modifier durablement les tendances du prix de la naira sur les marchés du Niger. D'une part, les opérateurs nigériens semblent moins attirés par le franc CFA, dont la convertibilité et le pouvoir d'achat ont été entamés. Ils ont du reste commencé à modifier leur avoirs, en se défaisant des francs qu'ils détenaient au profit du bétail et de marchandises du marché mondial ; de même, les réseaux financiers nigériens sont peu enclins à transférer des nairas pour capter des francs CFA sur les marchés frontaliers du Niger. D'autre part, on doit s'attendre à ce que le montant des importations depuis le Nigeria dépasse, malgré la dévaluation, celui des exportations et réexportations. En conséquence, la tendance à la pénurie de nairas, et par conséquent à sa réappréciation sur les marchés locaux, devrait se poursuivre avec toutefois des difficultés plus grandes pour les monnayeurs à se procurer la devise nigérienne.

Du point de vue des échanges céréaliers, le changement de parité du franc CFA et les tendances au renchérissement de la naira devraient favoriser la réorientation des flux vers les pays excédentaires de la zone franc. La capacité des réseaux marchands à modifier leurs axes d'approvisionnement sera en ce sens déterminante.

II LES ÉCHANGES CÉRÉALIERS TRANSFRONTALIERS ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Le Nigeria joue un rôle déterminant dans l'approvisionnement vivrier du Niger en lui assurant son équilibre alimentaire : son déficit vivrier est comblé par des importations de mil, de sorgho et de maïs de son puissant voisin. L'analyse de ces flux fait ressortir quelques aspects importants :

- 1. De Gaya à Bosso, ce sont toutes les régions frontalières qui sont impliquées : chaque grande ville du Niger a ainsi une ville-marché jumelle de l'autre côté de la frontière.

Ces flux d'importations sont de deux types : d'une part, des flux de grande amplitude constants d'une année sur l'autre et dirigés vers les centres de consommation (Niamey, Agadez, Arlit) et les zones déficitaires et, d'autre part, des flux courts périodiques voire occasionnels qui portent sur les régions frontalières.

Ces grands courants d'échanges sont à présent clairement identifiés si bien qu'on peut les anticiper à partir de l'analyse des résultats nationaux et régionaux de la récolte du Niger.

- 2. L'ampleur de ces flux dépend étroitement du montant de la récolte : c'est son appréciation par les commerçants qui les déterminera à importer des céréales. S'ils effectuent d'abord des achats au Niger (septembre à novembre), les céréales du Nigeria prennent ensuite le relais, en fonction de la demande.

Les tonnages importés sont donc variables d'une année sur l'autre. Leur enregistrement statistique est faible (seules sont disponibles les données de la Direction des Douanes), aussi, se contente-t-on de larges fourchettes qui avancent, selon les années, les chiffres de 100.000 T à 250.000 T de céréales qui traverseraient la frontière malgré les interdictions promulguées au Nigeria.

Pour la présente campagne, marquée par un fort déficit vivrier (le Système d'Alerte Précoce l'estime à 395.000 T), nos enquêtes auprès des commerçants laissent penser qu'ils feront venir 185.000 T malgré le renforcement des contrôles au Nigeria depuis janvier. Ce calcul n'est cependant qu'une approximation, seules des enquêtes sur une longue période (un an) à partir d'échantillons de commerçants choisis dans les principaux centres de commercialisation permettraient une évaluation plus précise de ces flux.

- 3. Tous les commerçants des zones frontalières se livrent à ce négoce : les patrons disposent de réseaux de collecte tant au Niger qu'au Nigéria qui peuvent s'étendre ou se contracter suivant la demande. D'Ouest en Est, leur organisation reproduit une structure identique, pyramidale à l'intérieur du Niger (les patrons ont des dépendants installés dans les zones de collecte), horizontale à l'extérieur dans la mesure où ils ont des correspondants avec lesquels ils traitent leurs affaires et auprès desquels ils obtiennent du crédit.

Les transactions monétaires entre commerçants s'effectuent en argent liquide et en nairas puisqu'il s'agit d'achats au Nigéria. Avant les rigoureuses mesures prises par le général Sani Abacha pour éliminer le marché parallèle des devises, le change s'effectuait au Niger pour les commerçants qui se rendaient dans les marchés de brousse pour s'approvisionner en céréales. Il se faisait à Kano, Sokoto ou Maiduguri pour ceux qui s'y ravitaillaient car les conditions de change sont plus avantageuses qu'à la frontière. Depuis lors, les CFA sont toujours changés à la frontière car il est désormais dangereux de voyager avec des devises étrangères au Nigéria.

Quelques achats de céréales donnent lieu à des opérations de troc et se font sans passer par le marché des changes : en contrepartie d'exportations de niébé et de souchet (pour la région de Maradi), du mil, du sorgho et du maïs sont importés au Niger.

Enfin, les commerçants nigériens se plaignent de la concurrence de plus en plus vive de leurs homologues nigériens qui vendent directement sur leurs marchés traditionnels. Cette récente pratique se retrouve, par exemple, dans le commerce des textiles et est révélatrice du dynamisme des Nigériens qui partent ainsi à la conquête des marchés extérieurs.

- 4. La parité entre le franc CFA et la naira est un élément déterminant car les prix des céréales nigérianes font office de prix directeurs. La dévaluation de la naira, depuis 1986, a entraîné une chute des prix au Niger et a permis d'amortir la hausse du prix des céréales au Nigéria pendant la même période.

Cette baisse des prix a bénéficié aux citoyens qui se procurent à bon marché du mil depuis déjà plusieurs années. Par contre, la paysannerie a été pénalisée et le rapport entre prix des produits agricoles et prix des facteurs de production s'est fait à ses dépens empêchant toute transformation des systèmes de production.

- 5. Jusqu'au 12 Janvier, l'évolution du prix du mil avait été normale : baisse sensible avec l'arrivée de la nouvelle récolte puis légère remontée avec le début de l'année. Du point de vue régional, les prix étaient logiquement moins élevés dans les régions productrices (Maradi et Zinder) que dans les zones importatrices (Niamey) et déficitaires (Diffa).

La dévaluation du franc CFA et l'arrêt momentané des flux céréaliers vers le Niger après le renforcement des contrôles au Nigéria ont entraîné une flambée généralisée et incontrôlée des prix qui a été accentuée par le Ramadan, époque où on enregistre habituellement des tensions sur les prix des denrées alimentaires et du sucre. Aussi, il est possible qu'il y ait une légère baisse des prix au cours des semaines à venir. Toutefois leur niveau sera, en période de soudure, nettement supérieur à celui des années précédentes.

Deux mois seulement après la dévaluation du franc CFA, une substitution du maïs béninois semble s'opérer aux dépens du maïs nigérian. De même, un transfert se dessine au profit de la consommation des céréales locales, le riz du Niger est ainsi devenu compétitif par rapport au riz pakistanais.

Enfin, la dévaluation du franc CFA, si elle a brutalement modifié les termes de l'échange entre le Niger et le Nigéria, ne les a pas fondamentalement remis en cause dans le commerce des céréales : un réajustement s'est opéré mais le mil du Nigéria reste compétitif au Niger d'autant plus que la récolte a été déficitaire cette année.

Cette analyse des flux transfrontaliers de céréales montre qu'ils sont très sensibles aux variations du taux de change : le maintien de la parité fixe entre le franc CFA et le franc français et de la

convertibilité du premier a évité une remise en question plus nette encore des échanges entre le Nigéria et les pays limitrophes.

Dans ce contexte, le Niger est tributaire de son puissant voisin qui joue un rôle régulateur dans son approvisionnement : si la conjoncture lui a été favorable ces dernières années, du point de vue du niveau des prix, elle a freiné le développement de son agriculture. Un retournement de tendance n'est pas à exclure étant donné les incertitudes politiques, économiques et monétaires qui pèsent actuellement sur le Nigéria et qui pourraient avoir de graves répercussions sur sa sécurité alimentaire.

Un suivi précis de ce pays s'impose donc soit à partir du renforcement des structures existantes (le Système d'Informations sur les Marchés pour les céréales) soit par la création d'une cellule originale de suivi des échanges (tous produits confondus) entre les deux pays. Ce type de structure pourrait s'atteler enfin à l'épineux problème de l'évaluation quantitative des flux céréaliers entre les deux pays. Seul un dispositif fin pourrait alors fournir des données fiables jusqu'à présent inexistantes.

INTRODUCTION

Aspects contractuels

Cette étude du fonctionnement du marché des changes parallèles et de ses incidences sur les échanges céréaliers entre le Niger et le Nigéria a été financée par la Mission française de coopération et d'action culturelle de Niamey (convention FAC 182/CD/90) et réalisée par le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement (GRID) et l'ORSTOM.

Commencée dès octobre 1993, cette étude avait permis d'acquérir une connaissance déjà fine du marché des changes parallèles entre le franc CFA et la naira et d'appréhender les grands flux céréaliers entre les deux pays lorsqu'intervinrent la dévaluation du franc CFA et les importantes mesures prises, simultanément mais indépendamment, au Nigéria (réévaluation de la naira par rapport au dollar notamment et volonté de démanteler le marché des changes parallèles). De ce fait, on a pu suivre précisément leurs incidences sur le marché des changes parallèles et sur les échanges entre les deux pays d'autant plus qu'un dispositif de relevé quotidien du taux de change CFA - naira et des prix à l'intérieur du pays a été mis en place par nos soins ou grâce à la collaboration de services techniques locaux (Chambres de commerce, Antennes de commerce, Service d'arrondissements du Plan).

Méthodologie

L'approche s'est efforcée de combiner analyses macro-économique et micro-économique et d'opérer un va et vient continu entre ces deux échelles d'analyse : outre le recueil de données statistiques à la Direction des Douanes, au Guichet unique et à la Direction du Commerce extérieur, de nombreux entretiens ont été menés tant à Niamey que dans les régions auprès de responsables administratifs, de banquiers, de chefs d'entreprise etc. Ils ont été complétés par des enquêtes de terrain tout au long de la frontière et par des discussions répétées avec des acteurs du marché des changes et des commerçants. Cette combinaison d'échelles d'analyse et d'approches, économique et anthropologique, s'est avérée particulièrement adaptée pour appréhender un univers aussi complexe et secret que celui des monnayeurs et des opérateurs du commerce transfrontalier dont l'activité repose souvent sur la fraude. Enfin, l'analyse géographique a permis d'identifier les principaux marchés d'approvisionnement en céréales des commerçants nigériens au Nigéria et de saisir la ventilation de ces importations à l'intérieur du Niger où elles jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire du pays.

Problématique

Une des caractéristiques des marchés céréaliers sahéliens est leur instabilité qui tient aux fortes fluctuations de leur production agricole, celle-ci étant étroitement soumise, d'une année à l'autre, aux aléas climatiques. Les conséquences de ces variations de production sont amplifiées par l'étroitesse de leur marché céréalier : la part de la production commercialisée est limitée à 10 voire 15%, l'autoconsommation étant la principale source d'approvisionnement des ménages, notamment des ruraux qui sont de loin les plus nombreux. Le marché est donc volatile, une faible fluctuation de l'offre suffit pour en modifier les conditions en particulier le niveau des prix.

Le Niger reflète bien cette situation des pays sahéliens mais présente, en outre, la spécificité d'avoir une frontière commune de plus de 1600 km avec le puissant Nigéria dont l'agriculture jouit de conditions plus favorables y compris dans le nord. Aussi, les fréquents défaillances de la récolte du Niger sont-elles palliées par des importations non officielles depuis son voisin qui participe ainsi à sa sécurité alimentaire. Ces importations sont le fait des commerçants qui, de Gaya au lac Tchad, ont tissé des

réseaux économiques et sociaux dynamiques avec leurs partenaires nigériens. Ces opérateurs savent se jouer des prohibitions adoptées par le Nigéria pour empêcher la fuite des céréales à l'étranger afin de protéger son propre approvisionnement et s'adaptent remarquablement aux conditions du marché comme les autres intervenants et les cambistes que nous étudierons plus particulièrement ici.

L'ampleur de ces flux de céréales dépend donc de la demande nigérienne mais aussi du différentiel de change entre leurs monnaies respectives : le franc CFA et la naira. Le Niger, comme nous allons le voir bénéficie d'une rente monétaire en raison de la faiblesse de la naira et s'est approvisionné, ces dernières années, à bon marché en un certain nombre de produits qu'ils soient d'origine agricole ou industrielle.

Cette rente monétaire qui est le reflet de déséquilibres macro-économiques au Nigéria et de la non-convertibilité de la naira, a un caractère précaire : la conjoncture peut se retourner en fonction des événements politiques, économiques et monétaires qui peuvent affecter le Nigéria et sur lesquels le Niger n'a pas guère de prise. Aussi, les termes de l'échange entre les deux pays peuvent se modifier et la sécurité alimentaire du Niger être remise en question.

Ce marché des changes parallèle est encore mal connu tant du point de vue macro économique que micro économique. Son étude s'avérait d'autant plus opportune lorsque nous l'avons débutée en novembre 1993 que cette année fut une période de troubles monétaires marquée par la dévaluation progressive de la naira sur le marché parallèle (60%) et les mesures prises en août par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) relatives à la convertibilité limitée du franc CFA. L'année 1994 s'annonce également agitée avec la dévaluation de 50% du franc CFA survenue le 12 Janvier et les nouvelles mesures prises par le général Sani Abacha : réévaluation de la naira dont le cours par rapport au dollar est fixé à 22 nairas pour un dollar, chasse au opérateurs du marché des changes parallèles afin de le démanteler.

Ce rapport examine le fonctionnement de ce marché des changes parallèles et ses incidences sur les échanges céréaliers entre le Niger et le Nigéria dont on analysera quelques aspects (quantités importées, ventilation des flux, organisation des commerçants, financement etc.). Enfin, un premier bilan des effets de la dévaluation du franc CFA et des mesures nouvellement prises au Nigéria sera esquissé tant au niveau de l'évolution de la parité franc CFA - naira qu'au niveau des changements qu'elles ont induites dans le commerce céréalier transfrontalier (évolution des flux et des prix, nouvelle stratégie des opérateurs).

I . APPROCHE DU MARCHÉ PARALLÈLE DU CHANGE CFA-NAIRA ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Comme pour les autres pays africains de la zone franc situés à la périphérie immédiate du Nigéria, le cours parallèle du change entre le franc CFA et la naira sur les marchés frontaliers joue un rôle capital sur l'économie du Niger. Le taux de change détermine en effet la compétitivité des produits des Industries nigériennes sur le marché national comme à l'exportation ¹. Il définit de plus l'orientation et le volume des flux céréaliers dont dépend l'équilibre alimentaire du Niger ²; enfin, il conditionne l'ampleur du dispositif marchand opérant dans les activités de transit et de réexportation qui représentent, du moins jusqu'en 1990, le poste principal des ventes du Niger au Nigéria ³.

Notons d'emblée que les mécanismes de formation et d'évolution du taux de change parallèle échappent, pour l'essentiel, à l'Etat nigérien autant qu'aux acteurs des marchés frontaliers, que ces derniers soient *monnayeurs* (cambistes), importateurs ou exportateurs. En effet, ces déterminants se situent d'une part dans le déficit de la balance des paiements nigérienne, qui génère chez les opérateurs économiques de ce pays un besoin permanent de devises fortes, en particulier depuis 1983 ⁴, et d'autre part dans les modalités sélectives d'attribution des devises fortes par la Central Bank of Nigéria (CBN) qui tendent à accroître la demande de francs CFA, sur les marchés frontaliers, émanant des opérateurs privés nigériens. Ainsi, le taux de change observable sur le marché parallèle est une donnée exogène du point de vue de l'économie nigérienne. Par ailleurs, et contrairement à une idée communément admise, la parité sur les marchés parallèles ne constitue nullement un taux d'équilibre, dans la mesure où les volumes de monnaie qui s'y échangent résultent de la "déformation" des flux financiers nigériens par la CBN ⁵.

Quoi qu'il en soit, le marché parallèle CFA - naira dans les villes frontalières du Niger s'appuie d'abord sur des flux marchands générés par des différences de production nationale : tel est le cas, par exemple, des échanges de bétail contre des grains. Mais il tient aussi à la fonction de monnaie de passage que les hommes d'affaires nigériens confèrent au franc CFA. Au moins jusqu'au changement de parité du franc CFA décidé en janvier 1994, et qui fut précédé en août 1993 par la suspension de rachat des billets de son émission par la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le franc CFA offrait en

¹ On en trouvera un exemple dans le cas des pagnes fancy fabriqués par la SONITEXTIL, qui sont particulièrement sensibles aux moindres modifications du taux de change parallèle, Cf. Ch. CHAKO, E. GREGOIRE, P. LABAZEE, *Le marché du pagne au Niger*, GRID-CFD, Octobre 1993.

² Selon les années, les importations nigériennes de céréales depuis le Nigeria seraient comprises entre 100 000 et 250 000 tonnes.

³ Soit 45 milliards pour l'année 1990, qui ont procuré plus de 2.5 milliards de recettes douanières.

⁴ Excédentaire jusqu'en 1982, la balance globale nigérienne est ensuite devenue durablement déficitaire (de 2,5 milliards de \$ pour l'année 1983), suite à la baisse des recettes pétrolières et de la dégradation des principaux soldes de la balance courante.

⁵ Cf. O. VALLEE, *Système naira et crise financière*, Karthala, 1989, qui note les dysfonctionnements du système d'allocation des ressources financières au Nigeria, ainsi que les mécanismes multiples de fuite des devises fortes mises en oeuvre par quelques opérateurs privilégiés par la Banque centrale. Ces mécanismes sont toujours en vigueur, comme le suggère la note *Politique de change du Gouvernement fédéral à la fin de 1993*, Ambassade de France, Lagos, Décembre 1993, qui mentionne les nombreuses irrégularités commises "dans les opérations d'exportation : devises non rapatriées, surfacturations pratiquées couramment", et qui aggravent d'autant la pénurie de devises pour nombre d'industriels et d'importateurs nigériens.

effet aux opérateurs du Nigéria le double avantage d'un vaste "espace de convertibilité" ⁶ en vue d'accéder au dollar, à la £ sterling ou au franc français, et d'un approvisionnement direct en produits du marché mondial réexportés par le Niger. Notons en outre que, dans le cas nigérien, le marché parallèle du change manuel est favorisé par la forte part qu'occupe la circulation fiduciaire dans les transactions courantes : billets et pièces représentent ici 32.3 % de la masse monétaire ⁷, de sorte qu'aucune limite technique à l'offre de billets CFA n'est susceptible d'apparaître sur les principaux marchés de change.

Sur les cinq grandes places nigériennes du commerce frontalier avec le Nigéria (Diffa, Gaya, Konni, Maradi et Zinder) qui ont été étudiées, ainsi qu'à Malanville (Bénin) qui constitue à divers égards une enclave nigérienne au plan commercial et monétaire, il convient de distinguer trois grandes catégories d'opérations qui alimentent, chacune selon ses propres modalités, le marché parallèle du change entre le franc CFA et la naira.

D'une part, une proportion non négligeable des flux marchands entre les deux pays porte sur les échanges de produits locaux, notamment alimentaires : bétail, niébé, souchet, oignons pour les exportations nigériennes, mil, sorgho, maïs pour les exportations nigérianes. Pour une part, ces mouvements sont le fait d'échanges capillaires qui lient, en dépit de l'obstacle frontalier, des populations villageoises voisines ; tel est le cas dans les arrondissements de Gaya, Maine-Soroa ou Diffa. Toutefois, l'essentiel de ces flux relie les grandes villes commerciales du nord Nigéria à celles du Niger ; dans ce dernier cas, les réseaux marchands qui les animent amorcent ou dénouent chaque opération par une conversion, dans la monnaie du pays exportateur, effectuée auprès des cambistes professionnels. Pour les opérateurs nigériens traitant ces mouvements marchands, la capitalisation de francs CFA ne constitue qu'exceptionnellement le motif principal des transactions : ces derniers réalisent en effet leur marge commerciale en naira ou, plus rarement, achètent au Niger des biens de contrepartie avec leur recette. Il en va de même pour les sorties nigérianes d'hydrocarbures, de matériaux de construction, et des produits des industries manufacturières nationales ⁸, pour lesquelles les motifs de vente au Niger, fondés sur une logique marchande, dépendent avant tout des perspectives de réalisation d'un bénéfice commercial. Toutefois, à la différence des marchands céréaliers, les opérateurs nigériens qui exportent ces produits rapatrient une partie importante des CFA sur les marchés de Kano, Sokoto et Maïduguri où les cours sont plus avantageux.

D'autre part, des commerçants nigériens, basés le plus souvent à Kano et Sokoto, s'approvisionnent au Niger en produits prohibés à l'importation ⁹ venant du marché mondial. Ces opérations sont précédées d'un achat de francs CFA contre des nairas, réalisé sur les marchés des villes frontalières du Niger où le cours parallèle laisse une marge de change supérieure à celle des cités du nord du Nigéria. Seuls les marchands originaires de Kaduna State, et ceux des divers États du pays Ibo, consentent une perte substantielle de change en se fournissant en devises dans les villes nigérianes ¹⁰.

⁶ Selon l'heureuse expression de E. ASSIDON et P. JACQUEMOT, *Politiques de change et ajustement en Afrique*, Ministère de la coopération et du développement, Paris, 1988.

⁷ Situation de décembre 1993, cf. *Situation monétaire 1992 - 1994*, présenté in *Document cadre de politique économique et financière du Niger*, Février 1994

⁸ En particulier les industries fabriquant des textiles, des boissons non alcoolisées et des détergents. Celles-ci comptent parmi les entreprises les plus dynamiques du Nigeria, leur indice respectif de croissance base 100 en 1986 étant de 398, 262 et 312, Cf. J. DUNCAN, *Nigeria to 2000. After the generals ?*, London, EIU, 1993.

⁹ Rappelons que, malgré le mouvement de libéralisation du commerce extérieur, quinze groupes de produits restent interdits à l'importation au Nigeria, parmi lesquels les textiles, les cigarettes, le riz, les alcools, les huiles alimentaires, etc.

¹⁰ Cette perte constitue, pour les commerçants interrogés, la contrepartie de la sécurité et de la facilité du transport des francs CFA, dont l'encombrement est modeste en regard de valeurs équivalentes en billets nigériens.

L'ensemble de ces flux commerciaux réalise indirectement la fonction de monnaie de passage du CFA, dans la mesure où ces biens ont été préalablement achetés en devises fortes par des importateurs nigériens : en £ sterling pour l'achat de cigarettes Rothman, en dollar pour le riz, en franc français pour la farine de blé.

Enfin, une troisième catégorie de transactions monétaires concerne les transferts directs de capitaux d'une place de change parallèle à l'autre. Aucun mouvement commercial ne paraît les sous-tendre. Tel est le cas lorsqu'un patron de change de Kano décide d'expédier des nairas à son correspondant de Konni ou Maradi, afin de récupérer des francs CFA qui seront ensuite recyclés en dollars, £ sterling ou francs français auprès des bureaux de change situés au Nigéria. Toutefois, comme nous le verrons, la majeure partie de ces mouvements de capitaux s'effectue dans le cadre d'opérations d'arbitrage entre des places commerciales où les taux de change tendent à diverger fortement. De sorte que nombre de ces transferts financiers traduisent moins des préoccupations spéculatives que des situations de rééquilibrage entre des villes excédentaires et déficitaires au plan de leur balance commerciale.

Cette typologie des flux qui alimentent le marché parallèle du change au Niger invite à une extrême prudence sur l'importance de mouvements de type "chasse aux CFA" tels qu'ils se pratiquent fréquemment, au Cameroun par exemple ¹¹. Toutes les opérations commerciales et la plupart des opérations financières observées dans les villes frontalières nigériennes ont pour support premier la recherche d'un bénéfice de type marchand, et aucune donnée ne laisse penser que des acteurs nigériens interviennent sur le marché parallèle dans le seul but de capter des francs CFA. En d'autres termes, l'aspiration de francs par les villes du nord Nigéria est un effet induit par le solde des activités d'import-export, ces dernières ayant néanmoins leur autonomie propre. On rejoint ici les analyses faites par divers auteurs ¹² qui suggèrent que le marché des changes est un levier des flux marchands, et non l'inverse, en particulier depuis la mesure du 2 août 1993. Les flux céréaliers en provenance du Nigéria n'échappent pas à cette règle :

*" The desire of Nigérians to obtain convertible CFA francs has become a less important feature behind cross-border grain flows. CFA francs are now easily available within Nigéria through bureaux de change or on the black market owing to the liberalization of foreign exchange transactions and the development of a large parallel trade surplus with Niger "*¹³

Bien que la valeur du franc CFA soit fixée par les tendances lourdes de la balance des paiements et le mode d'allocation des devises au Nigéria, son *prix*, qui s'exprime dans le taux de change sur les principales places commerciales nigériennes et dans leurs villes correspondantes du Nigéria, subit des distorsions locales fréquentes.

En premier lieu, chaque cité tend à occuper une fonction commerciale spécifique au plan de l'importation, de l'exportation ou du transit, qui induit mécaniquement une tendance à la hausse ou à la baisse du CFA sur le marché parallèle local. Pour seul exemple, mentionnons qu'à Konni, le montant des importations est régulièrement supérieur à celui des exportations et réexportations, provoquant de façon récurrente une pénurie de nairas chez les *monnayeurs* professionnels; à l'inverse, Malanville accumule après chaque grand marché hebdomadaire un volant de nairas qui ne trouve pas d'emploi local. Cette division du travail commercial entre les villes frontalières explique les fortes synergies entre elles, et l'émergence d'axes marchands et financiers ou des marchés-relais se trouvent insérés : tel est le cas de

¹¹ Cf. OCISCA/ORSTOM, *L'impact des mesures relatives à la convertibilité restreinte du franc CFA de la zone BEAC sur les marchés parallèles des changes*, Douala/Paris, doc. mult., novembre 1993.

¹² Notamment la remarquable étude de J. LAMA, *La suspension des rachats par la BCEAO des billets de son émission*, Cinergie/CILSS Club du Sahel, Maradi, Octobre 1993, et plus récemment celle d' O. SAMBA, *Joint mission GON-USAID on the impact of the CFA devaluation on the cross-border trade in Niger*, Niamey, US-AID, Février 1994.

¹³ K. MEAGHER, *Nigeria, Granary of Niger ? The Implications of Cross-Border Trade for Food Security in Nigeria and Niger*, Maradi, Synergie - CILSS - Club du Sahel, Octobre 1993

l'axe Kano-Zinder regroupant les marchés de Danbarta, Daura au Nigéria, de Matameye et Magaria au Niger, qui jouent comme autant de régulateurs dans les flux marchands et monétaires.

En second lieu, chaque ville peut être soumise à une variation du taux de change local lorsque les cambistes sont amenés à dénouer rapidement une opération commerciale d'une importance inhabituelle. Plus souvent, les monnayeurs participent eux-mêmes à l'évolution du taux par le jeu des comportements anticipateurs. Ainsi, les veilles du jour de grand marché à Illéla ou à Kamba provoquent régulièrement une hausse du cours de la naira à Konni et à Gaya. Il en va de même lorsqu'est annoncé un transfert de nairas d'une place vers l'autre, ou lorsqu'une importante opération de change d'un grand commerçant est imminente. Enfin, dans nombre de cas, les fluctuations du cours autour de la valeur du franc CFA renvoient à des rapports de forces ponctuels entre les monnayeurs et leurs clients.

En troisième lieu, les places de change sont sensibles à des variations cycliques relatives à des événements religieux. La préparation du *hadj* (pèlerinage à la Mecque) dans les villes de Kano, Sokoto ou Maïduguri provoquent systématiquement une dépréciation passagère de la naira à Maradi, Zinder et Konni, tandis que les fêtes chrétiennes poussent les marchands Ibo à augmenter leurs achats, notamment à Malanville.

Les différences entre la *valeur* et le *prix* du franc CFA sur les marchés locaux, si elles sont fréquentes, trouvent toutefois leur propre limite dans le jeu des arbitrages. Le système d'information reliant les villes frontalières est, comme nous le verrons, suffisamment dense pour que tout écart important entre les taux de change locaux provoque un transfert de capitaux, si bien que, sur la durée, les places tendent à être en phase par péréquation.

La complexité du fonctionnement du marché parallèle des changes à la frontière entre Niger et Nigéria repose, à l'évidence, sur un paradoxe. D'un côté, les différents acteurs qui y participent ont une emprise directe sur ce marché, dont ils contrôlent parfaitement l'organisation, les mécanismes régionaux et les usages. Il est probable que cette "*maîtrise pratique*" soit à l'origine de la croyance, mainte fois exprimée par les cambistes et les commerçants frontaliers, que la formation du taux de change s'explique localement. Or, loin de maîtriser l'ensemble des déterminants du change, ces agents n'en aperçoivent qu'une partie - celle qu'ils pratiquent au quotidien - ce qui explique l'absence d'anticipations et de réactions aux mesures prises en août puis en janvier par les banques centrales. De l'autre, les différences de politique économique, de réglementation douanière, ainsi que le solde de la balance des paiements confèrent aux États - en particulier au Nigéria - le pouvoir de définir les évolutions du taux sur le moyen et long terme, sans disposer des instruments locaux de contrôle du change. S'il n'a pas eu d'incidence notable sur la circulation et le cours parallèle de la monnaie entre les deux pays, ce *malentendu* a désormais des effets directs depuis les récentes mesures prises par le général Sani Abacha, visant à rendre illégal l'échange de devises hors du circuit bancaire.

I. 1. La demande de francs CFA chez les opérateurs économiques du Nigéria :

On ne rappellera ici que les éléments-clé de la politique économique nigériane qui ont déterminé ces dernières années la demande globale de francs CFA aux frontières, de la part des opérateurs du pays ; puis on envisagera l'impact probable sur les volumes de change et sur le taux parallèle des mesures prises depuis janvier 1994 par l'équipe du général Sani Abacha¹⁴.

¹⁴ Le 12 juin 1993, l'administration du général Ibrahim Babangida a annulé le résultat des élections présidentielles, avant d'être elle-même remplacée par un régime militaire qui, dirigé par Sani Abacha, semble désormais privilégier une stratégie économique de rupture avec les institutions de Bretton Woods.

De 1972 jusqu'au début des années 1980, le Nigéria a pratiqué une politique volontaire de surévaluation de la naira sur le marché officiel, qui favorisait les importations massives de biens de consommation et d'équipement à partir des recettes d'exportation pétrolière. Un marché parallèle de devises existait cependant, d'une ampleur toutefois limitée, où la naira subissait une décote 25 % en moyenne par rapport au franc CFA comme le montrent ce tableau et le graphe de la page suivante.

Cours de la naira pour 1000 FCFA sur les marchés officiel et parallèle au Nigéria (1972 - 1982)

ANNÉES	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82
Officiel	383	339	382	348	381	382	356	353	386	443	489
Parallèle	325	300	275	245	280	240	200	205	230	295	295
Décote %	15	12	28	30	27	37	44	42	40	33	40

Dès 1975 cependant, la progression de la dette publique ¹⁵ a absorbé une part croissante des réserves en devises, brusquement aggravée par la contraction des volumes de pétrole exportés - ceux-ci passent de 1,9 à 1,2 millions de barils/jour de 1980 à 1981 -, et par la chute du prix officiel du bonny light, amorçant une forte pénurie de dollars et une décote élevée de la naira sur les marchés parallèles. En 1980, celle-ci atteint 40 % par rapport au franc CFA. La décennie 1980 fut marquée par l'expansion rapide, et non maîtrisée, de la demande parallèle des devises que la Banque centrale n'était plus à même de satisfaire ; puis, à partir de 1986, par une succession de dévaluations "réparatrices" ¹⁶ destinées à limiter la pénurie de réserves de change et à contenir les écarts de taux entre marchés officiel et parallèle du dollar à environ 10 %. Sous la pression des bailleurs de fonds, le cours officiel de la naira a en effet été plusieurs fois révisé à la baisse, en particulier en 1986, 1989, ainsi qu'en mars 1992. Notons qu'au cours de l'année 1993, l'écart entre cours officiel et parallèle s'est régulièrement creusé, la décote passant de 14 % à 47 %, puis 70 % et 98 % en moyenne pour chacun des quatre trimestres de l'année.

Pendant la période 1984 - 1992, le taux de change effectif réel de la naira a considérablement chuté (cf. graphe), passant de l'indice 100 en 1984 à 49 en 1986, 15.7 en 1988 pour s'établir à 10.8 en 1992 ¹⁷. Pour 1993, il est probable que le taux se soit stabilisé, la forte hausse des prix intérieurs, de l'ordre de 90 %, étant comparable à la dépréciation du cours de la naira ¹⁸. En d'autres termes, les prix relatifs des produits nigériens par rapport à ses voisins de la zone franc ont chuté au cours de la décennie provoquant à la fois, pour le seul cas du Niger, une réduction de 45 % des exportations enregistrées vers le Nigéria, et un transfert massif vers les circuits parallèles des importations de produits nigériens ¹⁹.

¹⁵ Celle-ci passe de 1.2 mds de \$ en 1970 à 2.0 mds (1975), puis à 9.8 mds en 1980 pour atteindre 41.9 mds en 1985. En 1990, la dette publique a atteint le niveau record de 382.7 milliards dont 78 % de dette externe, Cf. Duncan James, *op. cit.*

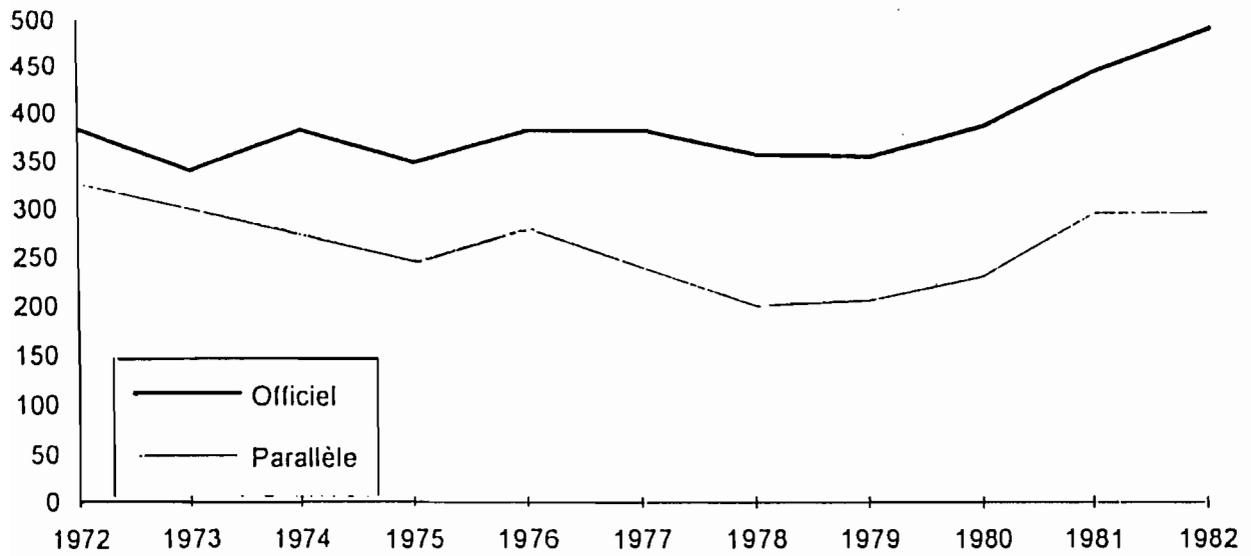
¹⁶ Cf. M.-F. L'HERITAU, *Intégration régionale en Afrique et coopération monétaire euro-africaine*, Paris, Karthala, 1993.

¹⁷ Fonds Monétaire International, *Statistiques Financières Internationales*.

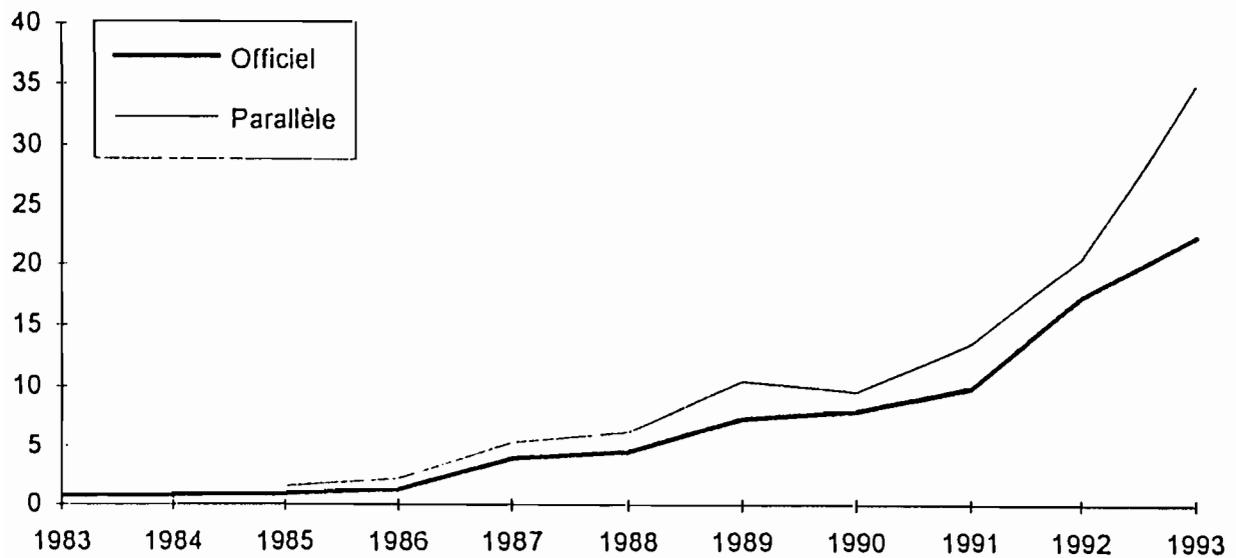
¹⁸ Cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 169, 28 janvier 1994.

¹⁹ Cf. P. SALIN, *Taux de change et finances publiques au Niger*, Paris, doc. mult., février 1993.

Cours de la naira pour 1000 FCFA sur les marchés officiels et parallèle au Nigéria (1972-1982)



Cours du dollar en naira sur les marchés officiel et parallèle au Nigéria (1983-1993)



Cours du dollar en naira sur les marchés officiel et parallèle au Nigeria (1983 - 1993)

ANNÉES	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93
Officiel	0,72	0,77	0,89	1,27	3,96	4,52	7,39	8,03	9,91	17,33	22,40
Parallèle	-	-	1,59	2,24	5,36	6,30	10,55	9,64	13,66	20,59	35,11
Décote (%)	-	-	78	76	35	39	43	20	38	19	57

Il revient à la Banque centrale du Nigeria de répartir les ressources nationales en devises entre les divers demandeurs, publics et privés. Pour l'année 1991, celles-ci se sont élevées à 11,3 milliards de \$, dont 88 % viennent des recettes pétrolières (9,9 milliards de \$), le reste provenant des exportations commerciales du secteur privé et des services marchands. Sur ce volant de devises disponibles, le service de la dette a absorbé 3,6 milliards de \$, tandis que les autres postes des secteurs officiels - augmentations de réserve, contributions financières aux organismes internationaux, paiement des arriérés pré-SFEM²⁰, apurement des lettres de crédit du secteur public, etc -, ont absorbé pour leur part 4,7 milliards de \$. En conséquence, la CBN n'a pu ainsi allouer au Foreign Exchange Market, auprès duquel les banques primaires s'approvisionnent en devises pour leur clientèle, que 3 milliards de \$ dont 65 % ont été employés au règlement des factures d'importations des industries nationales²¹.

Dans les six dernières années, la part des emplois de devises revenant au secteur privé a donc considérablement baissé, passant de 62,7 % en 1988 à 36 % en 1990, pour s'établir à 27 % en 1991²², laissant au *street market*, ainsi qu'aux bureaux de change - qui ne sont habilités à traiter que les opérations sur pièces, billets et travellers cheques -, le soin de fournir les opérateurs nigériens en devises fortes ou en monnaie de passage, et ce à des taux élevés.

Les données provisoires disponibles pour l'année 1993 laissent penser que ce trend s'est maintenu. La CBN aurait en effet fourni 2,7 milliards de \$, soit un peu plus du tiers des besoins en devises des importateurs nigériens, induisant ainsi une demande accrue et une dépréciation importante de la naira sur les marchés parallèles, notamment frontaliers. En fin d'année, la décote de la naira parallèle par rapport au taux officiel du dollar atteignait 100 %. Sur le marché de Wappa (Kano) et à Lagos par exemple, les taux parallèles ont mensuellement évolué comme suit :

Taux parallèle mensuel de la naira (1993) :

MOIS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Pour 1000 francs CFA à Kano :

TAUX	87	99	120	127	117	116	122	106	120	127	134	139
------	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Pour un dollar à Lagos :

TAUX	22.8	25.4	32.0	35.5	31.5	31.1	35.0	35.0	38.5	42.2	43.7	45.1
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

²⁰ Second foreign exchange market, qui constitue jusqu'en juillet 1987 le second guichet de la CBN.

²¹ Le solde des devises transitant par le FEM est employé aux importations de biens alimentaires (216 millions de \$), de véhicules (108 millions), de produits pharmaceutiques (73 millions).

²² Données de 1988 à 1990 tirées de M.-F. L'HERITAU, *Le taux de change de la naira et le système d'allocation des devises*, Paris, CCCE, décembre 1990 ; données de 1991 tirées de J. DUNCAN, *op. cit.*.

Du point de vue de l'économie du Niger, la dépréciation de la naira sur les marchés frontaliers a porté un coup fatal à nombre d'industries nationales désormais concurrencées par les produits nigériens dans des domaines aussi variés que la fabrication de matelas (Unimo-Maradi), allumettes (SNA-Maradi), couvertures (Sonifac-Maradi), boissons gazeuses (Braniger-Maradi), les tanneries (Sonitan-Maradi, Sotapo-Zinder), et l'industrie céréalière (Sotramil-Zinder). De plus, l'évolution de la monnaie nigérienne pendant les deux dernières années met en difficulté de nouveaux secteurs tels que le textile (Sonitextil-Niamey), les produits chimiques (SPCN-Niamey), la cimenterie (SNC-Maibaza), le decorticage (Moulins du Sahel-Niamey). Elle modifie aussi la nature des liens entre les commerçants nigériens, qui contrôlaient jusqu'à une date récente les principaux circuits d'importation, et les opérateurs nigériens qui, maîtrisant l'amont des filières d'approvisionnement, imposent progressivement leurs conditions et techniques de vente, dans les domaines du textile et des céréales par exemple, sur nombre de grands marchés urbains du Niger.

Inversement, l'activité de transit sur laquelle le dynamisme des villes frontalières du Niger s'appuyait, en particulier leur marché de change parallèle, tend à régresser. La libéralisation des échanges extérieurs au Nigeria décidée en décembre 1986 - le nombre des produits interdits d'importation passe alors de 74 à 16 - a d'abord limité les transactions à quelques grands produits : cigarettes, textiles (pagnes, basins asiatiques, friperies), véhicules automobiles, concentrés de tomate, riz, farine de blé et thé vert notamment. En outre, un déplacement des centres de transit s'est depuis lors opéré en faveur des centres commerciaux situés au Bénin²³, dont la politique douanière et fiscale est durablement orientée vers la réexportation, entre autres céréalière²⁴. La part du Niger dans les flux généraux de transit vers le Nigeria tend donc à décroître sous l'effet du renchérissement du prix des biens exprimé en naira, de la hausse sensible de la taxe spéciale sur les transits - désormais comprise entre 10,8 % et 13,3 % selon les produits -, de l'interdiction du transit sur les produits tels que le thé, le riz et la farine décidée en juillet 1993, enfin de l'obligation de reversement sur le marché national de 10 % des marchandises déclarées en transit. Entre 1991 et 1993, l'activité transitaire au Niger a évolué comme suit

Estimation des flux de transit et réexportation (1991, 1993)²⁵ :
(en millions de francs CFA)

ANNÉES	1991	1993
TOTAL	55822	32408
dont : Cigarettes	47385	27243
Pagnes	5955	3706
Riz	114	196
Farine de blé	1357	156

²³ En 1992, on estime que le commerce frauduleux avec le Nigeria contribue pour plus de 40 % au produit intérieur brut du Bénin, et qu'il occupe le quart de la population active.

²⁴ Pour l'année 1992, 273 000 tonnes de riz, 75 000 tonnes de blé et 41 000 tonnes de farine ont ainsi été officiellement débarquées au port de Cotonou pour revente au Nigeria.

²⁵ A partir du traitement et de l'agrégation des données du Guichet unique du Commerce extérieur (fiches statistiques des exportations et réexportations), et du fichier de transit de la Direction du Commerce extérieur.

Le transit de cigarettes est de loin le poste le plus important. Cette activité est principalement orientée vers l'approvisionnement du Nigéria, pour un montant de 16,145 milliards de francs en 1993, mais elle fournit aussi les pays du Maghreb, notamment l'Algérie, ainsi que la Libye.

Un certain nombre de commerçants basés au Niger et spécialisés dans l'activité de transit ont d'ores et déjà anticipé sur la nouvelle répartition des zones d'approvisionnement du Nigéria en biens du marché mondial, et ont installé des représentations au Bénin, parfois même des entrepôts au Nigéria. Tel est le cas, entre autres, de la SOBIMEX, principale société nigérienne d'importation et de transit de cigarettes vers le Nigéria, qui s'est maintenant dotée d'une agence à Maiduguri et à Mina.

Les récentes mesures du président Sani Abacha, qui coïncident avec la dévaluation de 50 % du franc CFA, pourraient cependant avoir d'importantes répercussions sur le fonctionnement des marchés frontaliers de change monétaire, ainsi que sur le taux parallèle de la naira. Contrairement aux recommandations de la Banque Mondiale, qui préconisait la dérégulation du marché officiel des changes ainsi qu'une forte dévaluation de la naira, le Conseil exécutif provisoire a d'une part décidé le 10 janvier de reevaluer la monnaie nigérienne au cours d'un dollar pour 22 nairas ; et d'autre part de centraliser le marché des devises. Le contrôle et la gestion des opérations de change relèvent désormais de la Central Bank of Nigeria, de sorte que les bureaux de change n'ont maintenant le droit d'acheter des devises que pour son compte, et contre commission. Par ailleurs, les rentrées de devises émanant des recettes d'exportation non pétrolières devraient être elles-mêmes faire l'objet d'une réallocation par la CBN. Enfin, une commission d'enquête concernant les irrégularités dans les emplois de devises décidés par la CBN vient d'être désignée, ainsi qu'un comité chargé de leur attribution, où les milieux bancaires et industriels sont représentés ²⁶.

On notera au passage la volonté du gouvernement nigérian de réduire les grands projets d'équipement public, particulièrement consommateurs de devises : l'annulation récente du programme de construction du barrage de Kafin Zakin (Bauchi State), d'un coût de 454 millions de \$, a de ce point de vue une portée symbolique.

Le pari monétaire du gouvernement nigérian repose donc sur deux hypothèses, du reste étroitement imbriquées, dont les mois à venir confirmeront la validité. La première concerne la capacité de la Banque centrale à réduire le volume des transactions sur les marchés parallèles, en captant la part des devises commerciales et en aspirant une fraction de celles que traitent les *monnayeurs* et les bureaux de change. Les données prévisionnelles dont on dispose laissent penser qu'une contraction de 23 % de la demande sur le marché parallèle (soit 1,1 milliards de \$) pourrait être ainsi obtenue ²⁷. La seconde concerne les possibilités réelles de contrôle du marché noir au Nigéria. Dès le 13 janvier, les principaux points de change parallèle ont été fermés à Lagos, la même mesure ayant été prise au début du mois suivant sur le marché de Wappa (Kano). La détention de devises fortes et de francs CFA est désormais fortement réprimée au Nigéria, provoquant une suspension des cotations parallèles dans les premiers jours de février. Dans le même temps, le Nigéria a pris de sévères dispositions afin de bloquer les exportations illégales, notamment d'hydrocarbures et de céréales, vers le Niger. Si l'efficacité de ces dispositions répressives devaient se prolonger, il est possible que le cours de la naira sur les marchés frontaliers se stabilise progressivement aux alentours de 75 nairas pour 1000 FCFA ²⁸.

²⁶ *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 2515 du 21 janvier 1994, n° 2518 du 11 février 1994, n° 2519 du 18 février 1994 ;

²⁷ Le besoin de financement des importations devrait s'élever à 7 mds de \$ en 1994, couvert à hauteur de 3,4 mds de \$ par les allocations de la CBN - contre 2,3 mds de \$ en 1993.

²⁸ Cela dans l'hypothèse où les besoins en monnaies fortes ne se modifient pas, et où les cours des devises sur le marché parallèles sont parfaitement élastiques à la demande. Cf. P. LABAZEE, *Note sur le cours parallèle de la naira en francs CFA et en dollars après la dévaluation*, Orstom, Note de travail, 18 février 1994.

1.2. Villes frontalières et marchés des changes parallèles entre Niger et Nigéria :

Il a été précédemment suggéré que les villes frontalières engagées dans les activités de commerce entre Niger et Nigéria et dotées d'un marché de change parallèle entre franc CFA et naira, remplissent des fonctions différentes du point de vue marchand, et que celles-ci impriment en conséquence des tendances différentes, voire divergentes, au plan des transactions financières et des taux de change. On n'en présentera ci-dessous que quelques aspects majeurs.

1.2.1. Les grandes places de change du Nord Nigéria :

Les villes du nord Nigéria, notamment Kano, Sokoto et Maïduguri, constituent les piliers des circuits du négoce et de la finance transfrontalière. Elles sont d'abord des cités marchandes où se concentrent les grossistes en céréales, ciments et autres matériaux de construction, textiles, biens de consommation divers (détergents et savons, bassines plastique...), et intrants agricoles. Nombre de ces *dealers*, tous spécialisés dans un domaine d'activité - chaque catégorie de produits est au plus contrôlée par une petite dizaine d'opérateurs - sont d'origine nigérienne, et possèdent des entrepôts destinés à l'approvisionnement du Niger. Ils disposent de correspondants sur les six principaux marchés frontaliers du Nigéria - Illela, Djibya, Mai Adoua, Doutchi, Kamba -, qui entretiennent eux-mêmes des rapports étroits avec les commerçants basés dans les cinq grandes villes frontalières du Niger.

Kano et Sokoto sont en outre des villes industrielles productrices de cigarettes, fertilisants, biens agro-alimentaires, boissons, et textiles, et font en outre de l'assemblage mécanique et divers biens métalliques.

Dans ces villes du Nigéria, les activités commerciales *stricto sensu*, et celles du change monétaire sont à la fois spécialisées et fortement imbriquées. D'une part, chaque ville dispose d'une ou plusieurs places de change parallèle dominées par un nombre restreint de *monnayeurs* professionnels. A Kano, les points de changes se situent à proximité des hôtels, dans l'aéroport, les gares routières de *Tasha Zinder* et *Tasha Kuka*, mais surtout à Wappa où la plupart des bureaux de change se sont regroupés. Chaque bureau emploie des *street brokers* (Haoussa : *Masu Changi*) postés en ville, qui collectent directement les devises, ou jouent le rôle de rabatteurs pour leur patron. Bien que concurrents, les responsables des offices de change se réunissent chaque matin pour évaluer les stocks de devises disponibles en ville, s'informer des taux pratiqués sur les places voisines ainsi qu'à Lagos, afin de fixer le cours. Celui-ci est fixé le matin vers 11 heures, le taux de change de la veille étant appliqué aux achats qui précèdent la cotation. Ce cours peut toutefois varier plusieurs fois par jour en fonction des transactions effectuées localement, et des informations reçues du Lagos. Outre le franc CFA, les principales devises négociées à Wappa sont le dollar, la £ sterling et libanaise, le franc français et le mark. Le même type d'organisation se retrouve à Sokoto (ancien marché), et à Maïduguri (marché, rue *Baban Loi*). Notons que les acteurs du change parallèle sont distincts de ceux du commerce local, et que le caractère professionnel du métier de cambiste se manifeste partout par l'existence d'associations hiérarchisées, dirigées par un président.

D'autre part, cambistes et commerçants sont interdépendants, l'une des fonctions principales de ces marchés des changes étant précisément de convertir les francs CFA issus du solde commercial positif des opérateurs nigériens, et ce en nairas ou en devises fortes. La règle en vigueur confère à la naira un rôle de pivot pour toutes les devises. En conséquence, une conversion en dollars d'une recette en francs CFA venant, par exemple, d'une exportation de marchandises au Niger, induit un cumul des marges habituellement perçues par les *brokers* sur les opérations de change CFA - naira et naira - dollar. Les grands commerçants de Kano et de Sokoto entretiennent d'étroites relations avec les cambistes de la place qu'ils fournissent en francs, généralement contre nairas. Le rôle de monnaie de passage du franc par rapport aux devises fortes relève donc moins, sur ces places, du circuit marchand régional, qui capitalise

ses bénéficiaires en nairas ou conserve ses francs en vue d'une importation, que des réseaux financiers qui, à l'aval du circuit de collecte des francs CFA, relient le nord du Nigéria à Lagos.

Les francs centralisés sur les marchés des changes du Nord Nigéria empruntent trois circuits principaux. Le premier est amorcé par le déplacement au Nigéria d'un commerçant nigérien qui, détenant des CFA, souhaite réaliser une importation d'un montant élevé. Son correspondant-exportateur nigérien se charge alors de le fournir en marchandises et de faire le change, au cours du jour et dans les meilleures conditions, auprès des *brokers* professionnels. Ce circuit offre deux avantages importants à l'importateur. D'une part, la transaction monétaire n'est effectuée qu'après l'opération marchande, ce qui le garantit de toute perte sèche de change, notamment dans le cas où l'affaire ne serait pas conclue. D'autre part, il assure d'un taux de change CFA - naira en moyenne plus favorable que celui que pratiquent les villes frontalières du Niger. Dans le cas où le commerçant nigérien n'aurait pas de correspondants directs à Kano ou Sokoto, il lui est néanmoins possible d'emprunter ce circuit, en prenant contact avec leurs représentants et rabatteurs basés à Konni, Maradi, Zinder, de même qu'à Niamey. Les opérations portant sur les matériaux de construction, les hydrocarbures et les marchandises générales utilisent fréquemment ce premier circuit. Le second est emprunté par les exportateurs nigériens, de textiles et de céréales notamment, qui expédient eux-mêmes les produits sur les marchés de consommation ou les confient à des dépositaires. Ici, l'opération de change ne s'effectue qu'après la revente des marchandises aux consommateurs nigériens, lorsque les commerçants nigériens procèdent, chaque semaine, à la récupération des fonds auprès de leurs intermédiaires. On notera l'importance croissante de ces circuits dont l'effet premier est de ne laisser aux marchands nigériens que la seule marge de distribution, et de confiner ces derniers à l'aval du réseau de vente. Enfin, le troisième circuit consiste en un ratissage des francs CFA, après chaque jour de grand marché, auprès des *monnayeurs* et commerçants situés à Illéla, Djibya, etc. Il ne concerne que des transactions d'importance limitée - demi-gros ou détail -, ou bien encore des opérations de gros dont la livraison et le règlement sont prévus à la frontière, à un cours proche de celui de Kano ou Sokoto.

1.2.2 Malanville, enclave marchande nigérienne située au Bénin :

Bien que située au Bénin, Malanville occupe une fonction importante dans le système général des échanges commerciaux et financier entre le Niger et le Nigéria. Par rapport au second, la ville est d'abord un point de regroupement et d'expédition de textiles bas de gamme - basins et fancy asiatiques, fripes - vers Sokoto et Kano. Sur la base des informations fournies par les commerçants et transitaires, un volume de 200 à 250 tonnes de textiles - soit de sept à neuf *Télem* - est cédé chaque semaine pour revente au Nigéria. Dans ce secteur, l'organisation marchande est dominée par une dizaine de grossistes, les plus importants d'entre eux étant d'origine nigérienne. En revanche, les trois passeurs en douane chargés du transit sont nigériens, deux d'entre eux résidant à Birnin-Kebbi, le troisième à Gaya. Les basins et fripes passent le plus souvent par Gaya, avant d'emprunter la route menant vers Kamba et Sokoto, ou de rejoindre Maradi et Zinder. Les opérations traitées sur les textiles au cours d'une année peuvent être évaluées à 25 milliards de francs CFA. Malanville expédie en outre des cigarettes Rothman, des alcools et des produits des industries agro-alimentaires vers le Nigéria ; elle approvisionne aussi Konni et Maradi en véhicules d'occasion destinés à Kano et Sokoto.

Pourtant, la singularité de Malanville réside dans le fait que, un bon nombre de transactions sur les biens venant du marché mondial étant conclues en nairas, la ville dispose en permanence d'un excédent de devises nigériennes qui d'une part ne peut être recyclé auprès des fournisseurs de Cotonou et Lomé, ces derniers se faisant régler en francs, et d'autre part trouve difficilement des acquéreurs sur place. En conséquence, le taux de la naira est tendanciellement orienté à la baisse, ce qui rend envisageable des transferts réguliers vers Konni, Maradi, Zinder, effectués généralement en début de semaine. Nos informations, collectées auprès des milieux financiers et marchands de Malanville, ainsi que des monnayeurs de Konni et Maradi, laissent penser qu'un montant équivalent à 70 millions de francs CFA est ainsi hebdomadairement expédié. Les monnayeurs de Gaya s'y approvisionnent aussi, pour un montant évalué à 20 millions de francs CFA chaque semaine. Malanville fournit de plus en nairas divers opérateurs de Dosso, Niamey qui veulent importer des biens du Nigéria. Enfin, comme on le verra, des marchands

nigériens qui achètent des cartons de cigarettes à Konni, Maradi et Zinder, font préalablement le change au Bénin, pour bénéficier du cours avantageux. Contrairement aux grandes places marchandes du nord Nigéria où commerce et change sont nettement séparés, les principaux grossistes en monnaie sont en même temps des vendeurs de textiles. Les cambistes sont regroupés sur trois principaux points de change situés au grand marché, à proximité des boutiques et étalages de basins et fancy. Une soixantaine de *monnayeurs* dépendants des patrons de change ont pu être dénombrés en décembre 1993. Toutefois, les opérations portant sur des sommes importantes ne se concluent qu'au domicile des grossistes. Ces derniers réalisent donc une marge commerciale lors de la vente de marchandises contre nairas, et un bénéfice financier lors du transfert de ces nairas vers les places correspondantes.

Malanville joue par ailleurs un rôle important dans l'approvisionnement céréalier du Niger, par le biais de l'association des vendeurs de produits agricoles *Kabai ka kungu* qui en assure la commercialisation en gros. En fait, nombre des commerçants qu'elle regroupe travaillent pour le compte de grossistes basés dans les zones de collecte, à Nikki et Djougou par exemple. Les principaux produits évacués depuis les magasins de stockage de la ville - maïs, farine de manioc (*gari*), cossettes d'ignames, et plus rarement sorgho -, dont les prix au détail comme au sac sont particulièrement avantageux ²⁹, partent vers Dosso, Baloyara, Filingue et Niamey à raison d'une quinzaine de *Télem* (camions de 30T) chaque semaine, soit environ 25 000 tonnes par an. Les marchands du Niger viennent négocier les prix et le coût du transport la veille de chaque grand marché. Cinq grossistes nigériens expédient ainsi régulièrement des chargements complets en maïs, les autres se regroupant pour procéder aux expéditions.

Notons que le riz importé stocké à Malanville ne fait l'objet d'aucune exportation ni de transit par le Niger, puisqu'il est fait obligation aux grossistes nigériens disposant de licences d'importation de se fournir à Parakou auprès de l'Organisation commune Bénin-Niger (OCBN) ³⁰. En revanche, les commerçants nigériens de Kamba et Lollo en achètent l'essentiel, ainsi que le paddy des aménagements et le ramènent au Nigeria par taxi-brousse ou encore en pirogue. Ces flux céréaliers font aussi l'objet de transactions en nairas, dont l'importance est toutefois infiniment plus modeste que ceux qui portent sur les produits du marché mondial.

Gaya est une place marchande et financière d'une importance subalterne dans le circuit des échanges transfrontaliers. Le nombre des grossistes en céréales (6) y est faible, la moitié d'entre eux n'étant en réalité que des intermédiaires travaillant contre commission pour le compte de marchands nigériens résidant à Kamba, Bounza, Lollo ou Sokoto. Ces commerçants céréaliers, qui ne prennent jamais le risque de collecter eux-mêmes au Nigéria, récupèrent les mil, sorgho et maïs produits à l'Ouest de Sokoto depuis les centres de regroupement que sont Dollé, Tounouga, Lollo et Kamba - cette dernière place étant, semble-t-il, en déclin car plus contrôlée par les douanes nigérianes. Ils sont aussi dépositaires-vendeurs d'engrais nigériens. Ces produits constituent pour les grossistes de Niamey et Dosso un appoint, en regard de leurs achats à Malanville. En revanche, la région de Gaya exporte vers le Nigéria l'essentiel du paddy récolté sur les périmètres de Tara et Gaya - amont ³¹, et surtout celui des bas-fonds.

²⁹ Peu avant la dévaluation (le 8 janvier 1994), les prix pratiqués à Malanville étaient fixés comme suit :

Produits	maïs	gari fin	gari ord	riz local	riz imp	mil	sorgho
Tongolo	40	75	50	110	125	35	35
Sac	4000	5250	3500	5000	6250	3500	3500

³⁰ Le riz est la seule céréale pour laquelle les importateurs nigériens n'ont pas la possibilité d'effectuer un quittement direct et doivent passer par un transitaire agréé. Malgré ces précautions, il semble que certains importateurs se fournissent directement au port de Cotonou, où ils obtiennent sans difficulté des connaissements de complaisance après que leurs camions ont été plombés.

³¹ Soit 630 tonnes environ pour la campagne passée. Ce sont les commerçants du Nigeria qui se déplacent sur les lieux de production pour acheter ; en revanche, les tentatives passées de vente au Nigeria du

Le marché local du change CFA - naira est fort modeste à Gaya, où les sommes échangées dans la semaine étaient comprises, avant la dévaluation, entre 20 et 30 millions de francs CFA. Le change se fait sous deux hangars situés aux abords du nouveau marché, ainsi que chez la plupart des boutiquiers et vendeurs de céréales. Douze commerçants pratiquent le change en permanence, et utilisent des dépendants pour vendre des nairas à la gare routière de Gaya ainsi qu'au PK 10³². L'activité est donc faiblement professionnalisée, et peu distincte du commerce local. Quelques fonctionnaires s'y sont d'ailleurs insérés, en confiant une partie de leur épargne à des parents le jour des marchés de Gaya et Kamba. Mentionnons que tous les monnayeurs de Gaya se fournissent en nairas à Malanville, ainsi qu'auprès d'un commerçant exportateur de bétail de la place, qui paraît être le seul à collecter des montants élevés en devise nigériane. En conséquence, le cours du change à Gaya est systématiquement moins avantageux qu'à Malanville, les écarts justifiant un déplacement dans cette dernière ville pour des transactions importantes, comme le suggère l'exemple suivant.

Cours comparé de la naira pour 1000 francs CFA à Gaya et Malanville
(25 au 31/1/1994) :

Jours	25	26	27	28	29	30	31
Malanville	83	90	85	85	91	87	85
Gaya	85	84	85	80	88	80	83
Écart	2	6	0	5	3	7	2

Les places de Malanville et Gaya, bien qu'étroitement liées entre elles par le circuit de financement de leurs marchés parallèles, ont des cycles hebdomadaires du cours de la naira qui tendent à diverger. En effet, le jour du grand marché de Kamba, la clientèle nigérienne cherche à se procurer des nairas au PK 10 et à Gaya, provoquant une appréciation sensible de la devise nigériane. Inversement, le jour du marché de Malanville, l'afflux de commerçants nigériens tend à déprécier la valeur de la naira. Par là même, les écarts de taux, fixés ordinairement à deux nairas pour 1000 francs, peuvent tripler.

Kamba est la troisième place du commerce triangulaire de la région. Le marché est un point de regroupement du mil, sorgho et maïs pour l'exportation au Niger ; il évacue aussi des quantités non négligeables d'œufs et de pain sucré. Kamba joue le même rôle à l'importation pour le paddy, et ce dans les conditions précédemment évoquées. Le marché est dominé par quelques collecteurs qui sont autant d'intermédiaires agissant pour le compte des grossistes de Sokoto. La tendance actuelle est toutefois à la dispersion des points de regroupement des céréales ; elle devrait se confirmer à la suite des mesures de contrôle strict des exportations prises en janvier par le Nigeria. Il est donc probable que quelques marchés villageois du Nigeria - Lollo, Dollé notamment -, y trouvent un regain de dynamisme au détriment de Kamba. Le jour du grand marché, Kamba est enfin un lieu d'approvisionnement en produits des industries nigérianes, fréquenté par les petits commerçants et les fonctionnaires du Niger qui les achètent en petites et moyennes quantités. Les activités de change monétaire sont ici très modestes, le taux étant systématiquement moins favorable qu'à Gaya et Malanville.

1.2.3. Diffa, une petite place de change répondant à la demande locale :

paddy par les producteurs nigériens se sont soldées par des échecs liés aux tracasseries lors du passage de la frontière.

³² Le Point kilométrique 10 est le carrefour entre Dosso, Gaya et le marché nigérian de Kamba. Cette proximité avec le Nigeria favorise une petite activité de change le jour du grand marché de Kamba, la clientèle étant composée de petits commerçants et de particuliers nigériens.

Chef-lieu de département occupé par moins de 20 000 habitants, Diffa est un centre de commerce et de finance d'importance secondaire. La ville est à 260 km de Maïduguri, capitale de l'ancien empire du Bornou. De même qu'en pays haoussa, les populations Kanouris situées de part et d'autre de la frontière sont très liées, notamment par des relations de parenté et d'alliance, et de nombreux nigériens se sont du reste installés au Nigeria voisin. La proximité du lac Tchad donne en outre à cette région une homogénéité culturelle, et en fait un carrefour comme en témoigne la présence à Diffa de nombreux réfugiés tchadiens.

La singularité économique de cette place, qui se rapproche de ce point de vue de quelques villages proches de Gaya, tient au fait que la monnaie nigériane y est davantage utilisée dans les transactions que le franc CFA. En brousse, les paysans n'acceptent que la naira, et les fonctionnaires de la ville sont contraints de changer une bonne partie de leur salaire afin de faire leurs achats courants. De même, avant les mesures prises en août par la BEAC, les billets du Cameroun, Tchad, Centrafrique circulaient fréquemment en ville.

L'activité marchande à Diffa est modeste, si l'on se réfère au faible montant des recettes douanières perçues en 1993 soit 30,9 millions. Elle repose pour l'essentiel sur l'exportation de poivrons et de niébé, et surtout de bétail : les bovins, ovins et caprins sont vendus au Nigeria, tandis que les camelins regroupés à N'Guigmi ou résident de gros exportateurs, sont destinés à la Libye. Le mil et maïs, ainsi que les produits de l'industrie nigériane, constituent l'essentiel des importations. On note également quelques flux de réexportation de cigarettes, de sandales en plastique et de friperies, réalisés par les Établissements Amar Taleb et quelques commerçants de Maradi et Birnin Konni qui ont conclu des ventes avec leurs correspondants de Maïduguri.

Cette faible activité commerciale explique qu'il n'y ait pas de gros commerçants à Diffa, ni d'agents de change importants. Les nombreux *monnayeurs* traitent tous des montants peu élevés, n'ont pas d'organisation propre, ne sont pas spécialisés. Leur fonds de roulement est suffisant pour satisfaire la clientèle citadine, et non pour répondre à une demande importante. Selon le gérant des Établissements Amar Taleb, les principaux clients nigériens qui achetaient entre 800 et 1000 cartons de cigarettes par mois changeaient leurs nairas à Maïduguri : il aurait fallu une semaine pour obtenir la somme nécessaire à Diffa. A moins de dix km de Diffa se tient chaque vendredi le marché de Douchi, situé au Nigeria. Celui-ci joue un rôle analogue à ceux de Djibya et Illéla pour Maradi et Konni.

1.2.4 Les grands marchés de change parallèle du Niger : Konni, Maradi, Zinder :

Situés sur des axes routiers importants qui les relient directement à Sokoto et Kano, dotés d'une population élevée ³³ qui leur confère un rôle de marché de consommation, orientés enfin vers l'approvisionnement de la capitale nigérienne en biens divers, les villes de Konni, Maradi et Zinder constituent les principaux centres marchands et financiers dans les relations Niger - Nigeria. Les quelques tentatives faites en vue d'orienter le règlement des transactions commerciales vers les circuits bancaires - système de comptes au Ministère des finances, chambre de compensation - ayant fait long feu ³⁴, ces grandes places financières traitent sur leur marché parallèle la quasi-totalité du change résultant des flux marchands entre Niger et Nigeria. Il est évidemment difficile de résumer leurs activités respectives,

³³ En 1988, le canton de Birnin Konni comptait 113 000 habitants, tandis que les communes de Zinder et Maradi regroupaient respectivement 120 000 et 109 000 habitants, Cf. D. LECOMPTE, G. LAMOURE (Eds), *Les arrondissements du Niger*, Niamey, Ministère des finances et du Plan, juillet 1993.

³⁴ Cf. L'étude de ABDO HASSAN M., LAMA J., WOPA A., *Systèmes de paiements avec le Nigeria et instruments de placement*, Niamey, PNUD, février 1993.

tant celles-ci sont multiples et de grande ampleur. On se contentera donc de quelques remarques d'ensemble, en se limitant à l'étude des mouvements commerciaux ayant une incidence directe sur le fonctionnement des activités de change parallèle.

1.2.4.1 Des exportations limitées depuis ces places :

A l'exportation, les commerçants Fulbé et Haoussa de Konni expédient au Nigeria en fin de semaine - du vendredi au dimanche - du bétail venu de la zone pastorale du Nord de Tahoua ainsi que de Gidan Ader et Badéguicheri. Les troupeaux sont vendus le plus souvent sur le marché voisin d'Illéïa, ou encore à Godabawa et Sokoto ³⁵. Lorsque le marché régional est saturé, les marchands envoient directement les animaux à Lagos (marché *Alaba*) et Ibadan, et de plus en plus dans les villes du Centre du Nigeria (Zaria) ³⁶. A Maradi et Tessaoua, les *Sarkin Shanou* rachètent à Dakoro, Tamaské et Sakabal le bétail de la zone pastorale centrale, située en Tahoua et Aderbissinat. Les troupeaux sont ensuite cédés à Djibya, d'où ils sont expédiés par camions vers Lagos. Enfin, Zinder centralise le cheptel vendu à Bakin Birgi et Tanout, avant de l'évacuer sur les marchés nigériens de Dan Barta et Mai Adoua.

Toutes ces exportations se concluent en nairas ³⁷ sur les marchés nigériens, qui sont le plus souvent changés sur les places marchandes du Niger, ou font pour partie l'objet d'achats de biens au Nigeria, de céréales et de biens de consommation courante notamment - du moins jusqu'en janvier 1994.

" Un problème nous a handicapé du temps où nous écoulions bien notre bétail au Nigeria. Il s'agit de l'impossibilité où nous nous sommes trouvés (...) à rapatrier le produit de nos ventes. Nous avons eu alors recours au troc par l'intermédiaire de petits commerçants Yoruba auxquels nous remettions nos nairas, avec lesquels ils achetaient des plats émaillés, des articles en plastique, de la bimbéloterie qu'ils venaient vendre au Niger, et nous rembouraient après coup. " ³⁸

Quoi qu'il en soit, les commerçants de bétail sont l'une des sources majeures d'approvisionnement en nairas des marchés financiers du Niger : les recettes tirées des exportations enregistrées auraient atteint 2,6 milliards de francs CFA en 1993, auxquelles il convient d'ajouter un courant d'exportations clandestines de l'ordre du demi milliard de francs, ce qui atteste d'une certaine reprise des activités par rapport à la période 1985 - 1990. Pour l'année 1993, le commerce de bétail aurait induit des entrées de nairas, sur les places marchandes du Niger, d'un montant équivalant à 2,4 milliards de francs.

³⁵ Notons que le Nigeria est le principal producteur et consommateur d'animaux d'élevage de la sous-région. La majorité des bovins et petits ruminants du pays (respectivement 12 millions et 40 millions de têtes) est concentrée dans les Etats de la région Nord, notamment Borno State. Ceux-ci, largement excédentaires, expédient leur production au centre et au sud du Nigeria.

³⁶ Informations d'El Hadj *Sarkin Shanu*, Konni, Janvier 1994.

³⁷ Nos observations sont de ce point de vue identiques à celles de N.-P. KULIBABA, *Transport de bétail et de la viande dans le couloir Niger-Nigeria*, Niamey, US-AID, 1991.

³⁸ Tiré de *Etudes sur la réglementation du commerce extérieur du Niger*, Niamey, Ministère du Commerce - US-AID, 1989.

Intentions d'exportation de bétail, nombre de têtes par trimestre (1993) ³⁹ :

Animaux	1e Tr.	2e Tr.	3e Tr.	4e Tr.
Ensemble	25200	30390	24500	74830
Bovins	7000	3510	6980	18560
Camelins	4700	800	550	3850
Caprins	10800	7730	10950	20220
Ovins	2700	18350	6020	32200

Les plus gros marchands de bétail, se refusant à perdre la commission de change prélevée par les cambistes professionnels, préfèrent du reste se transformer en *monnayeurs* afin d'écouler eux-mêmes, sur le marché parallèle, leurs nairas une fois leurs chefs de convoi et bouviers revenus du Nigeria. Ils sont donc l'un des segments des milieux du change professionnel de Maradi, Konna et Zinder.

D'autres produits d'exportation contribuent, de même, à l'approvisionnement en nairas des grands marchés de change parallèle du Niger ⁴⁰. Il s'agit notamment du coton produit dans le département de Tahoua, en partie évacué au Nigeria malgré les accords liant les coopératives de production à la firme française Agilon. Pour la campagne en cours, on a ainsi noté sur les lieux de production la présence de commerçants nigériens venus négocier l'achat de coton. Par ailleurs, des cuirs et peaux sont principalement expédiés par véhicules bâchés vers les tanneries de Sokoto et Kano (environ 80 millions de francs légalement exportés, et environ 100 millions non enregistrés) ⁴¹, ainsi que du niébé et des oignons (respectivement 450 et 300 millions), et des produits maraîchers (environ un milliard). Tous ces biens s'inscrivent pour une partie non négligeable dans des circuits de troc, les exportateurs profitant de leur recette en nairas pour acheter des produits de consommation au Nigeria, le solde approximativement évalué à l'équivalent de 500 millions de francs étant rapporté au Niger.

Notons que les grands commerçants n'exportent plus aucun bien industriel national : l'évolution défavorable du change parallèle depuis 1986 interdit désormais l'accès au marché nigérian. Pour seul exemple, la SONITEXTIL qui exportait via son réseau de grossistes-distributeurs situés dans les villes frontalières près de 12 millions de mètres en 1986, est-elle depuis cinq ans privée de ce débouché.

1.2.4.2. D'importants mouvements de transit et de réexportation :

C'est toutefois le transit et la réexportation qui, malgré un net déclin au cours des quatre dernières années, procurent l'essentiel des montants de nairas disponibles à Konna, Maradi et Zinder. A Maradi par exemple, les recettes douanieres ont porté ces derniers temps sur les montants suivants :

³⁹ Source : Guichet unique du commerce extérieur, *Statistiques récapitulatives*, Niamey.

⁴⁰ Le Nigeria représente le principal débouché des produits agro-pastoraux du Niger puisque 60 % des exportations en valeur lui sont destinées, Cf. D. MAS, J.-D. NAUDET, *Réflexion sur l'économie nigérienne bilan, problématique et enjeux*, Niamey, PHUD, Juin 1992.

⁴¹ Cette estimation repose sur le constat d'une étroite corrélation entre le montant des exportations de cuirs et peaux et les volumes de sortie de bétail vers le Nigeria, Cf. Th. MOONEY et al., *Une évaluation rapide du sous-secteur des cuirs et peaux au Niger*, AMISP - US-AID, Avril 1990.

Recettes douanières en millions de FCFA, Maradi-ville (1990-1993) ⁴²:

Années	Montants
1990	1789
1991	1414
1992	1312
1993	1346

Le transit de cigarettes est un exemple-type des tendances récentes du fonctionnement des circuits de réexportation et de leurs rapports aux réseaux financiers. D'une part, les transitaires - 14 l'an passé - sont peu nombreux et l'activité tend à se concentrer, au point que deux opérateurs - Établissements Amar Taleb, SOBIMEX - se partagent désormais 68 % d'un marché total estimé à 27,2 milliards, dont 16,1 milliards en direction du Nigeria pour l'année 1993. Nombre d'opérateurs qui ont pratiqué le transit de cigarettes vers le Nigeria pendant la décennie 1980 se sont en effet retirés, et ce pour de multiples raisons ⁴³. Quatre autres transitaires toutefois atteignent le milliard de chiffre d'affaires. On trouvera dans le tableau ci-dessous la part du marché général de transit - Nigeria, Maghreb et Libye confondus - revenant aux principaux opérateurs.

Chaque entreprise a ses représentations à Konni, Maradi ou Dan Issa, Zinder ou Magaria chargées chacune de gérer leur entrepôt fictif. Diffa est aussi l'un des points de stockage et d'évacuation, fréquenté par les marchands de Maiduguri. D'après les informations collectées auprès de quelques sociétés, on peut estimer la part de chaque ville marchande dans le transit général de cigarettes à 43 % pour Zinder et Magaria, 26 % pour Maradi et Dan Issa, 17 % pour Konni, enfin à 14 % pour Diffa.

Transit de cigarettes en millions de francs CFA (1991-1993) :

Années	1990	1991	1993
TOTAL	37774	47385	27243
Sobimex	17758	35833	12480
Amar Taleb	11994	10708	5940
Autres	8022	844	8823

D'autre part, le marché nigérian porte sur un nombre restreint de marques de cigarettes, Rothmans et Benson représentant respectivement 47 % et 28 % des ventes vers ce pays. Les cigarettes Marlboro, Saint Moritz, Consulate, peu appréciées des consommateurs nigériens, n'induisent que des flux secondaires.

⁴² Données de la Direction des douanes de Maradi. Les transitaires peuvent désormais enregistrer les marchandises aussi bien à l'entrée du territoire (à Gaya par exemple pour les cigarettes) qu'à la sortie.

⁴³ Parmi celles-ci, on mentionnera la baisse des marges sur transit, ainsi que les problèmes de financement ayant fait suite à la faillite de la Banque de développement de la République du Niger (BDRN). Toutefois, on ne saurait omettre les effets liés à la recomposition du milieu commercial depuis l'instauration de la Transition démocratique puis de la Troisième République au Niger, dans la mesure où les soutiens politiques sont l'une des conditions majeures de l'accès à ce fructueux marché.

Enfin, l'organisation des circuits d'exportation est partout identique. Ainsi, à Konni, une clientèle de demi-grossistes haoussa et fulbé pour la plupart, basés à Illéla et Sokoto, se ravitaillent chaque semaine à raison d'une trentaine de cartons en moyenne (soit l'équivalent de trois millions de francs CFA) par opérateur. Toutefois, quelques grossistes achètent jusqu'à 1000 cartons par mois, ils ne représentent cependant guère plus que 20 % du chiffre d'affaire total des principaux transitaires. Les ventes sont réglées au comptant, à l'exception des clients les plus anciens et les plus assidus des transitaires, qui obtiennent des crédits de confiance, toujours libellés en francs CFA. Une fois la transaction commerciale conclue, le transitaire se charge des formalités douanieres de sortie des entrepôts, de règlement de la taxe de 17,04 %, et d'escorte jusqu'à la frontière. L'envoi à Sokoto se fait par des passeurs spécialisés qui ont conclu des arrangements avec les autorités répressives nigérianes, au prix global de 250 nairas par carton. On verra plus loin que le circuit ne s'arrête pas au Nigeria : une partie des cigarettes retourne en effet au Niger, ou elles sont destinées à la consommation des villes frontalières ainsi qu'à Niamey.

Consommation au Niger de cigarettes destinées au transit (Mai - Novembre 1993) ⁴⁴ :

Villes	Niamey	Maradi	Konni	Gaya	Dosso
Contrebande	15 %	89 %	97 %	98 %	97 %

Le franc CFA est donc la seule monnaie employée dans ces opérations de transit vers le Nigeria ; on a pu toutefois noter que certains gérants locaux ont accepté de conclure des ventes en nairas en novembre et décembre 1993, afin de tirer parti des perspectives d'une dévaluation. Si quelques gros commerçants procèdent, avant d'importer des cigarettes, à un arbitrage de change entre Sokoto, les villes frontalières du Niger et surtout Malanville où le cours du franc CFA est avantageux, beaucoup de demi-grossistes nigériens achètent les francs CFA au Nigeria auprès de *monnayeurs* professionnels. On notera que nombreux sont ces commerçants qui financent l'achat de cigarettes à partir d'une exportation de produits nigériens, de sorte que toutes les transactions - y compris celles qui sous-tendent la réimportation frauduleuse de tabac au Niger - se traduisent par un volume moindre d'opérations de change sur le marché parallèle. Néanmoins, ce commerce reste pour les cambistes nigériens l'une des principales sources de nairas puisqu'il aurait assuré, en 1993, des entrées d'environ 7 milliards de francs sur les marchés parallèles.

Les biens destinés à l'habillement - wax hollandais, basins et pagens asiatiques, friperie et chaussures - sont le second poste du transit vers le Nigeria. A la différence du commerce des cigarettes, une partie seulement de cette activité se traduit par des opérations de change sur les grandes places commerciales du Niger. De ce point de vue, il est nécessaire de distinguer entre les circuits du wax, empruntés par les commerçants Ibo de la région d'Onitsha, et ceux du basin et de la friperie qui alimentent le Nord du Nigeria.

Deux maisons de commerce européennes se sont partagé le marché du wax européen, qui revient pour un tiers à la Compagnie française d'Afrique de l'Ouest (CFAO) et pour deux tiers à Niger Afrique, filiale locale d'Unilever. Toutes deux s'adressent principalement à la clientèle nigérienne puisque 90 % de leur activité consiste en une revente aux opérateurs économiques du puissant voisin. Ceux-ci achètent en outre des pagens Uniwax fabriqués en Côte-d'Ivoire. Les commerçants ibos viennent faire leur choix de pagens à Niamey une à deux fois par mois, par petits groupes d'environ trente personnes. Partis d'Onitsha, ces marchands désignent parmi eux un représentant chargé des négociations avec les directions commerciales des sociétés européennes. Une fois le prix fixé, ce dernier règle en espèces le montant des achats - de l'ordre de 150 millions par voyage - et répartit les marchandises au prorata des apports de chaque commerçant. Ces groupes retournent ensuite au Nigeria en affrétant des véhicules depuis Niamey.

⁴⁴ Données statistiques aimablement communiquées par Tobacco Marketing Corporation Limited. (TMC), représentant la marque Rothmans au Niger.

jusqu'à Dan Issa ou Birnin Konni, puis expédient les pagens vers le Sud après arrangements avec les "Customs"

Ce premier circuit ne se traduit jamais par des transactions sur les marchés du change parallèle nigérien. En effet, les marchands Ibos préfèrent acheter des francs CFA à Onitsha auprès des bureaux de change, bien que le taux n'y soit pas avantageux ; cependant, les marges à la revente absorbent largement cette perte de change. L'un des représentants de ces marchands a ainsi justifié ce choix :

" Il serait difficile de se déplacer à travers le Nigeria avec des nairas car les plus grosses coupures sont d'une valeur faible [50 nairas] et les sommes qu'on emporte seraient donc très volumineuses " ⁴⁵.

Mentionnons cependant que ce circuit a réalisé un chiffre d'affaires à la réexportation de 3,7 milliards de francs en 1993, et ce sur un nombre limité d'opérations.

Toute autre est l'organisation du transit de basins et coupons, friperies et textiles divers. Ces marchandises, venant pour l'essentiel d'Asie, d'Allemagne, de Belgique et des États-Unis, sont en effet commandées aux ports de Lomé ou Cotonou par six principaux importateurs basés au Niger, qui contrôlent 91 % du total du transit vers le Nigeria ⁴⁶. Les marchands nigériens de Kano et Sokoto viennent passer leur commande en francs CFA, après avoir changé le plus souvent leurs devises à Maradi, Konni et Zinder, les montants d'achats par opération ainsi que les marges à la revente étant en effet beaucoup plus faibles que dans le cas des wax. Rares sont ceux qui profitent de leur venue au Niger pour y vendre des marchandises nigériennes : des commerçants, qui sont des détaillants ou au plus des demi-grossistes, n'ont ni le réseau de relations qui leur permettrait d'écouler rapidement leurs stocks, ni les liens de confiance qui pourraient les engager dans un circuit de dépôt-vente. Sur les trois dernières années, ce transit dont 80 % environ se serait traduit par des entrées de nairas au Niger, a porté sur les valeurs suivantes :

Transit sur les produits d'habillement (1991 - 1993) :
(en millions de francs CFA)

Années	1991	1992	1993
--------	------	------	------

TOTAL	5955	4703	2698
-------	------	------	------

Basins	2668	2212	993
Friperies	411	811	777
Autres	2876	1680	928

Notons la chute importante (55 %) de la valeur du transit des produits textiles vers le Nigeria pendant la période. De nouveaux circuits d'évacuation s'imposent en effet, dont le but est de contourner les taxes de réexportation prélevées à la frontière du Niger, ainsi que l'obligation faite aux transitaires depuis janvier 1993 de mettre à la consommation locale 10 % des marchandises déclarées en transit. D'une part, ces circuits évacuent les basins, fripes et chaussures plastique depuis les villes frontalières du Bénin - nous les avons déjà aperçus -, et en particulier par l'axe Malanville - Kamba - Sokoto ; d'autre part, des commerçants font entrer les balles en fraude par bâchées et camions depuis Malanville, en vue d'un stockage à Konni, Maradi et Zinder. En d'autres termes, ce marché échappe progressivement aux grands commerçants qui en contrôlaient le fonctionnement jusqu'à la fin des années 1980, pour s'ancrer

⁴⁵ Cité dans C. CHAKO, E. GREGOIRE, P. LABAZEE, *op. cit.*

⁴⁶ Direction générale des Douanes, *Statistiques*, année 1991.

dans la fraude, que cette dernière soit hautement organisée ou relève de la "petite entreprise contrebandière"⁴⁷.

" Il y a beaucoup de basins chinois qui viennent de Malanville moins chers. Ce sont les citernes qui les amènent discrètement, comme cela on ne paye pas la douane. Si on les met en containers, on est obligé de les amener directement à la Nitra, et il faut payer les taxes. Ceux qui trament peuvent revendre un metre a moins de 400 francs, ce n'est pas normal " ⁴⁸

1.2.4.3. Konni, Maradi, Zinder, plaques tournantes des importations de produits nigériens :

L'approche des volumes de change parallèle induits par les circuits d'importation représentés à Konni, Maradi et Zinder, se heurte à une double difficulté. D'un côté, il s'agit d'estimer les entrées clandestines des principales catégories de marchandises venant du Nigéria ; de l'autre, il est nécessaire d'évaluer la part qui revient aux places nigériennes dans les achats de devises accompagnant ces importations. L'approche que nous avons choisie diffère sensiblement des méthodes d'échantillonnage et d'interview forme de commerçants, généralement employées en la matière ⁴⁹. Nous avons en effet procédé par des études sur le fonctionnement, l'organisation et les capacités des réseaux de commercialisation locaux, dont les résultats ont été rapportés aux données macro-économiques disponibles. La confrontation des deux échelles d'observation offre l'avantage d'un éclairage, et d'un ajustement mutuel, entre des éléments de nature différente. Cependant, les limites de cette méthode résident dans le nombre nécessairement restreint - compte tenu du temps et des moyens d'enquête - de filières analysées.

Les matériaux de construction sont probablement le poste majeur des sorties de nairas à Konni, Maradi et Zinder. Ceux-ci fournissent en effet plus de 47 % des besoins du secteur du Bâtiment et des Travaux publics du Niger, selon les estimations de l'Agence nigérienne de travaux d'intérêt public (NIGETIP) ⁵⁰, soit un chiffre d'affaires supérieur à dix milliards de francs pour l'année 1993. Chaque ville compte de un à trois importateurs qui contrôlent la quasi totalité de la filière, depuis l'achat de ciments à Sokoto - qui représentent la moitié des matériaux venant du Nigéria -, de fers, petites tôles ondulées et planches à Kano, jusqu'à l'expédition au marché *Katoko* de Niamey à la demande des marchands de la capitale, et dans les autres villes de l'intérieur. A Konni par exemple, l'importation de ciment est aux mains d'El Hadj Araga dit *Mai Ciminti* qui expédie, dans les périodes de pointe, plus de cinq camions par jour. La tonne achetée à Sokoto revient à l'équivalent de 15 200 francs CFA, soit 34 % du prix sortie usine pratiqué par la cimenterie nigérienne de Malbaza. L'importance des taxes acquittées à la frontière, soit 43,2 % de la valeur mercantile - explique qu'une large part des entrées au Niger échappe à tout

⁴⁷ Cf. sur cette notion E. GREGOIRE, P. LABAZEE, *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Orstom-Karthala, 1993.

⁴⁸ Entretien avec El Hadj Kasso Mamoudou, grossiste en textiles, Niamey, Avril 1993.

⁴⁹ Cf. par exemple l'étude récente du PASPE, *Rapport de la mission du pré-sondage sur les relations commerciales Niger - Nigeria, Niamey*, doc. mult., qui propose une évaluation des mouvements marchands clandestins à partir d'enquêtes sur un échantillon de cinq commerçants par ville frontalière.

⁵⁰ Cf. R. HIGNON, *Les mécanismes du secteur des BTP au Niger*, Actes du Séminaire d'économie et de sociologie nigérienne, Niamey, Mission française de coopération, 1993.

enregistrement ⁵¹. L'achat du ciment au Nigeria se fait en nairas principalement obtenus au Niger, selon les affirmations de tous les importateurs interrogés : les marges substantielles à la revente d'une part, d'autre part le fait que ces importateurs agissent sur commande après entente avec leurs clients de Niamey sur le prix final - celui-ci étant basé sur le taux de change des localités nigériennes -, expliquent que les grossistes ne changent à Sokoto ou Kano qu'en cas de pénurie de devises auprès de leurs cambistes habituels.

Les produits pétroliers venant du Nigeria sont aussi l'un des postes d'importations non enregistrés les plus importants, puisqu'ils assurent en 1993 plus de 50 % de la consommation intérieure réelle du Niger ⁵². Ce sont donc environ 67 000 m³, soit 50 000 tonnes de carburants qui ont ainsi pénétré illégalement le territoire du Niger l'an passé ⁵³, principalement le gaz oil et l'essence ordinaire, provoquant ainsi la fermeture de nombreuses stations service, à commencer par celles situées à proximité de la frontière ⁵⁴. Parmi les nombreux systèmes d'importation, on distinguera ceux qui alimentent les villes frontalières par des entrées quotidiennes de petits volumes, de ceux qui s'articulent étroitement au circuit de distribution contrôlé en amont par la SONIDEP.

Sur les grandes places commerciales du Niger, le fonctionnement des circuits locaux de fraude est organisé de la même manière. Quelques patrons du transport de marchandises et de personnes, financent l'importation de carburants rapportés par bidons de 50 litres, ou plus souvent encore dans des réservoirs des véhicules, spécialement aménagés pour recevoir 200 litres. A Konni par exemple, les principaux transporteurs disposant chacun d'environ 20 véhicules, achetaient début février à Illéla, Godabawa et Sokoto le gaz oil au prix de 3,5 nairas par litre. A Maradi et Zinder, les transporteurs se fournissent auprès des dépôts informels locaux de Kongolam, Magama, Firdji. Le change se faisait pour l'essentiel auprès des cambistes professionnels, et aussi pour partie grâce aux recettes des transports réglées en nairas. Le passage des postes de contrôle à la frontière faisait l'objet d'un prélèvement de quatre nairas par litre au Nigeria - plus élevé que d'habitude en raison du renforcement de la répression -, et de 1500 francs par véhicule au Niger. Les carburants sont ensuite stockés à *Koweit City*, à proximité du grand marché, avant d'être cédés par bidon de 45 litres aux petits distributeurs de la ville, contre paiement au comptant. La marge de ces derniers est comprise entre 20 et 24 francs par litre, quel que soit du reste le prix d'achat.

Le fonctionnement à flux tendus de ce circuit distributeur rend le prix final extrêmement sensible à toute variation du cours du naira, du coût d'achat à la pompe au Nigeria, et des ponctions effectuées par les autorités répressives de ce pays. En témoigne la comparaison de la structure des prix avant et après la dévaluation du franc CFA.

⁵¹ En 1993, le Guichet unique des importations n'a ainsi comptabilisé que 3,3 milliards d'entrées de matériaux de construction depuis le Nigeria.

⁵² Il est en effet nécessaire de distinguer entre la consommation officielle de produits pétroliers, telle que la SONIDEP la calcule et qui est passée de 146 000 tonnes en 1981 à 96 000 et 67 000 tonnes respectivement en 1988 et 1992 ; et la consommation réelle, de près de 99 000 tonnes en 1992, telle qu'elle découle du kilométrage parcouru par les véhicules et que calcule annuellement le Ministère des transports. Sur cette dernière base, la part de marché occupée par la fraude a évolué comme suit :

Années	1985	1987	1989	1991	1992
Fraude	17 %	24 %	34 %	52 %	55 %
Fraude	17 %	24 %	34 %	52 %	55 %

⁵³ Cette estimation est conforme à la fourchette de 60 000 - 70 000 m³ d'avant les distributeurs de produits pétroliers du Niger.

⁵⁴ Cf. l'excellente *Note sur le marché des hydrocarbures*, Niamey, CFD, 1993, qui fait état de la fermeture de 30 % des stations du Niger.

Structure du prix du gaz oil de fraude à Konni (11/93 - 02/1994) :

Date	Novembre 1993		Février 1994	
Coûts	FCFA	%	FCFA	%

<i>Prix final</i>	100 F	100 %	188 F	100 %
-------------------	-------	-------	-------	-------

Achat Nigéria	25 F	25 %	41 F	22 %
Prélèvement Nigéria	15 F	15 %	48 F	25 %
Prélèvement Nigér	8 F	8 %	8 F	4 %
Stockage Koweït	5 F	5 %	5 F	3 %
Marge transporteur	25 F	25 %	64 F	34 %
Marge détaillant	22 F	22 %	22 F	12 %

Notons ici que le prix final au consommateur était de 100 francs en moyenne en Octobre et Novembre 1993. La hausse du prix intervenue depuis lors s'explique d'un côté par les effets de la dévaluation - celle-ci a renchéri de 16 francs le prix du litre acheté au Nigeria, et augmenté sensiblement les ponctionnements réclamés par les agents nigériens -, de l'autre par l'augmentation du niveau des risques supportés par les transporteurs, suite au renforcement des contrôles frontaliers pratiques au Nigeria - la marge des fournisseurs est en effet passé de 25 à 64 francs par litres

Ce constat confirme l'un des principes de fonctionnement des circuits parallèles, vérifié en d'autres lieux, selon laquelle la sphère du petit commerce contrebandier tend à fonctionner à l'avantage des membres des autorités répressives, notamment lors du renforcement des contrôles aux frontières, et que les marges de fraude sont une rémunération proportionnelle aux risques encourus ⁵⁵.

Bien que spectaculaire, ce circuit d'approvisionnement en carburants nigériens ne constitue nullement l'essentiel des 50 000 tonnes annuellement importés au Niger. Plus important, de ce point de vue, est le circuit amorcé chaque mois par la SONIDEP lors de l'attribution de licences exceptionnelles d'importation à divers opérateurs économiques, qu'ils soient ou non des professionnels du commerce d'hydrocarbures ⁵⁶. Sans contrevenir toutefois aux dispositions réglementaires en vigueur, peu explicites en la matière, cette procédure ne semble guère compatible avec l'arrêté de 1982 spécifiant que "les produits dont l'importation relève de la SONIDEP ne peuvent être importés que par cet organisme", ainsi qu'avec les recommandations de 1992 du Ministère du Commerce précisant que "toute possibilité d'autorisation spéciale d'importation est interdite à quelque titre que ce soit" ⁵⁷. Quoi qu'il en soit, les bénéficiaires s'approvisionnent au Nigeria auprès des stations-service de Kano, Kaduna, Sokoto - et non aux raffineries comme le prévoit la réglementation -, parfois même auprès des revendeurs au bidon et à la touque, lorsque des pénuries apparaissent dans les centres urbains nigériens. Une même licence est bien souvent utilisée plusieurs fois, ou revendue contre commission. Le dépotage se fait soit au dépôt SONIDEP

⁵⁵ Cf. P. LABAZEE, *Présentation, Anthropologie de l'entreprise*, Cahiers d'Etudes Africaines, n° 124, 1991.

⁵⁶ En décembre 1993 par exemple, 134 autorisations d'importation de 10 citernes chacune ont été émises au profit de divers agents, nombre d'entre eux n'étant nullement des transporteurs d'hydrocarbures. On rappellera que les règles d'attribution de ces licences, qui privilégiaient jusqu'en 1992 un petit groupe composé d'une trentaine d'importateurs, chefs de canton et membres de l'administration, relèvent désormais de la "tontine situationniste", dans laquelle l'ensemble des nombreux postulants obtient, tour à tour, les avantages délivrés par la SONIDEP.

⁵⁷ Arrêté 042/MC/T/DCE du 18 octobre 1982, et lettre du Ministre du commerce et des transports, 20 Novembre 1992.

de Dosso, soit encore par démarchage auprès des stations agréées, soit enfin à des demi-grossistes informels dotés d'importantes capacités de stockage dans des quartiers discrets des centres urbains. Il en va de même de la distribution d'hydrocarbures par les "dépôts-celis", qui sont probablement le meilleur indicateur du dynamisme des circuits informels : bénéficiant d'une autorisation officielle de distribution enregistrée au Ministère des mines, ces points de vente - environ 200 fin 1992 - distribuent au baril, au bidon, ou par des pompes de récupération de l'essence et du gaz oil directement importés du Nigeria. Enfin, on notera que la SONIDEP livre sans intermédiation des hydrocarbures aux administrations qui ne peuvent apurer leurs dettes envers les quatre sociétés distributrices du Niger.

Ces réseaux multiples, et tous connectés à la Société nigérienne des pétroles, tendent à faire de celle-ci d'une part le centre d'un système de prélèvement rentier - l'essence achetée à bas prix au Nigeria, par les bénéficiaires de licences d'importation est en effet revendue selon une structure des prix basée sur le cours du marché spot, libellée en outre en dollar de l'année 1973, et ce jusqu'à une date récente -, et d'autre part le moteur d'une redistribution au profit des administrations non solvables, des particuliers bénéficiant de licences, ainsi que de quelques entreprises et organismes non gouvernementaux qui s'approvisionnent régulièrement auprès d'eux ⁵⁸

Sur la base des données fournies par le Groupement professionnel des pétroliers (GPP) du Niger, on peut estimer à près de 70 % la part des hydrocarbures traités par ces derniers réseaux distributeurs. Toutefois, les informations dont on dispose laissent penser qu'une partie des besoins en nairas nécessaires à ces opérateurs pour l'achat de carburants au Nigeria échappe aux places nigériennes : en fin d'année 1993, le différentiel de cours entre Kano et les villes frontalières du Niger permettait en effet aux titulaires d'une licence d'importation pour dix citernes de gagner près de 150 000 francs en changeant au Nigeria. Cependant, le bénéfice à la revente de l'essence au Niger est tel que quelques importateurs négligent ce différentiel, notamment s'ils s'approvisionnent à proximité de la frontière.

Ajoutons enfin que ces mêmes circuits pratiquent le transit d'hydrocarbures pour le Mali et le Burkina Faso, souvent à l'aide des mêmes licences d'importation et dans les mêmes conditions d'acquisition et de change. Ces flux représenteraient l'équivalent des importations non enregistrées du Niger, soit de 50 à 60 000 tonnes en 1993. Au total, près de 40 % des 7 milliards d'importations d'hydrocarbures se traduiraient par une opération de change CFA - naira sur les marchés nigériens.

Les textiles fancy et imi-wax fabriqués par les industries nigériennes font aussi l'objet d'importations massives, qui satisfont 32 % de la consommation locale, soit 1,75 millions de mètres pour l'année 1993 ⁵⁹. De même que pour la plupart des circuits de contrebande, on distinguera ici entre les petites opérations de fraude dominantes sur les régions frontalières, et celles qu'organisent les réseaux nigériens qui fournissent Niamey, extrêmement structurés ⁶⁰, qui n'ont pas les mêmes habitudes de change. Pour les premiers - petits détaillants professionnels ou occasionnels, épouses de fonctionnaires, etc. -, l'achat de pagnes au Nigeria est précédé d'un change à Maradi ou Dan Issa, Konni, Zinder ou Magaria. Rares sont en effets ceux qui s'aventurent jusqu'aux grandes villes nigériennes où le taux est plus favorable. En revanche, pour les seconds, les francs CFA récupérés chaque semaine auprès des dépositaires des centres urbains nigériens sont ramenés à Kano avant d'être convertis en nairas.

Paradoxalement, l'un des flux d'importation important porte sur la réintroduction au Niger de cartons de cigarettes Rothmans et Benson vendus au Nigeria. Les données des "marketers" situés à Niamey laissent penser que ces mouvements représentent un chiffre d'affaires de l'ordre de deux à trois milliards de francs.

On ne développera pas ici les circuits d'importation de pièces détachées, produits pharmaceutiques, biens divers de consommation courante. De même, les flux céréaliers ne seront détaillés

⁵⁸ Tel fut, par exemple, le cas de la Société de Travaux publics Muller qui, basée à Zinder, s'approvisionna en hydrocarbures auprès d'opérateurs privés nigériens et nigériens.

⁵⁹ Données aimablement communiquées par Unilever - CNF, Paris.

⁶⁰ Cf. pour plus de détail, C. CHAKO, E. GREGOIRE, P. LABAZÉE, *op. cit.*.

qu'en deuxième partie de ce document. En revanche il importe de mentionner ici les flux de farine de blé, qui se sont inversés depuis la libéralisation du commerce au Nigeria, et surtout depuis novembre 1992, date d'une réglementation particulièrement stricte du transit nigérien sur ce produit : désormais, le Niger importe près de 200 millions de francs de farine sortis notamment des entrepôts de Kano. Enfin, le sucre est massivement importé du Nigeria, où est acheté à près de 210 000 francs CFA la tonne soit près de 15 milliards d'entrées au Niger.

L'organisation des opérations de change à Konni, Maradi, Zinder :

Bien qu'illégal, l'activité de change parallèle est tolérée au Niger. A Maradi, les cambistes sont organisés en syndicat avec un président, un vice-président et un trésorier qui règlent les usages de la corporation et les rapports avec la municipalité et la Chambre de commerce. A Konni, les principaux professionnels du change occupent des fonctions officielles, notamment politiques. Notons qu'à Malanville, les *monnayeurs* jouent un rôle essentiel dans la gestion des affaires de la communauté nigérienne, à ce titre, ils sont en rapports permanents avec les autorités sous-préfectorales de Gaya. Dans bien des cas, les milieux du change ont des liens étroits avec les partis politiques nigériens, qu'ils financent sur leurs fonds propres lorsqu'ils n'en sont pas les trésoriers locaux. A Diffa, ils acquittent une patente et sont recensés comme agents de change.

Cependant, la tolérance dont bénéficient les marchés parallèles du change sur toutes les places, et singulièrement à Konni, Maradi et Zinder, tient au rôle capital qu'ils jouent dans la régulation des mouvements marchands dont ces villes sont autant de centres de décision. Les milieux de cambistes sont ici hautement professionnalisés, et concentrés en un nombre limité d'opérateurs qui traitent directement ou par leur réseau de dépendant l'ensemble des affaires commerciales supposant une conversion monétaire. On ne retrouve que rarement le chevauchement entre commerce et finance, tel qu'aperçu à Malanville par exemple, à l'exception toutefois des marchands de bétail. Plus fréquentes, de ce point de vue, sont les interférences avec le milieu du transport ou avec des affaires commerciales conclues occasionnellement. A Konni, les places de change sont situées dans la cour de la Mosquée, et à la gare routière jouxtant le grand marché. Les grossistes qui y opèrent conservent les nairas dans les coffres des voitures garés à proximité, ainsi qu'à domicile. A Maradi, la gare routière et les abords de l'ex - BDRN regroupent les principaux cambistes ; à Zinder, ils sont situés dans la gare routière et le grand marché.

De même que pour le commerce, l'activité de change revêt des formes très différentes. Elle regroupe des *opérateurs occasionnels* : il s'agit de marchands qui tentent de se défaire de nairas sans avoir à payer la commission de change aux professionnels. Beaucoup de commerçants s'improvisent ainsi changeurs le temps d'écouler leur capital. On trouve aussi des *flottants*, qui sont des détaillants de nairas indépendants parcourant les rues à la recherche de clients. Les *cambistes détaillants professionnels* sont pour leur part des agents de change travaillant à leur compte avec un faible capital. Ils achètent ou empruntent aux grossistes avant de revendre, au taux en vigueur, à des particuliers et petits commerçants. Ces agents sont présents sur toutes les places, mais ils tendent à être les seuls sur les marchés secondaires de Gaya, Diffa, Matameye, Magaria et Dan Issa. Leur fonds de roulement ne dépasse jamais un million de francs.

A l'amont du circuit financier se situent les grossistes. Ces derniers sont peu nombreux sur chaque place : deux à Birnin Konni, six environ à Maradi, quatre au plus à Zinder et à Malanville. C'est donc une quinzaine d'opérateurs qui domine le marché nigérien du change. Bien que concurrents, ces patrons de change entretiennent de bonnes relations et s'entendent à la fois pour la fixation du taux et les transferts de devises. Leur activité est organisée de façon pyramidale. Chaque patron est assisté de quelques adjoints, souvent des parents, qui gèrent des points de vente sur les marchés, les gares routières ainsi que les villages frontaliers voisins. Ces dépendants se déplacent fréquemment vers les autres villes de change pour transmettre des informations ou transférer des fonds. Ces adjoints ont eux-mêmes des dépendants - détaillants, rabatteurs par exemple - qui sont rémunérés en fonction des affaires qu'ils traitent. Quelques rabatteurs sont employés à la journée. C'est le cas à Birnin Konni, où les patrons de change les utilisent les samedi et dimanche où la demande est forte ; de même à Gaya pour le jour du

marché de Kamba. L'avance d'un capital est fréquente entre les divers niveaux de la hiérarchie des milieux de change, les comptes étant apurés chaque soir.

Il importe donc de distinguer les flux commerciaux de petite et moyenne importance qui, dans le textile et le trafic local d'hydrocarbures par exemple, se dénouent auprès de *monnayeurs* détaillants travaillant à leur compte - ils achètent alors quotidiennement la monnaie nigériane auprès des *Masu Changi* - ou plus souvent au compte de ces derniers -, et les flux portant sur des montants élevés, tels que l'importation en gros de céréales ou de matériaux de construction, qui se concluent chez les seuls patrons de change, après négociation serrée sur le taux à appliquer. La stratégie commerciale des grossistes est d'étayer leur réseau de dépendants qui distribuent la naira au détail. En effet, plus la concurrence est vive entre ces derniers, plus le taux de change au détail tend à être favorable à la clientèle. En conséquence, les patrons de change peuvent espérer que les commerçants locaux renonceront à se fournir au Nigeria, ce qui augmente d'autant le volume des affaires qu'ils sous-traitent. Notons en outre que sur ces places, les monnayeurs peuvent jouer un rôle de préfinancement d'opérations commerciales, lorsque des marchands connus ne détiennent pas le fonds de roulement nécessaire. Toutefois, cette pratique du crédit n'a cours que pour les transactions réalisées rapidement - moins d'une semaine -, puisque les cambistes ne souhaitent pas se départir durablement d'un capital qui est prêté sans intérêt. Aussi le montant et la durée des prêts sont-ils étroitement corrélés à la vitesse de rotation du stock de nairas détenus par les grossistes en monnaie : ne sont prêtées que les réserves de devises nigérianes dont les cambistes pensent qu'elles ne seront pas vendues au comptant dans les jours qui viennent.

Néanmoins, le rôle principal des monnayeurs, qui explique le caractère professionnel de leur activité, tient sur ces places aux relations qu'ils entretiennent avec leurs fournisseurs en nairas basés à Malanville, Kano, Sokoto, ainsi qu'avec leurs homologues des cités nigériennes voisines. Konni, Maradi et Zinder sont en effet des villes où le solde des opérations commerciales est tendanciellement négatif, de sorte que les besoins en devise nigériane sont permanents. En conséquence, le réseau relationnel des patrons de change, ainsi que les circuits d'information qu'ils ont bâtis, sont les instruments indispensables du financement du marché parallèle, et par là même de la circulation commerciale. Ils assurent en effet d'un approvisionnement régulier et rapide en nairas dès qu'un différentiel de change justifie un transfert. Contrairement à Malanville où la collecte de nairas s'effectue par les réseaux marchands, interdisant ainsi une nette segmentation entre finance et commerce, les trois grandes places commerciales du Niger n'obtiennent la naira que par le jeu de transferts financiers, ce qui explique l'autonomisation du marché parallèle des changes.

1.3. Le financement des marchés de change au Niger :

Si grossière - et non exempte de critiques - que puisse être une évaluation générale des mouvements monétaires induits par les échanges commerciaux entre Niger et le Nigeria, on s'y risquera néanmoins dans le souci de faire apparaître d'une part les principaux mécanismes de compensation et de financement des marchés des changes, et d'autre part l'interdépendance entre les places structurellement excédentaires et déficitaires en devise nigériane. Par ailleurs, cet exercice, même s'il ne livre que des ordres de grandeur mesurés à partir de la confrontation des échelles micro et macro-économiques d'observation, permet de comprendre les tendances de la formation du prix de la naira sur les places locales, à la suite de la dévaluation de janvier 1994.

Le tableau des ressources et emplois financiers des marchés de change parallèle au Niger, présenté ci-dessous, mesure en francs français les entrées et sorties de nairas de l'année 1993, liées aux seules opérations de commerce. Le taux de change retenu résulte de la moyenne annuelle des parités naira - franc CFA relevés à Maradi, principal centre des flux marchands entre Niger et Nigeria. Les mouvements spéculatifs sur la naira, apparus dans les dernières semaines de l'année, n'ont pas été ici pris en compte. En revanche, les opérations de troc, ainsi que la part du change effectué hors des villes du Niger - à Kano, Sokoto ou Malanville par exemple - ont été évaluées par catégorie de produits selon les données de terrain recueillies auprès des opérateurs, à l'exception pourtant de l'importation de sucre, cette filière n'ayant pas été directement étudiée, et de la réimportation de cigarettes, particulièrement

délicate à suivre. Pour ces marchandises, un coefficient de change au Niger a été appliqué, qui est la moyenne des coefficients observés sur des biens faisant intervenir des opérations financières de nature comparable. Les postes ont été rangés par importance dans les entrées et sorties totales.

Entrées et sorties de nairas sur les places de change du Niger, année 1993 :
(Millions de Francs CFA)

Export Réexport	Total	Entrée nairas	% entrées	Import	Total	Sortie nairas	% sorties
--------------------	-------	------------------	--------------	--------	-------	------------------	--------------

TOTAL	24 400	13 350	100 %	TOTAL	43 350	24 450	100 %
-------	--------	--------	-------	-------	--------	--------	-------

Cigarettes	R	16 100	7 100	53 %	Mtx const	10 000	7 000	29 %
Bétail	X	3 100	2 400	18 %	Sucre	15 000	6 000	25 %
Textiles	R	2 700	2 300	17 %	Divers	4 000	3 100	13 %
Autres	R	1 500	1 000	8 %	Céréales	4 000	3 000	12 %
Autres	X	1 000	550	4 %	Pétrole	6 700	2 700	11 %
					Cigarettes	2 700	2 000	7 %
					Textiles	950	650	3 %

Une première remarque s'impose : un manque chronique de nairas apparaît sur les marchés des changes du Niger, qui résulte en premier lieu du déficit des opérations commerciales avec le Nigéria. Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit en effet à 56 %, le rôle des réexportations étant essentiel puisqu'elles représentent 83 % des ventes vers le Nigéria. En second lieu, 54 % seulement des exportations et réexportations vers le Nigéria se concluent par une entrée de devise nigériane sur les grandes places marchandes du Niger. Ce dernier élément semble capital. L'attrait des marchandises nigériennes est tel que nombre de commerçants récupérant des nairas à l'exportation préfèrent en acheter en vue d'une revente ou d'une consommation domestique. De plus, comme on l'a précédemment indiqué, les grossistes en cigarettes qui restent les principaux fournisseurs de nairas pour le Niger, vont fréquemment faire le change à Malanville de sorte que le marché monétaire local se trouve privé d'une partie importante de leurs apports.

Par ailleurs, les commerçants importateurs sont demandeurs de naira au Niger à proportion de 56 % du total de leurs transactions. En d'autres termes, plus de la moitié du montant des transactions monétaires se fait dans les villes frontalières nigériennes, et ce malgré de différentiel de change qui favorise Kano et Sokoto. Cette singularité tient à deux facteurs principaux : d'un côté, la structure du commerce d'importation laisse une part non négligeable aux " petites entreprises contrebandières " du textile, des hydrocarbures et des marchandises diverses qui, pour beaucoup, ne s'aventurent que jusqu'aux villages frontaliers et non dans les grandes cités du Nord Nigéria ; de l'autre, sur des produits de gros tels que les matériaux de construction et les hydrocarbures par exemple, les marges à la revente sont telles que les opérateurs renoncent à capitaliser le différentiel de change, cette perte étant de fait supportée par le consommateur final.

Dans l'ensemble, le déficit en nairas à Konni, Maradi et Zinder aurait été de l'ordre de 11 milliards de francs pour l'année 1993. En conséquence, sur ces places, le prix de la naira est tendanciellement orienté à la hausse, l'écart avec les villes pourvoyeuses en nairas - Kano, Sokoto et Malanville - justifiant des transferts réguliers qui annulent, au moins partiellement, le différentiel. Malanville aurait ainsi expédié l'équivalent de 3.5 milliards de francs en nairas au cours de l'année 1993, le reste soit 7.5 milliards venant des places du nord Nigéria.

Les relevés de change faits sur les diverses places sont, de ce point de vue, instructifs. A Konni par exemple, les phases cycliques de renchérissement de la naira ne sont interrompues que par la livraison de capitaux frais des places excédentaires, ou encore par le retour du Nigéria des exportateurs

de bétail. Sur cette place, le déficit en nairas chez les *monnayeurs* tend à se former le dimanche, jour où se tient le grand marché d'Illela. De nombreux marchands et particuliers nigériens s'y rendent après avoir fait leur change auprès des monnayeurs de la ville. Aussi le prix de la naira est-il régulièrement plus désavantageux ce jour-là, comme l'atteste l'exemple ci-dessous :

Cours quotidien de la naira pour 1000 francs CFA à Konni (Nov. 1993)

JOUR	Sem 1	Sem 2	Sem 3	Sem 4	Moyenne
LUNDI	130	135	132	128	131.2
MARDI	130	135	132	128	131.2
MERCREDI	130	130	132	127	129.7
JEUDI	135	130	134	127	131.5
VENDREDI	135	130	132	127	131.0
SAMEDI	135	131	130	125	130.2
DIMANCHE	133	131	130	125	129.7

En décembre 1993, l'enquêteur note d'importantes observations lors de son relevé quotidien de cours auprès de trois grossistes de Konni. Le mardi 16 par exemple, un transfert de nairas depuis Gega (Nigéria) fait passer le taux de 137 à 139 pour mille francs ; le mercredi 17, c'est Malanville qui fait passer le taux à 141 pour mille. Jusqu'au 2 janvier, le cours de la naira passera progressivement à 138 pour mille francs : à l'exception des jours de retour des marchands de bétail, la place manque en effet de devise nigériane.

La situation nouvelle créée par la dévaluation ne modifie pas ces constatations. A partir du 24 janvier, date à laquelle les cours locaux ont été stabilisés, la moyenne des taux de change des samedi et dimanche est en effet régulièrement plus défavorable à l'achat de la naira que pour les autres jours de la semaine. En revanche, le système de transfert de capitaux tend à ne plus fonctionner, pour des raisons qu'on envisagera plus loin.

Interrogés sur les mécanismes de formation du change sur leur place respective, tous les *monnayeurs* nigériens évoquent simultanément le rôle directeur des taux à Kano, Sokoto et Malanville, ainsi que celui de l'offre et de la demande quotidienne de monnaie dans leur ville respective. Ces explications résument, avec une extrême précision, les deux modalités pratiques par lesquelles les *monnayeurs* financent leur marché de change parallèle. Toutefois, l'évidence pratique qu'expriment ainsi les patrons de change constitue en fait l'image inversée des aspects macro-économiques du fonctionnement de ces marchés. En effet, Kano ou Malanville qui sont détenteurs nets de nairas ramènent régulièrement le prix de cette devise à un cours proche de sa valeur sur tous les marchés voisins, cette valeur reposant exclusivement sur la demande des opérateurs nigériens en francs CFA convertibles.

En d'autres termes, les cambistes de Maradi n'alignent pas mécaniquement leur taux sur les variations de Kano, qu'ils suivent pourtant attentivement, par le jeu des denses circuits d'information⁶¹ qui converge vers eux. Pas plus que Konni et Gaya ne suivent les cours de Sokoto et Malanville. En pratique, ces circuits d'information servent d'abord aux grossistes à déclencher des compensations financières entre place. Ils sont ensuite de puissants instruments de gestion des ressources financières. En effet, lorsque les taux de change entre places sont en phase, les *monnayeurs* peuvent espérer tirer des transactions monétaires une marge élevée puisque ce surcoût ne provoquera pas de désaffection de la part

⁶¹ En pratique, les patrons de change se tiennent informés des moindres évolutions du cours sur les places voisines, et utilisent pour ce faire le réseau téléphonique, leurs dépendants qui se déplacent régulièrement au Nigeria et au Bénin ; ils chargent aussi les commerçants de la ville qui s'apprêtent à voyager, de commissions à transmettre à leurs correspondants nigériens.

de la clientèle. En revanche, lorsque l'écart tend à se creuser au profit des places nigériennes ou de Malanville, les cambistes sont tenus de le réduire au mieux en comprimant leur marge de gros et de détail⁶², s'ils veulent conserver leurs clients. L'information ne fixe donc pas le taux : elle sert à fixer les stratégies financières dont résultera le taux.

1.4. Le marché parallèle des change et la dévaluation du franc CFA :

Les mesures d'août 1993 relatives à la convertibilité limitée du franc décidée par la BCEAO, puis la dévaluation du CFA en janvier 1994, enfin la réorientation des politiques commerciale et monétaire prises par le Nigeria ont été autant de bouleversements profonds supportés par les marchés de change du Niger, et dont les effets ne sont encore que partiellement ressentis.

Rappelons brièvement que la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest a décidé de suspendre le 2 août 1993 tout rachat de billets de son émission exportés hors de la zone franc. Cette mesure a été complétée le 17 septembre par l'extension de l'inconvertibilité aux billets de l'UMOA présents dans la zone BEAC. Une circulaire a limité, de plus, l'allocation des devises aux voyageurs partant en zone franc à un niveau de deux millions par personne, et à 2.25 millions pour les voyages d'affaires effectués hors zone franc⁶³. Les motifs de ces décisions tiennent à l'importance croissante des sorties de francs hors des zones d'émission de la BCEAO et de la BEAC ; celles-ci ont déjà été analysées ailleurs⁶⁴. Le Niger occupait dans cette hémorragie monétaire une place non négligeable puisque les billets " H " ont représenté 14 % du total des rachats de billets par la Banque centrale alors que ceux-ci n'occupent que 8 % de la circulation fiduciaire au sein de l'UMOA. Ainsi, en 1991, la BCEAO a-t-elle fait état d'une sortie de 25 milliards de billets nigériens, soit le 1/5^e de la masse monétaire.

Ces mesures n'auront finalement guère eu d'impact sur le fonctionnement du marché des changes CFA - naira. Ainsi, la naira qui s'échangeait le 27 juillet contre 8 francs sur le marché parallèle de Maradi, est passé à 12,5 francs le 7 août. Mais la devise nigérienne s'est ensuite rapidement dépréciée, son cours passant à 9.9 francs le 27 août pour retrouver son niveau antérieur dès 13 septembre. De même à Konni où la chute du franc a atteint 47 %, et ce pendant quelques semaines seulement. Dans les premiers jours qui ont suivi ces différentes mesures, quelques nigériens se sont débarrassés des CFA qu'ils détenaient, provoquant une brève appréciation de la naira, mais il semble que ces mouvements traduisaient plus une inquiétude passagère qu'une désaffection durable par rapport aux billets d'Afrique de l'Ouest devenus partiellement inconvertibles. Au Niger, les patrons de change n'ont pas modifié la proportion de nairas et de francs dans leur portefeuille. En effet, nombre d'entre eux, n'ayant pas immédiatement perçu le lien entre le changement brusque de parité et les décisions des Banques centrales, ont poursuivi normalement leurs activités, et se sont ainsi évité de lourdes pertes de change.

⁶² Sur toutes les places, les marges de change sont fixées à deux nairas pour 1000 francs. Un achat de nairas, en gros ou en détail, à un prix de 100 pour 1000 francs, sera donc suivi d'une revente au taux de 98 pour 1000. En conséquence, on notera que les cambistes nigériens comptabilisent leurs bénéfices - ou leurs pertes - en nairas, mais qu'ils les capitalisent en francs CFA. En d'autres termes, les nairas sont sur les places nigériennes une marchandise destinée à la vente, tandis que le franc est une partie intégrante du patrimoine des grossistes. Les relevés des cours d'achat et de vente montrent néanmoins que la marge théorique de 2 pour 1000 peut s'élever - on l'a vu pour Gaya et Malanville - ou au contraire se contracter jusqu'à 0.5 nairas, selon les stratégies des opérateurs financiers.

⁶³ Circulaire 158/MFP/DGE/DRMF, Ministère des finances et du plan, 9 août 1993.

⁶⁴ Cf. notamment B. LEENHARDT, M.-F. L'HERITAU, *op. cit.*

" Au début, nous n'avons pas compris pourquoi le taux s'est modifié. Pendant quelques jours, nous avons souffert car les commerçants d'ici ont besoin d'acheter au Nigéria et on manquait de nairas. Mais nous avons continué à acheter et vendre sans changement. "

" Je ne sais pas pourquoi le taux a été changé, mais j'ai continué car c'est mon métier. Les gens ont vu qu'ils ont pu continuer leurs affaires, et le taux est revenu à son niveau antérieur. Cela a changé quelques jours parce que les nigériens avaient besoin de nairas et que c'était cher. Moi je n'ai pas perdu car j'avais des nairas qui ont été achetés par les gens du Nigéria qui voulaient se débarrasser de leurs CFA. " 65

Il semble que l'inquiétude ait plutôt gagné le milieu des petits *monnayeurs* indépendants qui, ayant tenté début août de limiter la perte de pouvoir d'achat des francs qu'ils possédaient, ont capitalisé des devises nigérianes à un cours défavorable, essuyant ainsi de graves revers financiers. Certains d'entre eux ont été du reste éliminés des circuits de distribution.

Par ailleurs, les mesures d'août n'ont guère eu d'effets dépressifs sur le niveau des transactions commerciales entre le Niger et le Nigéria. La baisse des activités en août et septembre, mentionnée par les opérateurs, s'explique moins en effet par la suspension du rachat des billets que par les tensions socio-politiques au Nigéria même - les commerçants Ibo se sont par exemple abstenus deux mois durant de faire leurs achats de textiles au Niger, afin d'éviter le nord du Nigéria jugé peu sûr -, et par l'hivernage qui se traduit habituellement par une chute d'activités, notamment dans le commerce céréalier. Le "*compartiment*" commercial du marché parallèle a donc continué de fonctionner normalement 66, notamment dans le secteur de la réexportation qui fut stimulé par l'appréciation passagère de la naira.

Contrairement à d'autres pays voisins du Nigéria, peu de mécanismes ont été mis en oeuvre en vue de contourner l'inconvertibilité partielle du franc. Ainsi, pour la principale banque du Niger, le nombre des comptes mensuellement ouverts est resté, d'août à décembre, au même niveau que pendant la période précédente 67 : il n'y a donc eu aucune ouverture directe ou indirecte de comptes de la part d'opérateurs nigériens. Par ailleurs, l'attribution de devises aux voyageurs n'a fait l'objet de quelques manipulations que pendant quelques semaines : certains commerçants à la recherche de francs français ont acheté des titres de transport auprès des agences aériennes, avec lesquels ils se sont présentés aux guichets des banques afin de récupérer des devises, avant de se faire rembourser leur billet d'avion. Ce trafic a en fait cessé mi-novembre, lorsque les banques ont elles-mêmes manqué de francs français, et que la BCEAO a demandé l'apposition d'un tampon pour les titres de transport présentés aux guichets des banques.

En revanche, il semble qu'une partie des conversions monétaires manuelles entre le franc CFA et les devises fortes, se soit orientée vers les circuits bancaires, comme le laisse penser l'évolution des transferts effectués par les banques nigériennes entre août et décembre 68. Pour la principale banque du Niger, cette évolution mesurée en indices s'est traduite comme suit :

65 Propos tenus par deux patrons de change de Konni.

66 Cf. J. LAMA, *op. cit.*.

67 Base 100 sur la période janvier-juillet, la moyenne des comptes épargne ouverts d'août à décembre est passée à 102, celle des comptes particuliers à 105, celle des comptes commerciaux à 92.

68 Nous n'avons bien sûr pas eu d'informations sur les transferts demandés par les opérateurs, puisqu'ils n'ont généralement pas fait l'objet d'enregistrements au niveau de l'agence de la banque centrale.

Évolution des transferts émis entre Janvier et décembre 1993 :
(Base 100 : moyenne mensuelle des transferts du premier semestre)

NATURE	TRANSFERTS	CHEQUES	DIVERS	TOTAL
Janv/Juill	60	12	28	100
Août/Déc	61	15	36	112

Les transferts effectivement réalisés ont progressé en moyenne mensuelle de 12% à partir d'août, cela malgré le filtrage-particulièrement sévère imposé dès novembre par l'agence BCEAO⁶⁹. Il est possible, quoique non vérifié, qu'une partie de ces transferts supplémentaires provienne des circuits du change parallèle. Par ailleurs, un marché des changes entre francs CFA et francs français s'est rapidement formé, pour prendre une ampleur non négligeable à partir de novembre. Deux circuits principaux se sont mis en place. Le premier était contrôlé par les grands commerçants et patrons de change, qui ont appliqué une décote de 10 %, puis de 20 % sur le franc CFA dès le blocage des transferts bancaires, cela à Niamey et sur les villes frontalières. Ces opérateurs obtenaient des devises françaises soit par le biais des circuits bancaires, du moins jusqu'en novembre, soit en proposant des francs CFA contre des chèques tirés sur des banques françaises par des expatriés. Le second était contrôlé par quelques opérateurs libano-syriens qui ont obtenu, par démarchage, les francs qu'ils recherchaient.

Néanmoins, et dans l'ensemble, les faibles réactions du marché parallèle des changes et des transactions commerciales entre le Niger et le Nigéria à partir d'août 1993 confirment la dimension essentiellement commerciale des opérations de conversion monétaire. Comme nous l'avons précédemment suggéré, la recherche de francs CFA comme monnaie de passage est un objectif des milieux financiers de Kano, non celui des réseaux de commerce transfrontaliers, ceux-ci réalisant par leur excédent commercial avec le Niger les espérances de ceux-là. Il semble que leurs intérêts respectifs ont continué de converger après août, l'entrée de francs CFA à Kano et Sokoto issue du solde commercial positif ayant certainement été recyclée au Bénin, ou selon des modalités propres aux circuits nigériens.

Par contre, la dévaluation du franc CFA, qui a suivi de cinq mois l'inconvertibilité partielle de cette devise, a imposé de profonds changements aux règles de fonctionnement des circuits commerciaux et financiers frontaliers d'autant que ceux-ci ont dû, simultanément, absorber le choc des mesures répressives prises au Nigéria.

Sur les places de change nigériennes, les taux parallèles relevés quotidiennement ont évolué comme l'indique le tableau de la page suivante. Peu avant la dévaluation, les villes de Maradi, Konni et Gaya étaient en phase, la naira se vendant alors à 7.2 francs. Le jour même de la dévaluation, les taux ont été extrêmement erratiques sur toutes les places : les patrons de change avaient de fait suspendu les transactions et annonçaient des parités dissuasives à leur clientèle. Cette situation s'est prolongée jusqu'au 15 janvier, bien que quelques opérations aient néanmoins été conclues entre le 13 et cette date.

Dès le 15 janvier, la naira se stabilisait à Zinder à 11.76 francs CFA, ce taux étant appliqué sur l'ensemble des places de change à partir du 22 janvier. Il n'a depuis lors subi aucune modification notable, si l'on fait abstraction des variations passagères s'expliquant par des événements locaux. On doit donc considérer que la dévaluation de 50 % du franc CFA s'est traduite par une dépréciation durable bien que moins importante que prévue (38 %) de la valeur de cette monnaie par rapport à la naira.

Le taux actuel semble être le résultat d'une situation complexe où interviennent en premier lieu les comportements des opérateurs nigériens pour qui le franc CFA est devenu une monnaie moins attractive, son pouvoir d'achat en produits du marché mondial ayant fortement été entamé. La répression des marchés des changes parallèles au Nigéria bouscule de plus les règles de fonctionnement des transactions

⁶⁹ En pratique, certains commerçants et opérateurs basés au Niger se sont vu refuser des transferts dont le caractère commercial ne faisant pourtant guère de doute, et dont les montants ne dépassaient pas ceux qu'ils effectuent ordinairement. Aussi, il est probable que des agents économiques qui n'utilisaient pas habituellement les circuits bancaires pour accéder aux devises, ont en outre accaparé une fraction non négligeable des transferts qui revenait au secteur moderne.

Evolution du cours quotidien de la naira pour 1000 francs sur les places du Niger :

DATE	MARADI	KONNI	ZINDER	GAYA	DIFFA
10-jan-94	138	138	120	137	130
11-jan-94	122	115	110	137	120
12-jan-94	-	-	-	-	-
13-jan-94	100	70	100	80	85
14-jan-94	105	110	90	100	100
15-jan-94	105	100	90	100	95
16-jan-94	100	98	85	89	90
17-jan-94	90	95	85	87	90
18-jan-94	90	85	85	87	80
19-jan-94	85	85	85	87	90
20-jan-94	85	85	85	89	90
21-jan-94	86	85	85	86	90
22-jan-94	85	85	85	87	85
23-jan-94	85	86	85	86	85
24-jan-94	88	85	85	85	85
25-jan-94	87	82	85	85	85
26-jan-94	87	82	85	84	89
27-jan-94	85	83	86	85	85
28-jan-94	85	83	87	80	80
29-jan-94	85	83	86	88	80
30-jan-94	85	81	90	80	80
31-jan-94	82	82	90	80	80
01-fév-94	82	81	86	83	80
02-fév-94	82	82	84	84	80
03-fév-94	82	82	84	84	80
04-fév-94	82	80	84	84	75
05-fév-94	81	80	84	84	75
06-fév-94	82	83	83	83	80
07-fév-94	83	83	83	83	75
08-fév-94	83	83	84	84	75
09-fév-94	86	83	85	83	77
10-fév-94	87	83	85	80	77
11-fév-94	86	84	85	82	78
12-fév-94	86	85	85	83	80
13-fév-94	86	85	85	75	80
14-fév-94	86	86	85	80	80
15-fév-94	85	86	85	91	80
16-fév-94	85	86	85	87	80
17-fév-94	85	85	85	86	80
18-fév-94	85	85	86	86	83
19-fév-94	83	84	85	83	83
20-fév-94	82	82	85	83	80
21-fév-94	83	83	86	84	84
22-fév-94	83	84	86	85	85
23-fév-94	84	84	86	85	83
24-fév-94	84	83	86	85	82
25-fév-94	85	83	86	85	82
26-fév-94	84	83	86	85	82
27-fév-94	84	83	86	85	82

financières, le risque de détention de francs CFA au Nigéria s'étant élevé au moment même où son intérêt économique diminuait. En second lieu, les opérations commerciales entre le Niger et le Nigéria sont à la recherche d'un équilibre nouveau suite aux restrictions nigérianes sur les exportations d'hydrocarbures et de céréales, et aux modifications des prix relatifs provoquées par la dévaluation du franc CFA.

1.4.1. Un Intérêt moindre du franc CFA pour les opérateurs nigériens :

La dévaluation du franc a en effet modifié les fonctions que cette monnaie occupait dans le système marchand et financier du nord Nigéria. Auparavant, le franc CFA était recherché à la fois pour sa convertibilité en devises fortes - nous avons vu que cette fonction était du seul ressort des circuits financiers nigériens qui agissent à l'aval des circuits marchands -, et pour son pouvoir d'achat élevé en biens du marché mondial. Ceci explique la dépréciation continue de la naira sur les marchés parallèles, notamment depuis 1986. Aussi ne peut-on s'étonner que l'inconvertibilité partielle du CFA décidée en août puis sa dévaluation aient conjugué leurs effets au point de modifier profondément la perception de cette monnaie chez les opérateurs du Nigéria. A Kano, et plus encore sur les petites places frontalières nigérianes, divers exportateurs refusent depuis janvier les francs comme moyen de paiement. De plus, on a pu constater que nombre de commerçants nigériens se sont débarrassés en janvier et février des billets de l'UMOA soit en achetant des produits du marché mondial - par exemple du lait concentré et en poudre tel que le " Lahda ", fabriqué au Maghreb ⁷⁰ -, soit encore en se procurant du bétail nigérien dont le coût exprimé en nairas est particulièrement bas. Les marchands du Nigéria ont ainsi modifié sensiblement leur portefeuille, donnant la priorité aux avoirs en stocks de biens et en cheptel, au détriment des francs CFA. D'autres symptômes de cette désaffection ont été ailleurs relevés. Ainsi à Maradi,

" The average daily deposit by Commercial Banks increased by around 33 % as compared with the period preceding it (from a daily average of CFA 31.5 million in December to CFA 42 millions from January 12 to February 3). Such a fact may be seen as an evidence that the CFA is no more considered as a refuge currency so leading people in Nigéria using it in exchange of other kind of assets. " ⁷¹

Un double mouvement s'est ainsi développé depuis janvier. D'un côté, les circuits commerciaux nigériens se débarrassent de leurs avoirs en francs dont le pouvoir d'achat s'est déprécié, d'autant que nombre de commerçants misent désormais sur une hausse de la naira à moyen terme, suite à la réévaluation du cours officiel par rapport au dollar. De l'autre, les circuits financiers du nord Nigéria se montrent moins enclins à refinancer les places nigériennes par des transferts de nairas ⁷². Certes, ces circuits parallèles continuent à être sollicités par les opérateurs privés nationaux, qui ont toujours besoin de devises convertibles pour financer leurs importations ⁷³ ; comme on l'a suggéré précédemment, la demande pressante en dollars, £ sterling et francs français pousse en effet les cambistes à ratisser les francs CFA aux frontières, même au prix d'une dépréciation constante de la naira. Mais la dévaluation impose désormais une nouvelle logique commerciale aux marchés des changes parallèles, car les *monnayers* n'ont plus guère intérêt à laisser la naira se déprécier afin de capitaliser des francs CFA : un

⁷⁰ Ainsi, fin janvier 1994, cinquante deux containers de lait " Lahda " attendaient à Malanville d'être évacués vers Magaria pour revente à Kano.

⁷¹ O. SAMBA, *op. cit.*

⁷² Ainsi à Konni, aucun transfert de nairas n'a été observé entre le 12 janvier et le 1er mars.

⁷³ C'est ainsi que les Industries manufacturières sont frappées depuis janvier par " un sévère manque de devises qui gênent leurs importations de matières premières et d'intrants nécessaires à la production ", Marchés Tropicaux et Méditerranéens, 11 Février 1994.

retour au taux de change antérieur (138 nairas pour 1000 francs) signifierait que la devise nigériane s'est également dévaluée par rapport à toutes les devises fortes, et obligerait donc l'ensemble des opérateurs de ce pays à doubler le montant de nairas nécessaires à l'achat de dollars ⁷⁴.

En pratique, le marché financier semble plutôt s'orienter vers une demande accrue de dollars - début février, il fallait 48 nairas pour obtenir un dollar sur les marchés parallèles -, et vers une décote du franc CFA par rapport aux devises fortes - celle-ci atteindrait désormais plus de 15 % sur certaines places ⁷⁵. La demande sur le marché monétaire nigérian tend donc à se segmenter, et ce au détriment de la fonction financière auparavant conférée au franc CFA.

Ces tendances nouvelles ont de plus été exacerbées par la répression des marchés parallèles de change au Nigéria. La détention de francs CFA étant désormais sanctionnée - au marché de Wappa par exemple, les points de change ont été fermés le lundi 5 février suite à une descente militaire ; une centaine de cambistes ont alors été arrêtés -, peu d'opérateurs se risquent à rapatrier cette devise jusqu'à Kano ou Sokoto, et préfèrent désormais acheter des nairas à la frontière nigérienne. En d'autres termes, les villes de Maradi, Zinder et Konni sont devenues les principaux lieux de change CFA - naira au moment même où cette devise fait défaut, enrayant ainsi le compartiment commercial des activités entre les deux pays.

1.4.2. Dévaluation et flux commerciaux frontaliers :

Toutefois, la dévaluation a particulièrement perturbé les activités commerciales entre le Niger et le Nigéria, de sorte que les équilibres antérieurs entre les entrées et les sorties de nairas sur les places nigériennes s'en trouvent profondément transformés. On n'esquissera ici que les tendances manifestes, qui joueront à terme sur la formation du prix de la naira sur les marchés des changes monétaires.

Le changement de parité devrait tout d'abord favoriser les mouvements d'exportation, et par là même pallier l'insuffisance chronique de nairas sur les places marchandes nigériennes. Il convient pourtant de tempérer ce jugement, en le soumettant à l'examen des logiques pratiques à l'oeuvre pour chaque catégorie de marchandises exportées.

La réexportation de cigarettes est le premier poste pourvoyeur de nairas pour les villes frontalières du Niger. Dès après la dévaluation, les transitaires ont augmenté le coût de leurs marchandises dans une proportion strictement égale au niveau d'appréciation de la naira ⁷⁶. Ils espéraient ainsi récupérer les fonds nécessaires au règlement de leur fournisseur britannique, et conserver leur clientèle nigériane pour qui l'achat de cigarettes, exprimé en nairas, n'a pas augmenté. Pourtant, leur activité a fortement chuté en janvier 1994 : à Konni par exemple, les deux principaux exportateurs ont noté une contraction d'environ 60 % des ventes vers le Nigéria ⁷⁷. Ce paradoxe s'explique certes par la baisse traditionnelle de la demande de cigarettes à la veille du Ramadan. Mais il tient surtout à la réduction

⁷⁴ Ajoutons qu'un retour, toujours possible à terme, à la parité nominale du mois de décembre ne changerait en rien les effets de la dévaluation en termes de taux de change réel, compte tenu de la hausse des prix intérieurs au Nigeria depuis la venue au pouvoir du général Sani Abacha.

⁷⁵ Après les mesures d'août, une décote de l'ordre de 6 % était apparue sur les marchés parallèles, manifestant la préférence marquée des opérateurs pour le dollar.

⁷⁶ La naira s'est en effet appréciée d'environ 65 %, et le carton de cigarettes Rothmans est passé de 105 000 à 170 000, soit une hausse de 62 %.

⁷⁷ Pour la SOBIMEX, le transit ainsi est passé de 1652 à 994 cartons entre décembre et janvier.

des mouvements de réimportation clandestine au Niger, qui assuraient plus de 15 % du chiffre d'affaires des exportateurs, puisque le coût du paquet de Rothmans exprimé en francs CFA est désormais dissuasif ; en témoigne la récente tendance des consommateurs nigériens à se reporter vers des marques moins coûteuses, telles que les Bond, et notamment vers celles que commercialise le Nigéria. Les transitaires sont ainsi privés d'une partie importante de leurs débouchés habituels. Enfin, on a vu que les transitaires jouent la carte du transit à partir du Bénin, où les conditions de mise en marché sont plus avantageuses qu'au Niger, de sorte que la chute des entrées de nairas par les flux de réexportation constatée en janvier et février n'a pas de raison d'être bientôt enrayée.

En revanche, sur toutes les places commerciales, les exportations de bétail ont fortement progressé à partir de la mi-janvier. Ainsi à Konni, les états mensuels des douanes indiquent une hausse des exportations de 32 % pour les bovins entre décembre et janvier, de 108 % pour les camelins et 21 % pour les ovins. Les exportateurs interrogés font état d'une plus forte rentabilité de leurs affaires ⁷⁸, et de la rapidité accrue du délai de vente au Nigéria : il faut maintenant moins d'une semaine pour écouler un troupeau de bovins à Illela ou Sokoto. Cette euphorie est pourtant tempérée dans les milieux des *Sarkin Shanu*. Ceux-ci font en effet valoir que la demande nigérienne est actuellement stimulée par les perspectives de la Tabaski. De plus, les prix d'achat sur les marchés de regroupement ont aussi fortement augmenté, tandis que les lobbies des marchands de bétail et chevillards au Nigéria ont tendance à faire baisser les prix afin de récupérer une partie de la rente de dévaluation. Enfin, des commerçants nigériens achètent du bétail non en nairas, mais en francs CFA dont ils cherchent actuellement à se défaire. Quoi qu'il en soit, le commerce de bétail s'impose maintenant comme le principal fournisseur en nairas des places commerciales nigériennes, palliant ainsi partiellement le recul des mouvements de réexportation. Les sorties de coton, niébé, cuirs et peaux participent de plus à l'entrée de devises nigérianes.

On doit donc moins s'attendre à une progression d'ensemble des entrées de nairas sur les places nigériennes, qu'à une pondération nouvelle entre les diverses sources commerciales d'approvisionnement.

En revanche, tous les opérateurs interrogés ont noté l'effondrement des importations en provenance du Nigéria. Le blocage des entrées de céréales en est un exemple saisissant : à Konni comme à Maradi, de nombreux commerçants venus de Niamey, Tahoua, Agadez attendaient en février des chargements déjà payés de mil et maïs, bloqués depuis quinze jours à Sokoto, Illela, Kano et Djibya. Cependant, des négociations étaient en cours entre les autorités administratives de Konni et Sokoto d'un côté, et de Maradi et Kano de l'autre ⁷⁹. Les commerçants nigériens, pour leur part, s'employaient activement à renouer les contacts avec les autorités répressives afin de conclure de nouveaux accommodements. Ceux-ci pourraient bientôt être trouvés, en contrepartie d'une forte hausse des prélèvements informels opérés par les administrations situées à la frontière. Du reste, en fin février, on notait déjà quelques entrées de mil nigérian passées en petites quantités, tandis que le maïs était massivement importé du Bénin à un prix avantageux.

La même situation prévalait pour les entrées d'hydrocarbures, extrêmement contrôlées à la frontière du Nigéria, de sorte que les circuits informels s'en sont trouvés désorganisés. Quelques importations clandestines de gaz oil et essence ont pu être réalisées, mais à un taux de risque et à des coûts d'accommodement fort élevés : le gaz oil de fraude a ainsi atteint 600 francs à Dosso, 400 francs à Gaya dans la deuxième quinzaine de février.

A partir du 12 janvier, la plupart des biens fabriqués par les industries nigérianes - ciments, textiles, plastiques, détergents, tôles, etc. - n'ont plus fait l'objet que d'importations marginales, le coût en franc CFA de ces marchandises étant dissuasif. Ainsi, le ciment de Sokoto revient-il désormais plus

⁷⁸ Les plus beaux spécimens de mouton se vendaient début février jusqu'à 2 000 nairas (soit 24 000 CFA), les boeufs jusqu'à 8 000 nairas (96 000 CFA) et les caprins jusqu'à 800 nairas (9 700 CFA).

⁷⁹ Simultanément, une mission de la primature est partie à Lagos pour négocier des assouplissements au blocage des exportations céréalières nigérianes. Celle-ci aurait obtenu une tolérance envers les sorties de mil et maïs, sous condition toutefois d'un enregistrement statistique.

cher que celui de Malbaza⁸⁰, la demande se reportant en conséquence sur la SNC : cinq camions seulement ont ainsi pénétré par Konni pendant la deuxième quinzaine de janvier, la situation restant la même courant février. Il reste que, l'usine de Malbaza n'étant pas techniquement en état de faire face à la hausse de la demande intérieure, l'importation de ciment nigérien pourrait bientôt reprendre à un coût bien sûr plus élevé. D'autres entreprises nigériennes, notamment la SONITEXIL et la SPCN, bénéficient actuellement du renchérissement de la naira et parviennent à récupérer une partie du marché qui leur échappait, voire à exporter vers le Nigéria. Elles tirent actuellement parti du fait que les entreprises nigérianes ne sont pas en état de baisser leurs prix de vente à l'exportation, compte tenu de la forte inflation et des tensions sur le coût des intrants importés au Nigéria.

Dans l'ensemble, les importations depuis le Nigéria pourraient retrouver à terme leur niveau antérieur pour les hydrocarbures et les matériaux de construction, la consommation de ces biens au Niger, qui a déjà été forcement entamée ces dernières années, étant maintenant difficilement compressible. En revanche, les entrées de céréales et de sucre pourraient bientôt profiter à des pays producteurs de la zone franc⁸¹, à la condition toutefois que les réseaux marchands nigériens soient en mesure de réorienter rapidement leur activité, ainsi que leur organisation interne. Enfin, le niveau des importations de biens de consommation domestique fabriqués devrait durablement baisser.

Les marchés des changes parallèles du Niger sont ainsi à la recherche de nouveaux équilibres. Dans l'immédiat, les cours de la naira relevés sur toutes les places correspondent à un niveau d'activité fortement déprimé, à l'importation et à la réexportation principalement. Cette situation est sans nul doute liée à des événements conjoncturels, notamment réglementaires, dont on sait qu'ils sont labiles car les marchands ont un pouvoir important de contournement des mesures administratives. Mais il est pourtant probable que l'activité de change soit à moyen terme inférieure à celle qui prévalait avant la dévaluation : la nouvelle division sous-régionale des flux de transit, qui avantage le Bénin, devrait distraire une partie des entrées de nairas au Niger, tandis que la chute des importations sur les biens manufacturés et les produits alimentaires devrait limiter les besoins en devise nigériane.

La tendance au renchérissement du prix de la naira sur les places nigériennes, telle qu'elle résulte du solde commercial négatif avec le Nigéria, n'a donc guère de raisons de s'estomper bientôt. Elle devrait en outre se manifester plus nettement, puisque les places habituellement fournisseuses en nairas semblent maintenant moins pressés de capitaliser des francs CFA par le jeu des transferts de fonds.

Conclusion :

1. Les places de change nigériennes s'inscrivent dans des réseaux financiers qui les relient à des places nigérianes (Kano, Sokoto, Maiduguri) et béninoises (Malanville). Les opérations qu'elles traitent consistent principalement à financer les importations et les exportations entre Niger et Nigéria par le jeu du change monétaire parallèle; secondairement, elles participent à l'exportation de francs CFA vers les circuits financiers nigériens, par le jeu des transferts de nairas régulièrement effectués depuis le nord Nigéria.
2. Sur chaque grande place domine un nombre restreint de patrons de change professionnels - une quinzaine pour l'ensemble du Niger - qui disposent de denses réseaux d'information sur les taux pratiqués dans les villes voisines, organisent la vente de nairas au détail par le biais de dépendants, de rabatteurs et d'opérateurs indépendants qu'ils fournissent à crédit. Ils décident aussi des transferts de fonds d'une place

⁸⁰ Les Importateurs nigériens n'avaient pas la possibilité de se fournir à la cimenterie de Cotonou, celle-ci ayant été fermée après la dévaluation.

⁸¹ Le Burkina Faso a par exemple dégagé un fort excédent de céréales cette année, tandis que la demande de sucre pourrait profiter aux complexes agro-alimentaires du nord ivoirien qui travaillent actuellement en dessous de leur capacité de production, lorsqu'ils ne sont pas fermés.

vers l'autre. Ces patrons sont dans de rares cas commerçants - à l'exception de Malanville où tous vendent des textiles -, plus souvent transporteurs.

3 Le taux de change pratiqué sur chaque place résulte de deux facteurs distincts. Le premier, qui détermine la *valeur* du franc par rapport à la naira, est lié au déficit des paiements nigérien, aux modalités d'attribution des devises par la Central Bank of Nigeria, enfin à l'attrait du franc CFA comme monnaie de passage pour les opérateurs privés nigériens. Cette *valeur* est une donnée exogène du point de vue de l'économie du Niger. Le second, qui détermine le taux de change constaté sur une place, tient à des situations locales d'offre et de demande, à des comportements d'anticipation des agents, et surtout à des tendances cycliques de hausse ou de baisse de la naira liées au solde commercial local. Ainsi, le prix de la naira tend à se déprécier à Malanville, et à s'apprécier à Konni, Maradi et Zinder - ces dernières villes important nettement plus du Nigeria qu'elles n'exportent ou réexportent.

4 Les transferts des places excédentaires en naira vers les places déficitaires naissent des différentiels de taux liés à des soldes commerciaux divergents entre les places, et tendent à les annuler. Mais ces transferts réalisent, via les circuits financiers de Kano et Sokoto principalement, la vocation de *monnaie de passage* du franc CFA vers les devises fortes. Les circuits marchands et financiers sont donc intimement liés. Les premiers, qui travaillent dans le seul but d'une marge commerciale et non d'une *chasse au CFA*, fournissant aux seconds l'accès à une devise convertible.

5 Les principales entrées de nairas sur les marchés nigériens viennent des réexportations - cigarettes et textiles notamment - ainsi que des exportations de bétail. L'entrée des devises nigériennes dépend donc du volume de leurs affaires, mais aussi de la fréquence des opérations de troc, de l'arbitrage fait par les opérateurs entre les diverses places financières locales, nigériennes et béninoises.

6 Les principales sorties de nairas viennent de l'importation de matériaux de construction, de sucre, de céréales et de pétrole. Là encore, la demande de nairas sur les places nigériennes s'explique autant par les volumes annuellement importés, que par les pratiques de contrepartie et les arbitrages de change d'une place à l'autre. Un principe apparaît : plus l'activité commerciale est concentrée, plus les opérateurs arbitrent en faveur des places qui offrent un taux favorable. Les *petites entreprises contrebandières*, pour leur part, s'adressent le plus souvent aux monnayeurs de leur ville d'activité. Il en va de même de certains grands commerçants qui, disposant d'un monopole sur un produit, facturent systématiquement la différence de change à leur clientèle.

7. Le fonctionnement en phase des places de change nigériennes est lié aux transferts réguliers de nairas depuis Kano, Sokoto et Malanville, que réalisent les patrons de change professionnels. En effet, les grandes villes marchandes nigériennes importent nettement plus qu'elles n'exportent. En conséquence, un manque de nairas, de plus de 10 milliards au total en 1993, se forme sur ces places. Malanville les aurait fourni pour 3.5 milliards, Kano et Sokoto aurait assuré le solde, soit environ 7.5 milliards.

8. La dévaluation du franc, l'inconvertibilité partielle des billets de l'UMOA, les mesures répressives prises au Nigeria ont profondément bousculé le fonctionnement des marchés des changes parallèles, sans qu'un nouvel équilibre se soit encore nettement dégagé. La période présente est transitionnelle : les négociations en cours entre les autorités nigériennes d'une part et les opérateurs économiques de l'autre, les incertitudes quant à la pérennité des décisions commerciales et financières prises par le régime de Sani Abacha, peuvent transformer à court terme les conditions de l'activité de change au Niger.

9. Cependant, deux données nouvelles devraient modifier durablement les tendances du prix de la naira sur les marchés du Niger. D'une part, les opérateurs nigériens semblent moins attirés par le franc CFA, dont la convertibilité et le pouvoir d'achat ont été entamés. Ils ont du reste commencé à modifier leur avoirs, en se défaisant des francs qu'ils détenaient au profit du bétail et de marchandises du marché mondial, de même, les réseaux financiers nigériens sont peu enclins à transférer des nairas pour capter des francs CFA sur les marchés frontaliers du Niger. D'autre part, on doit s'attendre à ce que le montant des importations depuis le Nigeria dépasse, malgré la dévaluation, celui des exportations et réexportations. En conséquence, la tendance à la pénurie de nairas, et par conséquent à sa réappréciation sur les marchés locaux, devrait se poursuivre avec toutefois des difficultés plus grandes pour les monnayeurs à se procurer la devise nigérienne.

II LES ÉCHANGES CÉRÉALIERS TRANSFRONTALIERS ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Les échanges céréaliers entre les deux pays remontent à l'époque coloniale et reposent, entre autres, sur le fait que le nord du Nigeria bénéficie de conditions climatiques, et donc de production agricole, plus favorables que le Niger. Ces flux permettent au Niger de pallier les fréquentes insuffisances de sa récolte et d'assurer sa sécurité alimentaire. Du point de vue de son voisin, ils s'effectuent au détriment de son propre approvisionnement et se sont sensiblement amplifiés, ces dernières années, en raison de la dévaluation de la naira qui a rendu les céréales nigérianes très compétitives au Niger ¹.

L'examen des trois dernières campagnes de commercialisation montrent que, si en 1991-92 la récolte du Niger fut peu déficitaire (17.900 T) et les flux entre les deux pays réduits, ceux-ci ont joué un rôle de soupape de sécurité dans le ravitaillement du Niger en 1992-93 où le déficit vivrier était estimé à 232.700. En 1993-94, leur rôle devrait être plus déterminant encore car le déficit est de 395.100 tonnes selon les statistiques officielles ².

Ces échanges s'opèrent enfin dans un marché totalement libéralisé puisque l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN) n'intervient plus directement sur les marchés depuis 1988, son action portant sur la gestion d'un stock de réserve de 80 000 t et de l'aide internationale ³.

II-1 Les grandes places du commerce céréalier

De Gaya à Bosso, la frontière est très perméable et traversée, malgré les interdictions en vigueur au Nigeria, par de nombreux camions de vivres qui relient les marchés et villes du nord du Nigeria aux centres urbains du Niger, siège des grands commerçants de céréales. Chaque ville du Niger a ainsi une ville-marché jumelle de l'autre côté de la frontière ⁴.

- Gaya et même Dosso sont étroitement liées aux gros marchés de regroupement que sont Kamba (20 km), Dolle, Lollo, Yaouri (maïs), Koko (maïs), Sajoramé (maïs) et Jega. Gaya est cependant surtout sous l'influence de Malanville qui reçoit des céréales de Nikki (zone de collecte de maïs et d'igname béninois) et de Djougou point de regroupement important.

- Birni-Nkoni se ravitaile à Illala (7 km), Kaura Namoda, Kasua Dagi, Potiskum (maïs), et Sokoto.

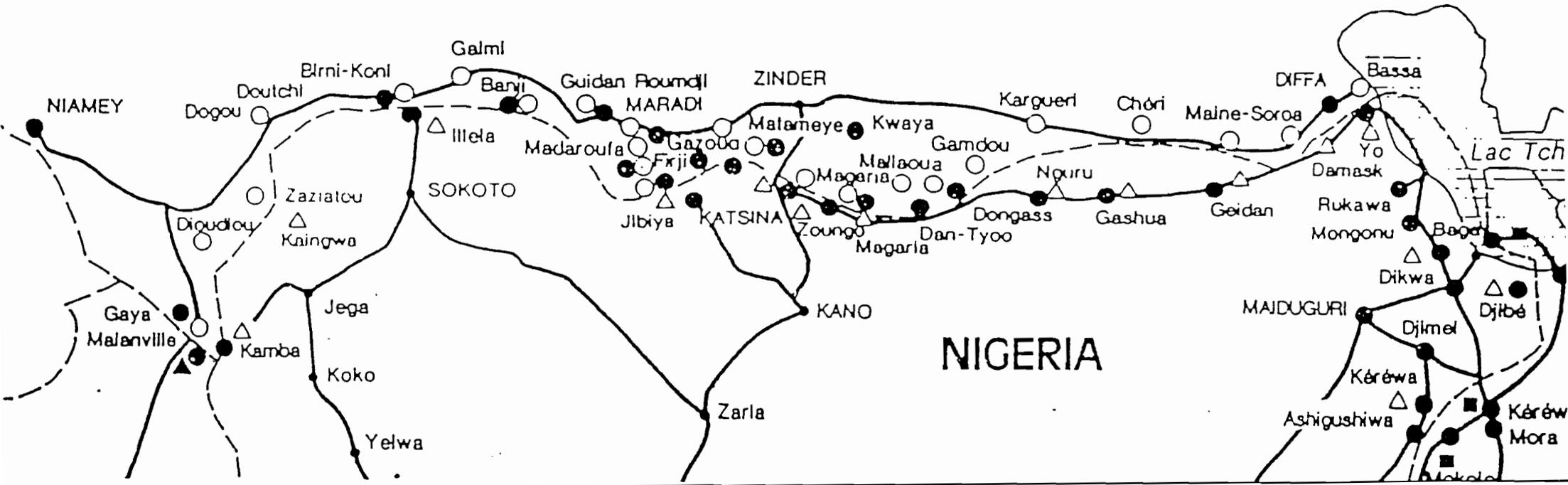
- Maradi est tournée vers Dubya (30 km), Katsina, Kano et les grands marchés de regroupement que sont Basari, Sara, Funtua et Gusau ainsi qu'à une multitude de petits marchés villageois du Katsina State où le prix du mil est moins élevé que dans les villes.

¹ cf. K. MEAGHER, Nigeria, Granary of Niger ? The implications of cross-border trade for food security in Nigeria and Niger, Rencontres de Maradi "Interactions Niger-Nigeria, 20-22 Octobre 1993.

² Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Evaluation de la campagne agro-pastorale 1993-1994, novembre 1993

³ E. BERG, La réforme de la politique céréalière dans le Sahel, le Niger, OCDE-Club du Sahel, 1988.

⁴ Soulignée ci-après.



△	<i>Douanes Nigériennes</i>
○	<i>Douanes Nigérianes</i>
●	<i>Marchés frontaliers</i>
•	<i>Villes principales</i>
—	<i>Voies de Communications</i>
0 40 200 km	

CARTE DES ZONES FRONTALIERES ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Tirée de D. BACH, J. EGG et J. PHILIPPE, *Nigéria, un pouvoir en puissance*
Editions Karthala, 1989.

- Zinder s'approvisionne sur les marchés de Mai Adoua, Kongolam, Mai Gatari, Gujungu, Daura, Sara, Gambé, Dan Dini (maïs), Bakori (maïs) et Kano

- Diffa se ravitaile sur le proche marché de Douchi (10 km), mais aussi à Damasak, Goudoumbari, Goidam, Baga (maïs), Goubio, Zari et Maiduguri.

Les importations de mil et de sorgho dépendent étroitement du montant de la récolte du Niger⁵ que les commerçants évaluent dès la mi-août. En cas de récolte moyenne, ils importent ces céréales dès la mi-novembre, période où elles commencent à se raréfier sur les marchés nigériens. Si la récolte s'annonce déficitaire, leurs achats débuteront à la fin de l'hivernage. Par contre, une bonne récolte ne leur sera pas favorable et aura un effet limitatif sur les flux transfrontaliers de mil et de sorgho (leur activité se concentrera sur le maïs dont la production au Niger est toujours déficitaire) même si les patrons s'efforceront de négocier avec leurs correspondants nigériens des prix plus avantageux que ceux qui ont cours au Niger pour poursuivre leur activité.

Nos enquêtes de terrain, menées au cours de la campagne de commercialisation 1993-94, ont montré que les commerçants nigériens préfèrent d'abord acheter le mil local réputé de meilleure qualité que son concurrent nigérian. Toutefois, de prix plus abordable, ce dernier est l'objet d'achats plus fréquents des consommateurs dont le pouvoir d'achat a été sérieusement amputé ces derniers temps.

Même si globalement, les importations céréalières sont liées au montant de la récolte du Niger, divers cas de figure apparaissent en fonction des spécificités régionales.

- A Gaya, les commerçants ont procédé à leurs achats de mil au Nigeria dès la fin de la récolte pour les revendre aussitôt préférant stocker les céréales achetées au Niger à un prix supérieur. En procédant ainsi, ils augmentent leur fond de roulement réalisant une marge plus forte.

- A Birnin Konni, s'il y a eu quelques achats après la récolte (peu nombreux cette année car celle-ci a été mauvaise), les importations ont commencé dès le mois de septembre. Quelques commerçants ne les ont pas interrompues pendant l'hivernage pour satisfaire leurs clients de la capitale.

- A Maradi, la récolte a été globalement satisfaisante dans les zones situées au sud du goulbi n'Kaba si bien que les commerçants ont d'abord effectué des achats en brousse et limités, dans un premier temps, leurs importations. Celles-ci se sont accrues avec le mois de décembre pour répondre à la demande soutenue des commerçants de Niamey.

- A Zinder, les marchands privilégient leurs achats locaux car le mil cultivé dans la région, dit mil du Damergou, est un mil jaune apprécié pour sa qualité proche de celle du mil de Sanam, le plus réputé au Niger, tandis que le mil importé du Nigeria est un mil noir moins agréable au goût. Aussi, les importations débutent dès que la pénurie se fait sentir au Niger et pour répondre à des commandes d'Agadez ou d'Arlit et à des appels d'offres de l'Office des Produits Vivriers du Niger qui portent sur de gros tonnages. Ces appels d'offres de l'OPVN ont un effet stimulant sur les flux transfrontaliers, et ce tout au long de la frontière, car les stocks disponibles au Niger sont presque toujours insuffisants pour les satisfaire.

- A Diffa, zone plus pastorale qu'agricole, la récolte a été mauvaise cette année notamment dans l'arrondissement de N'Guigmi et a contraint les commerçants à s'approvisionner tout au long de l'année au Nigeria pour desservir les centres urbains que sont Diffa et N'Guigmi ainsi que les villages de brousse.

Ce sont donc chaque année des quantités de céréales importantes qui traversent en fraude la frontière. Ces flux sont très élastiques puisqu'ils dépendent de la récolte du Niger dont l'estimation varie selon les sources et les conclusions que les uns et les autres veulent défendre tel discours politique.

⁵ Certains grands commerçants reconnaissent importer des céréales du Nigeria toute l'année. C'est le cas notamment du maïs peu produit au Niger.

destiné à mobiliser l'aide amplifie une situation nullement alarmante ⁶. On estime toutefois que ces flux oscillent selon les années, dans une fourchette de 100.000 à 250.000 tonnes, toutes céréales confondues.

Ces échanges frontaliers de produits agricoles sont contrôlés par quelques grands patrons de commerce. Ils s'opèrent au sein de réseaux très structurés qui lient ces patrons à leurs homologues nigériens. Qu'ils soient djermas, songhrai, haoussas, beni-béris ou Kanouris, tous ont des correspondants au Tchad avec lesquels ils ont l'habitude de traiter des affaires.

II-2 Organisation sociale des réseaux marchands transfrontaliers.

La plupart des commerçants de céréales, à l'exception de ceux de Gaya d'origine songhrai ou haoussas et qui n'ont donc pas accès aux terres détenues par les Dendis, sont également producteurs de mil, sorgho, niébé, parfois arachide et souchet (dans la seule région de Maradi) et peuvent détenir un domaine foncier allant jusqu'à une centaine d'hectares pour les plus étendus. Leurs récoltes leur assurent leur propre consommation et une partie est redistribuée au sein de la parentèle, sous forme de dime religieuse (*zakka*) et dans les réseaux de solidarité. Mil et sorgho, sauf en cas de bonne récolte, ne se retrouvent donc guère sur les marchés ce qui n'est pas le cas du niébé, du souchet et de l'arachide vendue aux femmes qui la transforme artisanalement en huile.

Peu nombreux sont les grossistes parmi ces commerçants. On en a dénombré six à Gaya, au plus une dizaine à Konni et aucun à Diffa, chef-lieu de département peuplé de moins de 20.000 habitants et situé très en retrait des grands centres de consommation. C'est donc à Maradi et Zinder que l'on dénombre les effectifs les plus importants. Dans la première, le Président de leur syndicat qui compte trente-trois membres, estime qu'une quinzaine d'entre eux sont capables de livrer plus de 100 tonnes, voire même 1000 tonnes pour les plus aisés, à partir de leurs propres capitaux. A Zinder, leur syndicat est composé de trente-huit membres dont une dizaine au plus ont une certaine assise financière d'après les informations recueillies à l'OPVN.

Pour l'ensemble des villes frontalières, le nombre des grossistes représente une quarantaine d'individus. En ajoutant ceux de Niamey, Agadez et de quelques chefs-lieux d'arrondissements, leur nombre ne doit pas dépasser une soixantaine d'individus au Niger. Ce sont ces patrons qui contrôlent le négoce des céréales, directement ou par le biais de leurs dépendants installés çà et là. Le commerce des céréales est généralement leur seule activité (certains sont également transporteurs ce qui est complémentaire). Il s'agit donc d'un commerce aux mains de professionnels qui n'ont toutefois pas de spécialisation par produits. Tous s'adonnent au commerce du mil, du sorgho, du niébé, de l'arachide, du souchet etc.

D'une manière générale, ces patrons se côtoient tous les jours étant installés au même endroit sur les marchés. Ils entretiennent de bonnes relations et sont solidaires à tel point qu'ils peuvent constituer, localement voire nationalement, des oligopoles. Ces hommes disposent de réseaux commerciaux très structurés tant au Niger qu'au nord du Nigeria ⁷, capables de s'étendre ou de se contracter selon le volume de la demande. De Gaya à Bosso, leur organisation est assez uniforme.

A leur tête se trouve un patron qui dispose d'acheteurs réguliers résidant dans les grosses bourgades rurales. Ces acheteurs ont des agents qui sillonnent les marchés de brousse ou qui s'approvisionnent directement auprès des paysans grâce aux contacts personnels qu'ils ont noués avec eux.

⁶ Cf. RAYNAUT, L'agriculture nigérienne et la crise du Sahel, in Politique Africaine n° 28, Paris, décembre 1987.

⁷ E. GREGOIRE, L'Etat doit-il abandonner le commerce des vivres aux marchands ? in Politique Africaine n°37, Éditions Karthala, Paris, Mars 1990.

ou aux avances sur récolte qu'ils leurs ont faites. C'est par ces canaux que les céréales sont drainées des campagnes vers les villes consommatrices ou les zones déficitaires. C'est également par ces mêmes circuits que s'opère la diffusion des engrais achetés au Nigeria avant l'hivernage, ces commerçants contrôlant souvent la filière (en 1993, le 15-15 revenait à 2000 francs CFA le sac de 50 kg rendu à Maradi et était revendu autour de 2200, l'urée à 2500 puis rétrocedé à 2700).

Si ce commerce régional est organisé selon une structure pyramidale, le commerce frontalier répond à une structure horizontale. Ces mêmes patrons ont des correspondants nigériens - ou nigériens installés déjà de longue date de l'autre côté de la frontière - avec lesquels il entretiennent des relations d'affaires anciennes ou des liens de parenté. Plusieurs systèmes de collecte ont été repérés :

1/ Soit le patron se déplace lui-même au Nigeria pour procéder aux achats d'importants tonnages. Dans ce cas, il se rend dans les grandes villes comme le font les marchands de Maradi, Konni et Zinder qui peuvent ramener 100 tonnes par voyage.

2/ Soit le grand commerçant préfère ne pas se déplacer lui-même et rester au Niger pour mieux suivre ses affaires (réception des clients). Il envoie alors ses commis (*yara*) acheter du mil sur les marchés de regroupement, proches de la frontière, ou de brousse où les prix sont moins élevés. Ces commis traitent directement avec les vendeurs nigériens qui se chargent ensuite de l'acheminement des céréales au Niger. Ils obtiennent souvent des prix plus avantageux que leurs patrons précise un commerçant de Maradi :

"si les Nigériens me voient, ils augmenteront leurs prix sachant que je suis grossiste et que j'achète de grandes quantités"

3/ Soit enfin, ce sont les Nigériens qui viennent au Niger proposer leurs céréales à leurs partenaires ou auxquels les Nigériens confient de l'argent pour qu'ils leurs apportent les quantités désirées.

Dans tous les cas, ce sont les Nigériens qui assurent le transport et le passage de la frontière, illégal puisque le Nigeria a interdit depuis déjà quelques années, l'exportation des céréales pour protéger son propre approvisionnement (les importations sont libres au Niger mais soumises à un enregistrement statistique). Si quelques rares commerçants passent par la brousse en s'exposant aux contrôles des douanes volantes (aucun accord n'ayant été conclu au préalable, le coût de la fraude est alors très élevé et les arrangements sont parfois impossibles), la très grosse majorité d'entre eux empruntent les grands axes où sont installés les postes de douane nigériens. Le passage des camions s'organise comme suit : un passeur ou chef de convoi ouvre la route en voiture et obtient la bienveillance des douaniers en leur versant une somme d'argent et en convenant de l'heure de passage des véhicules. Il retourne ensuite avertir les chauffeurs et précède (éventuellement) le convoi le moment venu. Ce passage de la frontière a un coût précis et fixe. Dans la région de Maradi il était, en 1991 de 2000 nairas pour un camion de 15 T et de 4000 nairas pour un 30 T⁸. Il est facturé au commerçant nigérien avec les frais de transport comme nous le verrons plus loin.

Outre un petit commerce capillaire qui est le fait de détaillants et des populations frontalières, certains flux d'importation de céréales se font à présent à l'écart de ces réseaux marchands. Les Nigériens, bénéficiant encore récemment de faibles coûts de transport en raison du bas prix des carburants dans leur pays, se rendent désormais au Niger sans traiter avec leurs partenaires des villes frontalières et poursuivent leur chemin jusqu'à Dosso, Baleyara, Filingué, Tillabéry⁹ et parfois Tahoua, Agadez et même Arlit au mécontentement des commerçants nigériens qui se trouvent court-circuiter. Un marchand de Birnin-Konni, explique :

⁸ D. MARTINET, Organisation et fonctionnement d'un réseau de commercialisation des céréales dans les départements de Maradi et de Zinder, Document provisoire, 1991.

⁹ S. HAMADOU, Analyse de la structure et de l'efficacité du marché des céréales au Niger, le cas des départements de Dosso et Tillabéry, Mémoire de DEA, Université de Montpellier I, Octobre 1993.

"Auparavant, les gens du Nigéria n'allaient pas à l'intérieur du Niger. Depuis deux ans, certains ne s'arrangent plus avec nous. Le Niger est foutu. On est bloqué chez eux alors qu'ils viennent chez nous sans prendre de patente ni licence et cassent les prix. Ils changent ensuite les CFA à un bon taux à Kano et récupèrent beaucoup de nairas".

Ces commerçants ne sont pas *stricto sensu* des "chasseurs de CFA", gens supposés vendre sans marge voire à perte pour se procurer des devises, mais des opérateurs qui ne parviennent pas à écouler leurs stocks chez eux et qui réalisent une petite plus-value supplémentaire en échangeant ensuite les CFA gagnés de ce côté-ci de la frontière à Kano. S'ils sont renommés pour "casser les prix", c'est parce qu'ils ont des coûts de transport moins élevés que les transporteurs nigériens et que l'économie d'une marge (celle des commerçants nigériens auxquels ils confiaient auparavant les céréales) est réalisée alors qu'un gain additionnel est obtenu sur le change en fin de cycle. Ces Nigériens s'accaparent donc une partie du marché nigérien comme le font également pour le niébé les "allasaouas", noms donnés aux hommes du groupe aïhasanne Dan Tata dont sa filiale, la NAMCO, est la principale société de commercialisation à Kano, et qui procèdent à des achats directs au Niger.¹⁰

Grossistes nigériens, demi-grossistes et détaillants, populations frontalières et négociants nigériens sont donc les vecteurs des flux céréaliers transfrontaliers. Pour en souligner la diversité, mentionnons enfin le cas des camions algériens qui transportent le mil du Nigéria jusqu'à Tamanrasset et des caravanes de chameaux, les *azalai*, qui remontent, vers les oasis lointaines de Bilma et de Fachi, ou mil après avoir vendu sel et natron dans la région de Kano.

Dans ces échanges frontaliers de céréales, les fluctuations du taux de change entre le franc CFA et la naira jouent un rôle important sur le niveau des flux et le prix des céréales au Niger.

II-3 Les transactions monétaires

Le système adopté par les commerçants est le même tout au long de la frontière : les transactions s'effectuent toujours en argent liquide et en naira lorsqu'il s'agit d'achats au Nigéria¹¹. Pour cela, ils se tiennent informés des taux en vigueur dans leur ville et au Nigéria pour changer dans de bonnes conditions. Globalement, ils procèdent de deux manières :

1/ S'ils se rendent à Kano, Sokoto ou Maiduguri, c'est le plus souvent dans ces grands centres qu'ils effectueront les opérations de change car les conditions y sont plus intéressantes, le franc CFA y étant plus recherché. D'autre part, en procédant ainsi, ils limitent les risques de vols ou de contrôle car de grosses sommes en francs CFA (billets de 10 000 francs) sont plus aisément dissimulables dans un grand boubou que des nairas. La faible valeur faciale des billets (les plus grosses coupures sont de 50 nairas soit l'équivalent de 350 francs avant la dévaluation du CFA) oblige à transporter des sacs entiers qui ne passent pas inaperçus.

2/ S'ils parcourent les marchés de brousse, ils partent avec des nairas changées au Niger ou à la frontière comme l'a précisé un importateur de Maradi :

¹⁰ J.L. AMSELLE et E. GREGOIRE, Politiques nationales et réseaux marchands, les cas du Mali et du Niger/Nigéria, Paris-Club du Sahel/Ministère de la Coopération, 1988.

¹¹ Les Nigériens qui vendent directement à l'intérieur du Niger se font payer en franc CFA qu'ils changent à la frontière ou le plus souvent à Kano ou Sokoto car le taux de change leur est plus favorable. Avant la dévaluation du franc CFA, un billet de 10.000 francs CFA s'échangeait contre 1.400 à 1.500 Nairas à Kano alors qu'il n'en valait que 1.300 à Maradi.

"les paysans et les petits commerçants ne connaissent pas toujours le CFA et en tous cas ne l'acceptent pas au Nigéria"

Au Niger, le change se fait tantôt chez un monnayeur attitré avec lequel le commerçant entretient des relations de confiance anciennes, tantôt en faisant jouer la concurrence après s'être renseigné sur le taux pratiqué par les différents cambistes. Enfin, un commerçant peut prendre des nairas auprès d'un ami qui a effectué des ventes récentes au Nigéria (bétail, niébé, produits du transit)

Enfin, nombre d'entre eux effectuent des opérations de troc et évitent de passer par le marché des changes : un commerçant de Zinder achète ainsi du niébé à Mirriah ou Guidimouni pour le revendre à un commerçant de Dawalo, lieu dit à Kano où se trouvent les gros acheteurs de niébé qui le revendent ensuite dans le sud du Nigéria où il est consommé par les populations yorubas et ibos. L'argent gagné est aussitôt réinvesti en achat de maïs sur un marché de brousse dont la revente permet de récupérer des CFA. Un autre, installé à Birnin-Konni, revient avec du mil et de l'igname après avoir vendu du bétail à Illéla. Ces opérations de troc portaient sur des quantités non-négligeables. Après la dévaluation, la stratégie des acteurs peut toutefois se modifier, ceux-ci préférant réaliser un bénéfice monétaire car les termes de l'échange ne sont plus les mêmes : ainsi, un mouton avant le 12 Janvier pouvait se vendre autour de 10 000 francs CFA à Karsbia soit 1350 nairas qui permettaient de ramener au Niger presque trois sacs et demi de mil. Compte tenu de la nouvelle parité CFA-naira, le même mouton exporté rapporte désormais 85 nairas qui ne représentent plus qu'un tout petit peu plus de deux sacs de mil!

Exporté vers le Nigéria, le souchet est également un produit de contrepartie aux importations de céréales. Cultivé en culture pure (champs de case) dans la seule région de Maradi, les superficies qui lui sont consacrées, se sont étendues ces dernières années car sa vente est d'un bon rapport (son prix augmente fortement avec l'avancement de la saison sèche) pour les commerçants de Maradi mais aussi de Konni et Zinder viennent en acheter dans cette région.

Depuis les mesures prises, en janvier, par le Général Sani Abacha pour éliminer le marché parallèle des devises, les commerçants nigériens changent désormais leurs francs CFA au Niger : comme l'explique un commerçant de Diffa :

"C'est désormais trop dangereux de partir au Nigéria avec des CFA. On peut être arrêté sur la route aux différents contrôles et l'argent confisqué. Désormais on part tous avec des nairas jusqu'à ce que les contrôles s'assouplissent"

Dans ce département, CFA et nairas circulent indifféremment ¹² si bien que les commerçants n'ont pas forcément recours au marché des change : ils achètent mil et maïs en nairas au Nigéria et les revendent également dans cette monnaie à Diffa ou dans son arrière-pays. Avant la dévaluation du franc CFA, ils changeaient parfois des nairas à Diffa pour échanger ensuite leurs CFA à Maiduguri et réaliser un bénéfice supplémentaire

II-4 Le financement des achats de céréales au Nigéria

Ceux-ci s'opèrent le plus souvent à partir des fonds propres des commerçants, très exceptionnellement par prêts bancaires : en effet, parmi les villes frontalières, seules Maradi et Zinder disposent encore d'agences de la BIAO ou de la SONIBANK. Un seul commerçant a reconnu avoir parfois reçu un crédit de campagne de la première.

¹² A telle enseigne que les fonctionnaires doivent transformer une partie de leur salaire en nairas (le taux évolue alors à leur désavantage, les monnayeurs profitant du versement des salaires). De même, les opérateurs qui vendent, à Zinder, les poivrons produits dans la région, changent, dans cette ville, les CFA gagnés contre des nairas.

Toutefois, les commerçants les moins aisés ¹³ ou ceux qui doivent satisfaire une commande exceptionnelle d'un client, peuvent emprunter des fonds pour compléter leurs propres capitaux auprès d'un de leurs collègues ou de leur cambiste. Dans le premier cas il s'agit d'une entraide bénévole à charge de revanche. Dans le second cas, bien que les céréaliers figurent parmi les principaux clients des monnayeurs, ce geste est moins fréquent (les deux hommes sont alors liés par une relation d'amitié et de confiance ancienne). S'il n'y a pas officiellement de prêt à intérêt, pratique interdite par l'islam, les conditions de change sont ici moins avantageuses pour le commerçant car le cambiste réalise un intérêt déguisé en appliquant un taux moins favorable (à Birnin-Konni, en décembre 1993, le taux fait à un emprunteur était de 150 nairas pour 100 francs au lieu de 132). Ayant avancé des nairas, le monnayeur se fera rembourser en CFA au bout de trois jours à une semaine au plus.

Les commerçants nigériens achètent aussi à crédit auprès de leurs fournisseurs nigériens. Le délai de remboursement peut être très court, le temps d'un marché ou de l'écoulement des céréales, ou s'espacer sur une semaine, exceptionnellement un mois. Là aussi, il n'y a pas "officiellement" de prêt à intérêt mais l'interdit religieux est contourné en fixant un prix de vente plus élevé au sac (de l'ordre de deux ou trois nairas) ¹⁴. Le risque de change est assuré par l'acheteur nigérien qui s'est engagé à rembourser son fournisseur en nairas, très rarement en CFA. Dès novembre, un commerçant de Maradi remarquait

"tous les crédits se font désormais en nairas car les gens du Nigéria ont peur de la dévaluation du franc CFA"

II-5 Les quantités importées

Celles-ci sont très variables d'une année sur l'autre. Globalement par produits, on peut estimer que le mil représente les tonnages les plus élevés et que le sorgho est importé surtout en période de fort déficit vivrier au Niger. Quant au maïs, il est acheté à longueur d'année puisque le Niger a une production marginale mais la plus grosse partie des tonnages provient du Bénin.

Le niveau des flux est difficile à quantifier ¹⁵ car il faut prendre en considération non seulement les importations des grossistes mais aussi des petits commerçants et des populations frontalières qui, de Gaya à Bosso, vont chercher les céréales qui leur manquent sur les marchés frontaliers. C'est alors un sac voire seulement quelques mesures qui sont ramenées par voyage. Ces flux sont donc le fait du seul secteur "informel" d'autant plus difficilement appréhendable que peu d'opérateurs déclarent en douane les quantités importées alors que celles-ci ne font l'objet d'aucune taxe mais d'un simple enregistrement statistique.

Les rares données statistiques disponibles sont celles de la Direction des Douanes du Niger. Dans un texte récent, Bio Goura Soulé ¹⁶ présentait le tableau suivant complété par nos soins pour les années récentes (1989 à 1992)

¹³ L'absence de recours au crédit est un signe révélateur d'une certaine assise financière : "au début, je payais à crédit mais maintenant je suis assez fort" reconnaît un commerçant

¹⁴ Certains commerçants ont affirmé emprunter des céréales sans intérêt ni hausse de prix.

¹⁵ J. EGG, Le commerce global du Niger avec le Nigéria, in "L'économie agricole et alimentaire du Niger : vers une intégration au marché du Nigéria", collectif coordonné par J. EGG, INRA-UNB-IRAM, 1993.

¹⁶ B.S. GOURA, Les échanges agricoles entre le Niger et le Nigéria et leurs déterminants, in "L'économie agricole et alimentaire du Niger : vers une intégration au marché du Nigéria" op. cité.

Évolution des Importations enregistrées de céréales du Niger à partir du Nigéria (en T)

Années	Mil	Sorgho	Maïs	Total
1981	3.589	1.266	-	4 855
1982	10.297	14.889	17.944	43.130
1983	34.015	13.872	8.365	56.252
1984	20.407	75.733	18.856	114.996
1985	20.407	207.333	20.989	248.179
1986	8.880	12.433	4.886	26.189
1987	72.556	20.313	6.333	99.202
1988	17.282	9.822	6.037	33.141
1989	211	113	1.472	1.796
1990	4.900	1.400	4.704	11.004
1991	16.425	1.536	6.755	24.716
1992	2.528	2.309	15.715	20.552

Les tonnages globaux qui figurent dans le tableau, semblent largement sous-estimer la réalité des flux : Si les grossistes importent les contingents les plus importants, l'évaluation de leurs importations est délicate étant donné la diversité et la fluctuation de leurs opérations tout au long de l'année. Certaines céréales sont stockées de la récolte à la période de soudure, d'autres sont l'objet d'une rotation continue mais fluctuante en fonction de la demande de leurs clients et des époques de l'année.

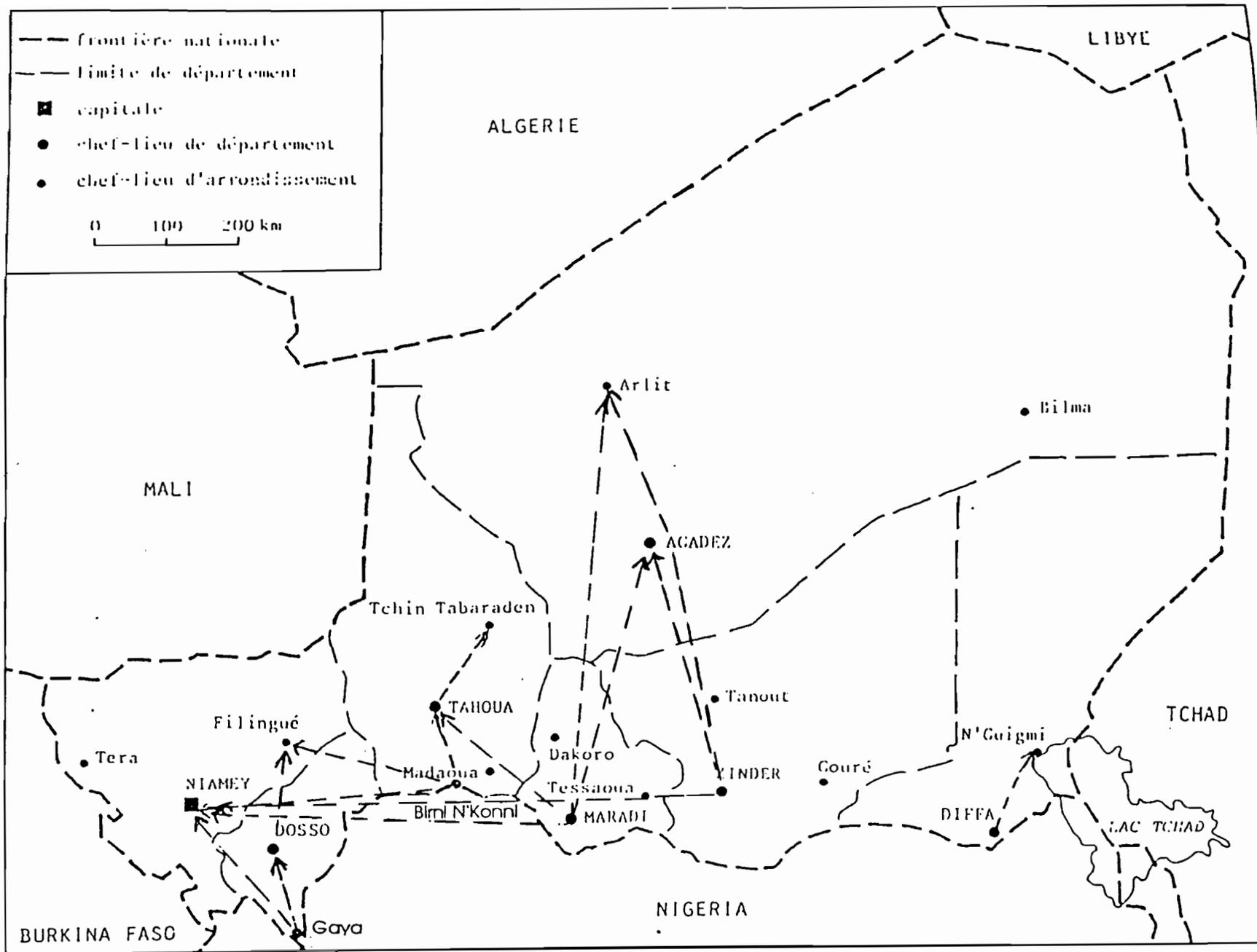
Dans le premier cas, les informations fournies par les opérateurs sont à prendre avec précaution car le stockage est toujours entouré d'un certain secret surtout cette année où la spéculation est forte. Toutefois, le montant des stocks déclarés par les commerçants enquêtés varie de quelques tonnes à plus de 200 pour les plus importants. En valeur et compte-tenu des cours, ce tonnage représente sept millions de francs CFA. On peut raisonnablement penser que peu de commerçants peuvent immobiliser un tel capital voire plus de 10 millions. Aussi, leur stratégie consiste, dès que leur capacité matérielle et financière de stockage est atteinte, à jouer sur leur capital circulant en achetant des céréales au Nigéria en fonction des commandes de leurs clients le faire tourner pour assurer des marges.

Les entretiens réalisés dans les villes frontalières montrent que les commerçants sont en dessous de leurs capacités de livraison et pourraient augmenter sensiblement leurs commandes au Nigéria si la demande était plus soutenue au Niger. Les chiffres qu'ils nous ont fournis, permettent les estimations suivantes, par localités, quant à leurs importations (toutes céréales confondues) du Nigéria :

Estimation des flux transfrontaliers hebdomadaires (Novembre 1993-Février 1994)

Localités	Tonnages par semaine
Diffa	30 T
Gaya	50 T
Konni	1350 T
Maradi	2500 T
Zinder	1500 T
Total	5430 T

D'après les entretiens menés auprès des commerçants, on peut estimer qu'ils importent globalement, en moyenne, 5500 T par semaine depuis novembre et que ce rythme sera maintenu jusqu'en



CARTE DES PRINCIPAUX FLUX DE CEREALES AU NIGER

avril, période où ils ralentissent leurs achats et commenceront à déstocker. Pour ces six mois, et compte tenu des arrêts d'importation dus aux mesures prises par le Nigeria, cela représente un tonnage global d'environ 125 000 T auxquels il faut ajouter les achats effectués après la récolte (septembre à novembre) et ceux qui seront faits en fin de saison sèche et pendant l'hivernage (mai à août). D'après les commerçants, ils représentent à peu près la moitié des achats de pleine saison (soit 2500 T par semaine soit 60 000 T pour les six mois concernés). Finalement, au cours de la présente campagne de commercialisation, les commerçants à eux seuls importeront environ 185 000 T.

Ce calcul n'est qu'une approximation, seules des enquêtes sur une longue période (un an) à partir d'échantillons de commerçants choisis dans les principaux centres de commercialisation permettraient une évaluation précise des flux. Enfin, ce chiffre n'inclut pas tout le petit commerce transfrontalier des détaillants et des populations.

II-6. Ventilation des céréales importées au Niger

En s'appuyant sur des travaux de recherches antérieurs, les publications mensuelles du Système d'Information sur les Marchés et nos récentes investigations, la ventilation des céréales importées au Niger apparaît clairement. Deux types de flux se dégagent :

- des flux de grande amplitude qui se reproduisent d'une année sur l'autre mais dont l'intensité est variable (elle dépend des besoins du Niger). Ce sont donc des flux constants qui sont notamment dirigés vers les centres urbains (Niamey, Agadez et Arlit).

- des flux courts entre régions frontalières nigériennes et nigérianes. Ces mouvements sont davantage périodiques voire occasionnels et dépendent des besoins complémentaires des régions (flux dirigés des zones habituellement déficitaires) et des aléas de la récolte.

A partir des villes importatrices, berceau des grands grossistes, on distingue, d'Ouest en Est, les mouvements suivants :

- Depuis les régions de Gaya et Malanville : cette région bénéficiant généralement d'une bonne récolte, il y a pas de mouvements à courte distance. Les flux de mil (le sorgho est consommé sur place) sont dirigés vers Niamey, Dosso et le nord de ce département (Filingué, Baleyré, Abala) et de celui de Tillabéry (Tillabéry, Ouallam). Ils partent de Kamba et ne passent pas tous par Gaya : certains camions nigériens empruntent le PK 10, jonction entre la route nationale Gaya-Dosso et la piste qui mène à Kamba, et se rendent directement dans ces zones.

Pour le maïs, le point de départ des flux est Malanville davantage que le Nigeria. Niamey est leur principale destination même si quelques quantités sont vendues dans les départements de Tillabéry et Dosso. Depuis la dévaluation du franc CFA, de nouveaux flux semblent se dessiner vers Birnin-Konni, le maïs de la zone franc devenant meilleur marché que celui du Nigeria.

Enfin, des céréales traversent le Niger pour se rendre directement au Mali (région de Gao) ou en ayant un point de rupture de charge à Niamey.

- A Birnin-Konni, on retrouve les deux types de flux distingués : des grands mouvements d'expéditions de mil, sorgho et maïs sont effectués vers Niamey, Dosso et sa région, plus rarement jusqu'à Tillabéry (peu de céréales sont par contre dirigées vers Agadez et sa région, ces zones étant ravitaillées depuis Maradi et Zinder). Des flux courts sont, d'autre part, dirigés vers Tahoua, Badéguichiri, Ibohamane, Tounfari et Tchintabaraden mais les commerçants de Birnin-Konni doivent ici

affronter la concurrence de ceux de Maradi. Ils sont, d'autre part, handicapés par le nouveau système de collecte des marchands de ces villes qui s'approvisionnent directement au Nigéria sans passer par eux ¹⁷.

- Depuis Maradi, ce sont surtout des mouvements de grande amplitude bien que le nord du département (arrondissements de Dakoro et de Mayahi), souvent déficitaire, est importateur de céréales. Les commerçants de Maradi approvisionnent principalement leurs correspondants installés à Katakou (Tahoua) et ont des clients permanents de même que les commerçants de Tahoua, d'Agadez et d'Arlit. Si les plus gros tonnages passent à Maradi, quelques caravans empruntent la piste qui passe par Dodoni et Gazaoua pour se diriger ensuite vers Tessaoua. De même, les caravanes de chameaux qui remontent vers Bilma avec du mil échangé contre du sel et du natron à Kano passent dans cette région.

- Depuis Zinder : Après Maradi, c'est le plus important centre de collecte de céréales nigériennes. Les plus gros tonnages de céréales importées font l'objet d'envois lointains et réguliers. Ils sont dirigés, d'une part, sur Niamey et sa région et d'autre part sur le nord à savoir Agadez et Arlit. La situation d'insécurité qui caractérise actuellement ces régions, perturbent toutefois leurs échanges avec le Sud. Des flux plus courts s'effectuent habituellement vers Tanout, Bôlbéji, Gouré et les zones fréquemment déficitaires de ce département. Il arrive enfin que des céréales partent de Zinder vers Diffa mais ce cas de figure est peu fréquent (1989-1990), cette zone se ravitaillant presque exclusivement dans le Bornou State.

- Dans la région de Diffa, ce sont des flux généralement à courte distance et constants car les récoltes sont ici déficitaires. Il s'agit de l'approvisionnement complémentaire de localités et de régions comme celles de Goudoumarra, Maïné Soroa, Diffa et N'Guigmi. Quelques céréales parcourent toutefois des distances plus longues et sont dirigées vers N'Gourti et Termit.

Les résultats des campagnes agricoles permettent d'anticiper ces flux qui se gonflent ou se contractent en fonction du bilan de la récolte : globalement, au cours de ces cinq dernières années, les campagnes de commercialisation 1989-1990, 1990-1991, 1992-1993 et plus encore 1993-1994 reproduisent les mêmes mouvements généraux d'importations du Nigéria et la même ventilation au Niger. Seule la campagne 1991-1992 se distingue car la récolte a été bonne au Niger et a permis d'approvisionner les centres urbains à partir des céréales locales. La structure des échanges ne varie donc guère avec des pôles d'importations (Gaya, Birnin-Konni, Maradi et Zinder) et des centres de consommation (Niamey, Agadez, Arlit, Tahoua et leurs régions). Que la récolte soit bonne ou mauvaise, les premiers doivent assurer le ravitaillement des seconds selon deux axes principaux de circulation : la route nationale Zinder-Niamey et la Route nationale Zinder-Agadez.

II-7 Analyse de l'évolution des prix depuis la récolte : Impacts de la dévaluation du franc CFA et des mesures prises au Nigéria

Jusqu'au 12 Janvier, l'évolution du prix des céréales avait été normale : baisse sensible avec l'arrivée de la nouvelle récolte puis légère remontée avec le début de l'année. Du point de vue régional, les prix étaient logiquement moins élevés dans les régions productrices (Maradi notamment) que dans les zones importatrices (Niamey) et déficitaires (Diffa). La dévaluation du franc CFA et de l'arrêt momentané des flux céréaliers vers le Niger après le renforcement des contrôles au Nigéria ont entraîné une flambée généralisée et incontrôlée des prix.

¹⁷ A. SOULEYMANE, Evolution de la commercialisation des céréales au Niger, École Nationale Supérieure Universitaire de Technologie, Mémoire de fin d'études, Université Cheikh Anta Diop, Département des formations supérieures de gestion, Dakar, 1993

II-7-1 Évolution du prix du mil

Prix à la consommation du mil (Septembre 1993-Mars 1994)

Localités	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	10Janv.	22 Fev.	15Mars
Diffa	4800	4900	4100	4700	6000	10.000	9000
Gaya	5000	4000	4000	3900	3750	-	-
Konni	5300	4400	4400	4300	4250	6500	-
Maradi	4200	3800	3600	3300	3500	5750	6000
Niamey	6800	6500	6300	6300	6500	8000	8000
Zinder	5400	4600	5000	4300	4500	6500	6500

Sources : SIN et CRSTCM

La dévaluation a entraîné, du jour au lendemain, un net renchérissement du prix des céréales au Niger dû à la brutale modification du taux de change : si 1000 francs CFA s'échangeaient à 138 nairas le 10 janvier, le cours était de 85 dix jours plus tard lorsque les marchés se sont stabilisés soit une dévaluation de 38%. A Birnin-konni, les prix du mil et du maïs ont alors respectivement augmenté de 40 et 37% entre ces dates. De même, en décembre, les commerçants-importateurs de Maradi se procuraient le mil nigérian (rendu magasin) dans une fourchette de 3750 à 4250 francs et le revendaient autour de 4000 à 4500 francs à leurs clients grossistes de Niamey. En février, ils l'achetaient à 5600-5700 francs soit une hausse de prix de 41% qui correspond au pourcentage de dépréciation du CFA à cette date (37%).

A cette nouvelle donne monétaire s'est ajoutée, quelques jours avant la dévaluation, les vigoureuses mesures prises au Nigéria par le gouvernement du général Sanj Abacha qui entendait désormais empêcher la fuite des céréales de son pays. Les responsables des postes de douanes furent tous mutés et les militaires chargés de contrôler les marchandises qui traversaient la frontière. Pendant trois semaines environ les flux de céréales vers le Niger furent stoppés de Gaya à Bosso. Certains marchés comme ceux de Djibya et de Kamba furent encerclés pendant quelques jours par l'armée qui contrôlaient la sortie des céréales. Ce n'est qu'au début du mois de février que des brèches s'ouvrirent notamment du côté de Maradi selon un commerçant :

"à présent, on connaît les nouveaux agents des customs et les camions commencent à passer à nouveau"

Ce blocage des flux a eu un effet inflationniste au Niger qui s'est ressenti jusqu'à Niamey dont l'approvisionnement en mil dépend pour beaucoup du Nigéria. Par contre, à l'intérieur même du Nigéria, les prix n'ont guère varié entre décembre et février, certains commerçants avançant que :

"les Nigériens doivent désormais tenir compte de la baisse du pouvoir d'achat de leurs partenaires nigériens s'ils veulent continuer à leur vendre du mil"

Évolution du prix du mil au Nigéria (nairas)

Localités	Décembre 1993	Février 1994
Kamba	400	400
Illéla	500	500
Djibya	420	410/430
Kano	380/400	400
Sara	360	-
Damasak	-	560

Si les prix n'ont pas globalement changé, il faut mentionner que le mil est toujours plus coûteux au fur et à mesure que l'on s'approche de la frontière, les commerçants nigériens profitant de la demande de leurs clients nigériens. Aussi, ces derniers tentent de s'approvisionner sur des marchés éloignés (Funtua, Zaria, Bauchi), notamment en maïs ou ils se rendent dans les zones productrices situées au sud de Kano, en calculant à chaque fois le gain obtenu au sac et les charges supplémentaires induites en transport.

A leur prix d'achat, il convient en effet d'ajouter le coût du transport et de la fraude pour sortir les céréales du Nigeria. Ces frais sont acquittés au sac suivant un barème précis identique quel que soient les céréales transportées. En décembre 1993, à titre d'exemple, de Illéla à Birnin-Konni il en coûtait 30 nairas, de Djibya à Maradi 40 nairas (50 depuis Février 1994), de Kano à Maradi 90 nairas, de Kano à Zinder 75 à 100 nairas, de Dan Dimi à Zinder 85 nairas, de Mai Adoua à Zinder 75 nairas, de Sara à Zinder 120 nairas, de Damasak à Diffa 60 nairas.

II-7-2 Évolution du prix du sorgho

L'analyse précédente s'applique au sorgho dont le prix suit une tendance analogue à celle du mil avec un niveau légèrement inférieur car il est moins apprécié des consommateurs. Aussi, les importations de sorgho sont quantitativement moins importantes que celles de mil et de maïs et ne se font sur de grosses quantités que si la récolte céréalière au Niger est mauvaise.

Prix à la consommation du sorgho (Septembre 1993 - Mars 1994)

Localités	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	10Janv	22 Fév.	15Mars
Diffa	-	-	-	-	5000	8000	7200
Gaya	5000	4600	4500	3200	3550	-	-
Konni	4300	3900	3800	3100	2750	5500	-
Maradi	4400	-	-	3300	3500	5500	5500
Nlamey	6000	4500	5500	5700	5000	7000	7000
Zinder	4800	4300	4000	3400	4000	5500	5250

Sources : SIM et ORSTOM

Au Nigeria, le prix du sorgho est resté stable depuis la récolte et était en février de 350 nairas à Kamba, 400 à Illéla, 350 à Sara, 300 à Djibya et 290 à Kano.

II-7-3 Évolution du prix du maïs

Le maïs, surtout consommé dans les centres urbains, connaît aussi une forte hausse de son prix comme l'illustre le tableau...

Prix à la consommation du maïs (Septembre 1993 - Mars 1994)

Localités	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	10Janv.	22 Fev	15Mars
Diffa	5000	5100	-	4600	5500	8750	8000
Gaya	5600	4900	4700	4600	5125	-	-
Konni	5300	4300	4500	4300	4000	6250	-
Maradi	4800	4000	3700	3500	3250	5750	5500
Niamey	6000	6000	5800	5800	5250	8000	8000
Zinder	5900	5200	5100	4500	4000	6500	6000

Sources: SIN et CRSTOM

Sa production étant marginale (3000 tonnes environ en 1993), le Niger importe du maïs du Nigeria et du Bénin. Le premier, malgré les prohibitions d'exportations en vigueur, fournissait, chaque année, par les mêmes canaux que les importations de mil (mêmes commerçants, mêmes modalités d'acheminement et financières) environ 20% des besoins en maïs du Niger. Le Bénin assurait donc 80% de son approvisionnement. Sa part a sensiblement augmenté depuis la dévaluation et les restrictions prises au Nigeria: en effet, des commerçants qui se ravitaillaient autrefois au Nigeria depuis Birni-Konni, Maradi et même Zinder viennent désormais acheter du maïs à Malanville où il est moins coûteux (6000 francs CFA début février). Il y a donc eu une réorientation des flux à l'avantage du Bénin: bien que le prix du maïs soit resté stable au Nigeria, la dévaluation du CFA a donné un avantage au maïs béninois.

Évolution du prix du maïs au Nigeria (nairas)

Localités	Décembre 1993	Février 1994
Kamba	460	450
Illéla	440	440
Djibya	420	410/430
Kano	380/400	400
Dan Dimi	350/380	-
Sokoto	-	410
Baga	-	480

Source: ORSTOM

II-7-4 Évolution du prix du niébé

Les échanges frontaliers se font ici dans le sens opposé: le niébé constitue un flux de contrepartie aux importations de céréales, les mêmes commerçants s'adonnant aux deux négoce. De plus, les exportations de niébé permettent de ne pas passer par le marché des change: les nairas gagnés sont réinvesties en mil et maïs sur les marchés de brousse. Sur ce produit, l'inflation a également été soutenue: 89% de hausse à Niamey, 87 à Diffa, 68 à Zinder, 60% à Maradi et 42% à Birni-Nkonni alors que les prix sont restés stables au Nigeria (autour de 1000 à 1200 nairas) depuis Octobre.

Prix du niébé (Septembre 1993 - Mars 1994)

Localités	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	10Janv.	22 Fev.	15Mars
Diffa	-	-	-	-	6800	12.750	-
Gaya	-	-	8700	8800	-	-	-
Konni	13.000	-	-	11.800	8750	12.500	-
Maradi	10.800	7600	7400	8200	8500	14.000	16.000
Niamey	12.500	10.000	10.800	9000	9500	18.000	17.000
Zinder	7300	5000	6000	7600	9500	16.000	16.000

Sources : SIH (prix moyens, Sept-Déc) et CRSTCM

Cette analyse des prix peut être enfin complétée par quelques éléments relatifs à l'estimation des marges. Dans un précédent texte, nous notions que la marge bénéficiaire des commerçants n'est pas aussi élevée que ce que l'on croit généralement et avançons "qu'elle a oscillé entre 3 et 20% pour les commerçants de Maradi au cours de la période juin 1989-Mai 1990 et entre 3,8 et 12,5 % pour les commerçants de Niamey (juin 1989-Février 1990"¹⁸. Ces chiffres rejoignent des évaluations déjà faites par ailleurs¹⁹.

Nos investigations (novembre 1993) confirment ces chiffres : les quelques marges relevées à Maradi, pour des céréales achetées puis aussitôt revendues, se situent dans une fourchette de 6 à 14% pour le mil et le maïs, autour de 20% pour le niébé (avec un court stockage) à Birnin-Konni et Maradi et de 10 à 18% à Zinder. Ces évaluations montrent, comme le rappellent souvent eux-mêmes les marchands, que la concurrence que font jouer habilement leurs acheteurs de Niamey et du nord du pays, les oblige à pratiquer des marges raisonnables et voisines. Toutefois, les récoltes stockées dès la fin de l'hivernage et achetées avant la dévaluation (entre 3500 et 4000 francs à Maradi) seront revendues au prix fort en fin de saison sèche (sans doute autour de 6500 à 7000 francs). Elles auront été une bonne opération pour les commerçants qui ont pu constituer des stocks (marge prévisible supérieure à 80%) et un moyen de se prémunir des effets néfastes de la dévaluation.

De cette analyse des prix et deux mois seulement après la dévaluation du franc CFA il faut retenir qu'une substitution du maïs béninois semble s'opérer aux dépens du maïs nigérian qui méritera d'être confirmée dans l'avenir de même que le transfert qui semble se faire au profit de la consommation des céréales locales. Le riz du Niger est ainsi devenu compétitif par rapport au riz pakistanais. Notons, d'autre part, qu'en rendant désormais certains produits nigériens compétitifs, des exportations peuvent se faire à la suite d'achats directs de Nigériens qui proposent de meilleurs prix aux producteurs : c'est le cas par exemple pour le coton acheté au prix de 77 francs CFA par la société cotonnière française AIGLON. Celle-ci est concurrencée par des acheteurs nigériens qui proposent 100 francs du kg aux paysans.

Enfin, la dévaluation du franc CFA, si elle a brutalement modifié les termes de l'échange entre le Niger et le Nigeria, ne les a pas fondamentalement remis en cause dans le commerce des céréales : un réajustement s'est opéré mais le mil du Nigeria reste compétitif au Niger d'autant plus que la récolte n'a pas été très bonne cette année.

¹⁸ J.EGG et E. GREGOIRE, Les marchés céréaliers, in "Le développement agricole au Sahel", tome I Milieu et défis, P.M. BOSCH, V. DOLLE, P. GARIN, J.M. YUNG Éditeurs, CIRAD, Collection "Documents Systemes Agraires n)17", 1992.

¹⁹ J.E. ARNOULD, Merchant capital, simple reproduction and under-development : peasant traders in Zinder, Niger Republic, Journal of African Studies, 20 (3)

Conclusion

Sans rentrer dans l'élaboration de scénarii esquissés par ailleurs ²⁰, ceux types d'indicateurs s'avèrent pertinents pour suivre voire anticiper l'évolution des échanges céréaliers entre les deux pays.

1/ Des indicateurs principaux qui sont au nombre de quatre :

- Le volume de la récolte au Niger : c'est son appréciation qui déterminera les commerçants à importer des céréales du Nigeria. La décision relative au démarrage de leurs achats est prise dès la mi-août, date à laquelle ils apprécient la récolte et adoptent déjà une première stratégie révisable en fonction des résultats définitifs de la récolte.

- La parité entre le franc CFA et la naira : c'est un élément déterminant car les prix des céréales nigérianes font office de prix directs au Niger. La dévaluation de la naira, depuis 1986, a profondément modifié les données du problème car elle a entraîné une forte chute des prix au Niger ²¹ et a permis d'amortir la hausse du prix des céréales au Nigeria pendant la même période.

Ce changement de parité entre les monnaies a donc entraîné une baisse des prix qui a bénéficié aux citoyens qui se procurent à bon marché du mil depuis plusieurs années. Par contre, la paysannerie nigérienne a été pénalisée et le rapport entre prix des produits agricoles et prix des facteurs de production s'est fait à ses dépens empêchant toute transformation des systèmes de production et progrès agricole.

Ce commerce des céréales est donc très sensible au taux de change : le maintien de la parité fixe entre le franc CFA et le Franc français et de la convertibilité du premier est un élément majeur qui a évité une remise en question plus nette des flux transfrontaliers entre le Nigeria et ses voisins.

- Le niveau des prix des céréales au Nigeria : si la récolte est généralement suffisante au Nigeria, l'évolution des prix est un élément clé qu'il convient de suivre étant donné la très forte inflation que connaît ce pays et qui se serait transmise au Niger si la naira ne s'était pas dévaluée.

Le sac de mil qui valait en effet 100 nairas en 1988, est passé à environ 250 nairas en 1991, puis à 325 en 1992 et à près de 400 en Février 1994. Le sac de maïs a suivi une évolution analogue puisqu'il coûtait une centaine de nairas à Kano en 1988, autour de 230 en 1991, de 340 en 1992 et aujourd'hui près de 400. Quant au niébé il est passé de 300 à 1200 nairas pendant la même période.

Cette évolution des prix de l'autre côté de la frontière est donc un élément important et un dispositif de suivi des prix au Nigeria est facile à mettre en place en raison des connaissances désormais acquises sur les marchés du nord.

Le niveau de la récolte au Nigeria : rares sont les années (1973-74, 1984-85) où le nord du Nigeria à l'exception d'une bande qui jouxte le Niger, est touché par la sécheresse. Toutefois, il est arrivé (1986) qu'une trop forte abondance de pluies provoque des inondations et la destruction de récoltes. Cette année-là, quelques flux de céréales s'étaient opérés dans le sens Niger-Nigeria.

2/ Des indicateurs secondaires parmi lesquels on peut identifier :

Les mesures législatives en matière économique prises par les États : dans la mesure où ils n'ont pas les moyens, notamment sur le long terme de les appliquer, celles-ci paraissent d'autant moins

²⁰ J. EGG et J. IGUE, L'intégration par les marchés dans le sous-espace est : l'impact du Nigeria sur ses voisins immédiats, Rapport de synthèse, INRA-IRAM-UNB, 1993.

²¹ En janvier 1982, le sac de mil coûtait 14.000 francs CFA à Maradi, en janvier 1988 8000 francs, en Janvier 1993 5400 et fin janvier 1994 autour de 5500 cf. J.L. AMSELLE et E. GREGOIRE, Politiques nationales et réseaux marchands transnationaux op. cité.

coercitives que les opérateurs économiques trouvent rapidement des failles pour les contourner. C'est ainsi le cas des prohibitions d'importations de céréales prises par le Nigeria en 1985 pour le riz qui sont tournées en dérision par les commerçants ²². De même, les mesures rigoureuses appliquées en ce moment risquent de ne durer qu'un temps. L'histoire des échanges frontaliers entre les deux pays montre que ce type de situation ne se prolonge guère au delà de quelques mois comme ce fut le cas en 1985 lorsque le général Mohammed BUHARI decida de la fermeture des frontières terrestre (avril 1984-fevrier 1986) qui ne fut efficace qu'au début

Les événements politiques. Ils peuvent avoir un impact indéniable sur le commerce frontalier comme l'histoire en apporte à nouveau des témoignages saisissants : la guerre du Biafra (1967-1970) a ainsi donné l'impulsion initiale au développement des échanges entre le Nigeria et ses voisins. De même, en août 1993, les troubles internes au Nigeria à la suite de l'annulation du résultat des élections présidentielles par le général Ibrahim Babangida eurent un impact sur les échanges avec le Niger en matière de commercialisation des pagnes. Les commerçants qui venaient chaque mois à Niamey acheter basins et wax auprès des maisons de commerce européennes, interrompirent leurs voyages pour des raisons de sécurité.

Le niveau du prix des carburants au Nigeria. Le transport des céréales vers le Niger étant assuré par des transporteurs nigériens, il est certain que le triplement des prix du carburant au Nigeria a déjà eu un impact sur le prix des céréales au Niger.

Cette analyse des flux transfrontaliers de céréales montre à quel point le Niger est tributaire de son puissant voisin qui joue un rôle régulateur dans son approvisionnement : si la conjoncture lui a été favorable ces dernières années du point de vue du niveau des prix mais pas en termes de développement de son agriculture, un retournement de tendance n'est pas à exclure étant donné les incertitudes politiques, économiques et monétaires qui pesent actuellement sur le Nigeria et qui pourraient avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire du Niger. Un suivi précis de ce pays s'impose soit à partir du renforcement des structures existantes (le Système d'Informations sur les Marchés pour les céréales) soit par la création d'une cellule originale de suivi des échanges (tous produits confondus) entre les deux pays. Ce type de structure pourrait s'atteler enfin à l'épineux problème de l'évaluation des flux céréaliers commerciaux entre les deux pays. Seul un dispositif fin pourrait alors fournir des données fiables jusqu'à présent inexistantes.

Le changement de parité du franc et les tendances au renchérissement de la naira devraient favoriser la réorientation des flux céréaliers vers les pays excédentaires de la zone franc. Tel est déjà le cas pour le maïs, dont le prix au Bénin est plus avantageux qu'au Nigeria. Tel n'est pas encore le cas par rapport aux voisins situés à l'Ouest du Niger qui, comme le Burkina, ont un excédent céréalier important cette année. De ce point de vue, la capacité des réseaux marchands à modifier leur organisation, leurs axes d'approvisionnement et leur structure interne sera déterminante.

²² J.N. MARCHAT, La commercialisation du riz et du mil au Niger, Université de Clermont I, 1987.

CONCLUSION GENERALE

Sans revenir sur les conclusions développées dans chacune des parties de ce rapport, il convient d'insister ici sur les points suivants :

- Le différentiel de change entre le franc CFA et la naira a constitué une véritable rente monétaire pour le Niger : les citoyens ont pu s'approvisionner en céréales et en produits manufacturés (textiles, lessives, hydrocarbures, ciment etc.) à bon prix, depuis de longues années, amortissant ainsi leur perte de pouvoir d'achat. Cette rente monétaire a toutefois un caractère précaire et une hausse de la naira, qui n'est pas non plus complètement à écarter, aura d'importantes conséquences sur l'économie nigérienne et son taux d'inflation.

- La différence de convertibilité des monnaies demeure en effet un point essentiel²³. Les échanges ne pourront être véritablement rééquilibrés que si les deux monnaies accèdent une valeur d'échange internationale comparable ce qui implique que la naira devienne convertible ou que le franc CFA devienne une monnaie flottante ou que sa convertibilité soit limitée.

- Enfin, la politique menée en ce moment par le Nigeria comporte de nombreuses incertitudes : lors d'une récente conférence de presse organisée à Washington après la publication du dernier rapport de la Banque mondiale concernant l'ajustement en Afrique, Mr. Kim Jaycox, vice-président pour l'Afrique de cette institution a estimé que la nouvelle politique du Nigeria est "définitivement vouée à l'échec" et a souligné : "ils n'ont aucun moyen de réussir (...) Ce ne sont pas des moyens acceptables de diriger l'économie (...). Ils ont déjà essayé un taux de change fixe plusieurs fois. Cela a toujours abouti à un échec majeur et cela nous surprend qu'ils recommencent". De son côté, le Fonds monétaire international ne procédera vraisemblablement pas cette année à un réajustement de la dette extérieure du Nigeria²⁴.

Le gouvernement du général Sani Abacha parviendra-t-il à poursuivre sa politique économique et monétaire définie dans le budget 1994 ou sera-t-il contraint de revenir sur ses options ? La réponse à ses questions conditionnera l'évolution du taux de change entre le dollar et la naira et par là entre celle-ci et le franc CFA. Dans la première alternative, la naira se maintiendra en l'état actuel voire se réaffirmera, dans le second cas, elle se dévaluera à nouveau comme le préconisent les organismes internationaux. De toutes manières, les conséquences seront importantes sur l'économie du Niger et sa sécurité alimentaire.

²³ D. NAUDET, L'impact des échanges nigero-nigériens sur les équilibres macro-économiques du Niger, in "L'économie agricole et alimentaire du Niger : vers une intégration au marché du Nigeria ?

²⁴ Actualité africaine, Nigeria, Marchés tropicaux et méditerranéens, n° 2523, 18 mars 1994